

Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation
SEFRI

État des lieux sur le positionnement des écoles supérieures

Rapport final
31. juillet 2020

Élaboré par

econcept AG, Gerechtigkeitsgasse 20, CH-8002 Zurich
www.econcept.ch / + 41 44 286 75 75

Auteurs

Sarah Neukomm, lic. phil. I, politologue
Flavia Amann, MA UZH en sciences de l'éducation
Jasmin Gisiger, MA ETH UZH in Comparative and International Studies
Marie-Christine Fontana, Dr. sc. pol., politologue

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé aux enquêtes menées dans le cadre de l'étude ou qui nous ont aidées en nous fournissant d'autres informations. Un grand merci également au groupe d'accompagnement.

Sommaire

Résumé	i
1 Introduction et méthodologie	1
1.1 Contexte et mandat	1
1.2 Objectifs et problématiques	2
1.3 Niveaux de positionnement	3
1.4 Approche méthodologique	4
1.5 Structure du rapport	9
2 Bases et état des connaissances	10
2.1 Études et statistiques sur le domaine des ES	10
2.2 État des connaissances sur les étudiants et les diplômés	12
2.3 État des connaissances sur les prestataires de formation	17
2.4 Comparaison avec d'autres diplômes du degré tertiaire	19
2.5 Comparaison avec d'autres pays	20
2.6 Qualité des informations et des chiffres	26
3 Précédents efforts en matière de positionnement	28
3.1 Mesures fructueuses pour le positionnement des ES	28
3.2 État et aspects des discussions actuelles	30
3.3 Bilan – Efforts en vue du positionnement	33
4 Importance et forces du système des ES	34
4.1 Importance et forces du système actuel des ES	34
4.2 Pertinence de la voie de formation ES pour les différentes branches	36
4.3 Bilan – Importance et forces du système des ES	37
5 Perception du positionnement national	38
5.1 Large état des lieux	38
5.1.1 Besoin d'action général en matière de positionnement national	38
5.1.2 Besoin d'action sur la visibilité, les débouchés et les atouts des ES	39
5.1.3 Besoin d'action concernant le positionnement des EPD ES	42
5.2 Approfondissement par domaine	43
5.2.1 Technique	43
5.2.2 Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management	44
5.2.3 Économie	45
5.2.4 Agriculture et économie forestière	46

5.2.5	Santé	46
5.2.6	Social et formation des adultes	47
5.2.7	Arts visuels, arts appliqués et design	48
5.2.8	Trafic et transports	48
5.3	Bilan – Positionnement national des ES	49
6	Perception du positionnement international	51
6.1	Large état des lieux	51
6.1.1	Importance du positionnement international	51
6.1.2	Besoin d'action général au niveau du positionnement international	53
6.1.3	Besoin d'action concernant la visibilité, les débouchés et les atouts des ES	54
6.1.4	Positionnement international en contexte	57
6.2	Approfondissement par domaine	57
6.2.1	Technique	57
6.2.2	Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management	58
6.2.3	Économie	59
6.2.4	Agriculture et économie forestière	60
6.2.5	Santé	60
6.2.6	Social et formation des adultes	61
6.2.7	Arts visuels, arts appliqués et design	61
6.2.8	Trafic et transports	62
6.3	Bilan – Positionnement international des ES	62
7	Perception des réglementations, de la mise en œuvre et de la qualité	64
7.1	Large état des lieux	64
7.1.1	Besoin d'action concernant les réglementations sur les ES	64
7.1.2	Besoin d'action concernant la mise en œuvre et la qualité des ES	66
7.1.3	Répartition des compétences entre la Confédération et les cantons	70
7.2	Approfondissement par domaine	71
7.2.1	Technique	71
7.2.2	Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management	72
7.2.3	Économie	73
7.2.4	Agriculture et économie forestière	74
7.2.5	Santé	74
7.2.6	Social et formation des adultes	74
7.2.7	Arts visuels, arts appliqués et design	75
7.2.8	Trafic et transports	76
7.3	Bilan – Réglementations, mise en œuvre et qualité des ES	76

8	Défis lié au contexte de formation et aux mégatendances	78
8.1	Large état des lieux	78
8.1.1	Défis dans le contexte du système éducatif suisse	78
8.1.2	Défis dans le contexte des mégatendances	80
8.2	Approfondissement par domaine	82
8.2.1	Technique	82
8.2.2	Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management	83
8.2.3	Économie	84
8.2.4	Agriculture et économie forestière	85
8.2.5	Santé	85
8.2.6	Social et formation des adultes	86
8.2.7	Arts visuels, arts appliqués et design	87
8.2.8	Trafic et transports	87
8.3	Bilan – Défis et mégatendances	87
9	Principaux champs d'action et mesures	90
9.1	Besoin d'action général au niveau du positionnement	90
9.2	Champs d'action les plus urgents concernant le positionnement	91
9.3	Mesures pour améliorer le positionnement	93
9.3.1	Synopsis de mesures possibles	93
9.3.2	Chances et risques des mesures	95
9.3.3	Mesures groupées selon des domaines d'intervention	104
9.3.4	Remarques sur la réalisation des objectifs et la mise en œuvre	106
9.4	Bilan – Champs d'action et mesures	109
	Annexe	111
A-1	Membres du groupe d'accompagnement	111
A-2	Principaux instruments d'enquête	112
	Bibliographie et matériaux	124

Résumé

Contexte et objectifs de l'étude

Les écoles supérieures (ES) proposent des filières de formation au degré tertiaire B axées sur la pratique et sur les besoins du marché du travail. Dans le système éducatif suisse, elles font partie de la formation professionnelle supérieure et s'adressent en particulier aux professionnels titulaires d'un certificat fédéral de capacité (CFC) qui souhaitent obtenir une certification du degré tertiaire fortement tournée vers marché du travail. Le positionnement des ES fait l'objet de discussions depuis près de 10 ans. Durant cette période, la thématique des ES a fait partie intégrante du projet stratégique « Formation professionnelle supérieure » et diverses mesures ont été mises en œuvre afin d'améliorer leur positionnement (p. ex. cadre national des certifications, dénomination des titres en anglais, accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures AES, bonnes pratiques en matière d'admission). Toutefois, les débats concernant le positionnement des ES se poursuivent de manière intensive. Plusieurs interventions ont déjà été déposées dans les deux Chambres fédérales.

Dans sa réponse à la motion 18.3392 de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N), le Conseil fédéral s'est montré disposé à revoir l'ensemble du système ES et à procéder, sur cette base, aux adaptations nécessaires afin de maintenir et de renforcer le positionnement des ES. La base devait être fournie par un état des lieux analysant de manière approfondie le positionnement actuel des ES et mettant en lumière les défis et les champs d'action. À cet effet, une étude externe a été confiée à econcept dans le cadre du projet « Positionnement des ES », qui s'inscrit lui-même dans le processus stratégique Formation professionnelle 2030. L'étude vise à fournir une vue d'ensemble fondée et solidement étayée du positionnement des ES ainsi que des défis et des champs d'action urgents, dans l'optique des discussions et des décisions à prendre quant à des mesures futures.

Approche méthodologique

Pour dresser la vue d'ensemble, les travaux préparatoires et les études existantes dans le domaine ES ont été complétés par des enquêtes ciblées. Ces dernières garantissent la systématisation nécessaire ainsi que la différenciation en fonction des groupes d'intérêts (notamment les ES, les cantons, la Confédération, les organisations du monde du travail Ortra, les employeurs/entreprises, les étudiants, les diplômés) et des différents domaines (technique, hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, économie, agriculture et économie forestière, santé et social, formation des adultes, arts visuels, arts appliqués et design, trafic et transports). Il s'agissait également d'étayer largement les résultats obtenus en vue de définir les champs d'action pertinents et les mesures à prendre.

Les méthodes ci-après ont été appliquées successivement et combinées de manière ciblée : analyses de documents, analyses de données, notamment sur la base des

statistiques de l'OFS, interviews exploratoires avec la Confédération (SEFRI), un canton et les partenaires sociaux, vaste enquête auprès de 128 représentants des groupes d'intérêts centraux dans le système ES (Ortra, ES, diplômés, cantons, Confédération) de différents domaines, interviews du point de vue des concurrents (hautes écoles spécialisées, examens fédéraux), mise en place de huit groupes de réflexion composés de représentants des différents domaines, régions linguistiques et groupes d'intérêts (Ortra, écoles, entreprises, diplômés, étudiants) afin d'approfondir les champs d'action et les défis, recherches et interviews sur le positionnement international ainsi qu'une prise de position écrite des membres du groupe d'accompagnement en ce qui concerne les mesures.

Les ES – un pilier important du système éducatif, mais nécessitant une action

Les ES sont reconnues comme une composante essentielle du système éducatif suisse en raison de leur profil orienté vers le marché du travail et axé sur la pratique. Malgré les mesures déjà prises, des actions sont jugées nécessaires de toutes parts concernant leur place au sein du système éducatif et leur statut sur le marché du travail et dans la société.

- *Positionnement national* : dans l'optique du positionnement national des ES, un besoin important est mis en évidence dans la plupart des groupes d'intérêts, toutes les régions linguistiques et tous les domaines, avec des opinions très semblables concernant le besoin d'action généralisé et les champs d'action prioritaires. Une forte nécessité d'agir sur le positionnement national est perçue avant tout par les ES et les domaines *Santé, Arts visuels, arts appliqués et design, et Technique*. Le positionnement des filières d'études postdiplômes des ES (EPD ES) est également sujet à de nombreuses critiques.
- *Positionnement international* : un besoin d'action important est également identifié au niveau du positionnement international des ES. Agir sur le positionnement international est jugé plus important et dans certains cas plus urgent que de renforcer le positionnement national, mais cet avis se concentre sur certains domaines présentant des intérêts internationaux plus pressants (notamment hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, banque dans le domaine de l'économie) et par rapport à certains pays (notamment les pays voisins, les autres États de l'UE, les États-Unis, la Chine, les pays asiatiques émergents). Par conséquent, les évaluations du besoin d'action généralisé et des domaines d'action prioritaires pour le positionnement international divergent plus fortement entre les groupes d'intérêts, les régions linguistiques et les domaines que pour le positionnement national. Les Ortra, les personnes interrogées en Suisse romande et d'autres domaines (social et formation des adultes, agriculture et économie forestière, technique, trafic et transports) en particulier jugent le besoin d'action en la matière faible.

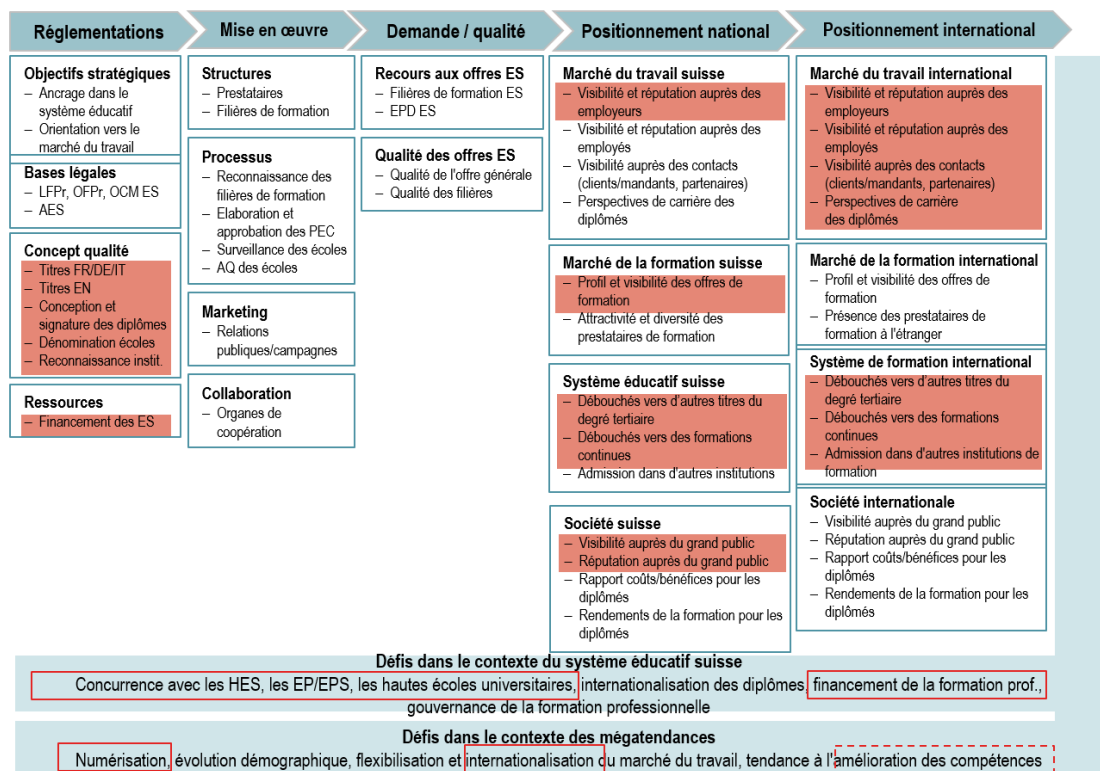
L'orientation stratégique, la mise en œuvre et la qualité de l'offre ES peuvent certes être améliorées sur certains points, mais elles sont globalement appropriées et moins controversées dans l'optique du positionnement.

Les champs d'action les plus urgents concernent la visibilité, les débouchés et le profil

Les domaines d'action les plus urgents pour le positionnement des ES ont trait au manque de visibilité et de réputation des formations ES dans la société et sur le marché du travail, ainsi que dans le manque de débouchés vers d'autres formations :

- *Positionnement national* : les domaines d'action les plus urgents sont le manque de visibilité et de réputation du profil ES auprès du grand public et dans la société, profil qui est perçu comme difficilement saisissable en comparaison à d'autres formations au degré tertiaire (en particulier HES, examens fédéraux). Le manque de visibilité auprès des employeurs et l'absence de débouchés vers d'autres formations, notamment au degré tertiaire A, sont également sujets à critiques.
- *Positionnement international* : le plus grand besoin d'action se fait sentir au niveau de la visibilité générale des ES sur le marché du travail étranger et par rapport aux critères d'admission et aux débouchés vers d'autres formations à l'étranger.

Outre la forte nécessité d'agir sur le positionnement, un besoin d'action immédiat est reconnu aussi en ce qui concerne le cadre normatif des ES, auquel on attribue une grande importance dans le contexte de l'amélioration du positionnement des ES. L'accent est mis sur les dispositions actuelles relatives aux attestations de qualité établies (titres, diplômes, reconnaissance des écoles), dont certaines sont jugées peu utiles. Le financement des ES est également jugé insuffisant et peu transparent.



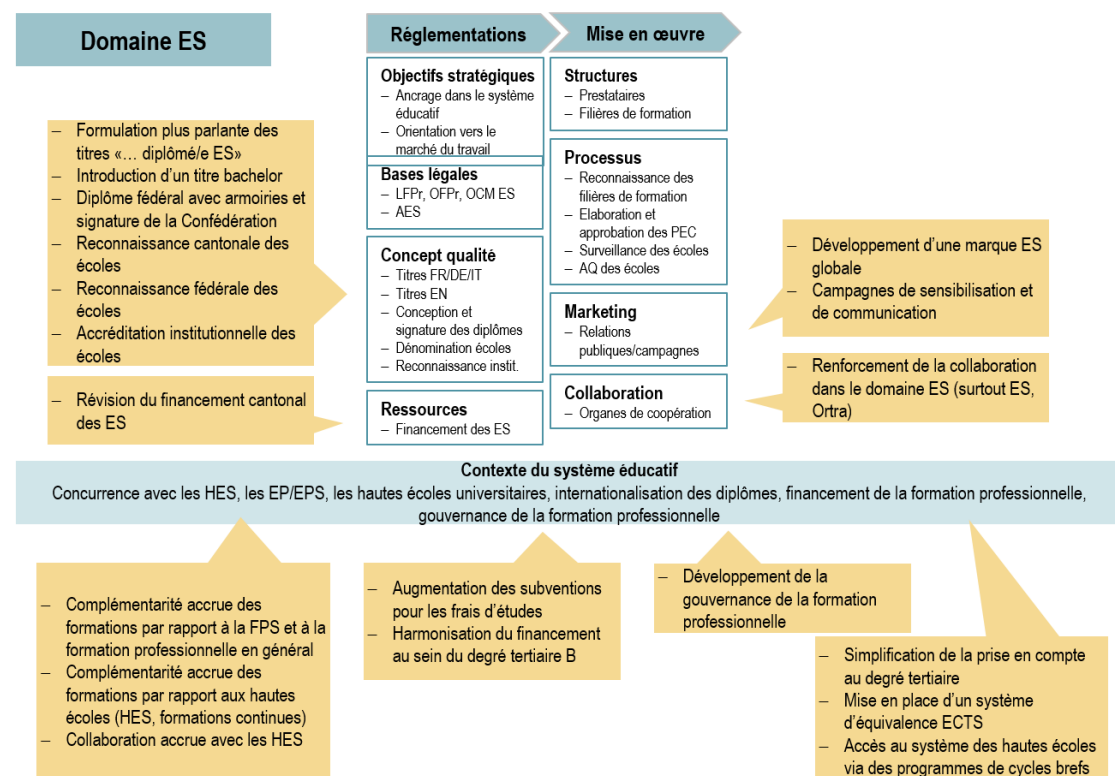
econcept

Figure 1 : Vue d'ensemble des champs d'action les plus urgents et des principaux défis pour les ES.

Les grands défis résident dans la délimitation et la concurrence avec les autres types de formation (surtout les HES, mais aussi, dans certains domaines, le CFC et les examens fédéraux) ainsi que dans le financement de la formation professionnelle. Des mégatendances comme la numérisation et l'internationalisation sont également considérées comme des défis, mais jugées moins pertinentes en termes d'amélioration du positionnement.

19 mesures possibles pour un meilleur positionnement des ES

Compte tenu des champs d'action urgents et des défis identifiés, une grande importance doit être accordée à la poursuite du développement des attestations de qualité actuelles (titres, diplômes, reconnaissance des écoles), y compris un financement plus uniforme, à l'affinement du profil des ES par rapport à d'autres établissements de la formation professionnelle et du degré tertiaire ainsi qu'à l'amélioration de la visibilité et des débouchés après les formations ES. 19 mesures possibles pour améliorer le positionnement des ES, applicables à l'ensemble du domaine ES, répondent au potentiel d'optimisation (voir Figure 2). Les mesures préconisées concernent d'une part le cadre normatif ou son application dans le domaine ES, et visent d'autre part à apporter des changements dans le contexte éducatif. En outre, des mesures plus spécifiques sont proposées pour certains domaines.



econcept

Figure 2 : Mesures possibles pour un meilleur positionnement des ES

Les 19 mesures générales présentent chacune des chances et des risques spécifiques en ce qui concerne l'amélioration du positionnement des ES et leur mise en œuvre éventuelle. L'adéquation aux objectifs et la faisabilité – pour autant que ces paramètres puissent être évalués à la lumière d'un dispositif qui n'est pour l'heure que sommairement esquissé – diffèrent par conséquent d'une mesure à l'autre. L'état des lieux présente les chances et les risques des différentes mesures de manière systématique et apporte de premières indications sur les cibles, l'atteinte des objectifs et la faisabilité des mesures envisagées.

1 Introduction et méthodologie

1.1 Contexte et mandat

Les écoles supérieures (ES) proposent des filières de formation au degré tertiaire B axées sur la pratique et sur les besoins du marché du travail. Dans le système éducatif suisse, elles font partie de la formation professionnelle supérieure et s'adressent en particulier aux professionnels titulaires d'un certificat fédéral de capacité (CFC) qui souhaitent obtenir une certification du degré tertiaire fortement tournée vers marché du travail. Le rattachement des ES au degré tertiaire s'est fait en deux étapes : la première, en 1995, lors de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées (LHES) et la création des HES, où certaines ES sont devenues des HES, et la deuxième, en 2002, lors de la mise en place du degré tertiaire B dans le cadre de la nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr) (Baumeler 2018; Kuhn 2016).

Le système des ES se caractérise de manière générale par la diversité des disciplines ainsi que par un grand nombre de prestataires différents. Il comprend de nombreux prestataires privés, dont certains proposent des formations en collaboration avec des organisations du monde du travail (Ortra) ou des écoles de formation professionnelle initiale. Les filières de formation des ES reposent sur des plans d'études cadres (PEC) élaborés par les Ortra en collaboration avec les ES, édictés par les Ortra et approuvés par le SEFRI (SEFRI 2019a). La LFPr et l'ordonnance sur la formation professionnelle (OFPr) constituent une base légale importante pour les ES. L'ordonnance du DEFR concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des ES (OCM ES), qui a été totalement révisée en 2017, contient des dispositions d'exécution supplémentaires.

La révision totale de l'OCM ES a clarifié les rôles et compétences des acteurs dans le domaine des ES et renforcé l'orientation vers le marché du travail ainsi que le rôle des Ortra, qui assument un rôle important au regard de l'orientation des filières de formation ES vers les besoins du marché du travail. Les processus d'approbation des PEC ont également été simplifiés (SEFRI 2017a). Cependant, certains acteurs regrettent toujours l'absence d'un positionnement porteur d'avenir pour les ES au sein du système éducatif suisse. Par exemple, les deux motions 18.3392 de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) et 18.3240 de la conseillère aux États Anita Fetz demandent une adaptation des bases légales afin de conférer une meilleure visibilité aux filières de formation ES, et ce pour les raisons suivantes :

- Contrairement aux universités et aux hautes écoles spécialisées, la désignation « École supérieure » n'est pas protégée.
- L'ajout « fédéral » est inclus dans le titre de tous les diplômes de la formation professionnelle formelle, à l'exception des diplômes ES.
- Malgré l'approbation des filières de formation et des PEC par la Confédération, les diplômes ES ne sont pas signés par la Confédération.

- Il n'est pas possible pour les ES de se faire reconnaître en tant qu'institution par la Confédération.

Dans sa réponse à la motion 18.3392 de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N), le Conseil fédéral s'est montré disposé à revoir l'ensemble du système ES et à procéder, sur cette base, aux adaptations nécessaires afin de maintenir et de renforcer le positionnement des ES. La base devait être fournie par un état des lieux analysant de manière approfondie le positionnement actuel des ES et mettant en lumière les défis et les champs d'action. À cet effet, une étude externe a été confiée à econcept dans le cadre du projet « Positionnement des ES », qui s'inscrit lui-même dans le processus stratégique Formation professionnelle 2030.

1.2 Objectifs et problématiques

L'étude vise à fournir une vue d'ensemble fondée et solidement étayée du positionnement des ES ainsi que des défis et des champs d'action urgents, dans l'optique des discussions et des décisions à prendre quant à des mesures futures. En conséquence, l'élément central de l'étude était un vaste état des lieux du positionnement national et international actuel des ES et de leurs filières de formation ainsi que des défis actuels et futurs auxquels le domaine des ES est confronté. Sur la base des forces, des faiblesses, du potentiel d'optimisation du positionnement ainsi que des défis mis en évidence, nous avons identifié des champs d'action et déterminé des mesures possibles. L'objectif était d'aboutir à des recommandations concrètes sur les champs d'action prioritaires et de définir des mesures pour les années à venir. Les objectifs de l'étude ont été formulés comme suit :

- *Analyse du positionnement national et international* des ES avec des indications sur les forces, les faiblesses ainsi que les différences en fonction des branches et des régions linguistiques
- *Aperçu des défis du système des ES* dans le contexte de l'évolution du système éducatif et des mégatendances sociales
- *Identification des domaines d'action pertinents et des mesures* visant à améliorer le positionnement des ES, y compris l'évaluation des risques et des opportunités

Les questions prioritaires de l'étude, qui ont été formulées sur la base d'un questionnaire du projet « Positionnement des ES », étaient les suivantes :

Questions directrices	
1.	Bases et contexte
1.1	Quels sont les chiffres et les informations disponibles sur le domaine des ES ? <ul style="list-style-type: none"> – sur les étudiants/diplômés – sur la formation préalable – sur les prestataires de formation – par rapport à d'autres titres du degré tertiaire (notamment le bachelor)
1.2	Quelle est la qualité de ces chiffres et de ces informations ?
1.3	Quels sont les aspects couverts par le positionnement national et international des ES ? (Mots-clés : réputation et reconnaissance, internationalité, perméabilité, mobilité, débouchés vers d'autres formations,

Questions directrices	
	visibilité, profil, coûts/rendements de la formation, ancrage dans le système éducatif, bases légales) ?
2.	Positionnement national actuel
2.1	Quelles sont les forces et les faiblesses du positionnement national actuel des ES ? Quel besoin d'action en découle ? <ul style="list-style-type: none"> – sur le marché du travail – dans le système éducatif – sur le marché de la formation – dans la société – en ce qui concerne les bases légales
2.2	Dans quelle mesure existe-t-il des caractéristiques spécifiques à une branche ou à une région linguistique ?
3.	Positionnement international actuel
3.1	Pour quels secteurs le positionnement international revêt-il une grande importance et quels pays présentent un intérêt particulier ?
3.2	Quelles sont les forces et les faiblesses du positionnement international actuel ? Quel besoin d'action en découle ? <ul style="list-style-type: none"> – sur le marché du travail – dans le système éducatif – sur le marché de la formation – dans la société – en ce qui concerne les bases légales
3.3	Dans quelle mesure existe-t-il des caractéristiques spécifiques à une branche ou à un pays ?
3.4	Comment les autres pays intègrent-ils des filières de formation comparables dans leur système éducatif ? À quel niveau de formation ?
3.5	Y a-t-il des éléments pour les autres branches qui doivent être pris en compte pour le positionnement international ?
4.	Défis
4.1	À quels défis actuels et futurs le système des ES doit-il faire face ? (Mots-clés : gouvernance, numérisation, concurrence et délimitation par rapport aux autres offres de formation, évolution démographique, demande, internationalisation et flexibilisation du marché du travail)
4.2	Dans quelle mesure existe-t-il des caractéristiques spécifiques à une branche ?
5.	Champs d'action
5.1	Quels champs d'action apparaissent compte tenu du besoin d'action identifié pour le positionnement des ES ainsi que pour les défis actuels et futurs ?
5.2	Comment les différents champs d'action doivent-ils être hiérarchisés ?
6.	Mesures possibles pour un meilleur positionnement
6.1	Comment relever les défis actuels et futurs ?
6.2	Quels risques et opportunités sont offerts par les mesures possibles ?

Tableau 1 : Questions directrices de l'état des lieux sur le positionnement des ES.

1.3 Niveaux de positionnement

Compte tenu du positionnement national et international des ES et des défis qui y sont associés, l'étude était consacrée à un sujet complexe.

Le positionnement représente la mise en évidence des qualités d'une offre par rapport à d'autres offres (p. ex. formations HES, examen professionnel [EP], examen professionnel supérieur [EPS], formations continues CAS, DAS, MAS). Il peut être activement influencé, peut varier sur des marchés spécifiques (p. ex. marchés du travail ou de la formation

nationaux ou internationaux) et peut être perçu de manière très diverse par les acteurs (p. ex. groupes d'acteurs individuels comme les ES, les Ortra, les cantons ou des branches individuelles telles que Technique, Santé, Économie). En outre, les critères d'évaluation du positionnement sont largement diversifiés et peuvent aller de l'ancrage des ES du point de vue juridique ou de la systématique de formation aux effets de ce même positionnement sur le marché ou la société.

Le modèle d'analyse suivant a été utilisé pour structurer l'état des lieux et traiter de manière systématique les perceptions existantes sur le positionnement des ES :

Modèle d'analyse sur le positionnement des ES

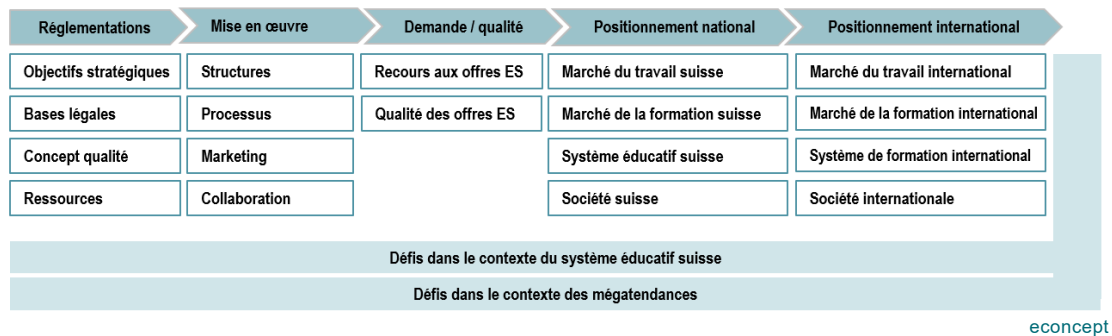


Figure 3 : Modèle pour la saisie et le traitement analytiques du positionnement des ES.

Le modèle d'analyse montre les marchés et systèmes (p. ex. marché du travail, système de formation) au sein desquels le positionnement national et international des ES peut se révéler important. Il illustre également la manière dont les réglementations, la mise en œuvre, la demande et la qualité des ES, ainsi que les défis affectent le positionnement sur ces marchés. Au cours des travaux, le modèle a été continuellement différencié en vue d'obtenir les connaissances visées et a également servi à présenter les résultats.

1.4 Approche méthodologique

Depuis plusieurs années, le positionnement des ES fait l'objet d'intenses débats. Pour cette raison, les travaux et études préliminaires existants sur le domaine des ES ont été complétés par des enquêtes ciblées afin d'obtenir l'image globale souhaitée. Ces enquêtes assurent la systématisation nécessaire ainsi que la différenciation en fonction des groupes d'intérêts (notamment les ES, les cantons, la Confédération, les organisations du monde du travail Ortra, les employeurs/entreprises, les étudiants, les diplômés) et des différents domaines (technique, santé, trafic et transports, etc.¹). Il s'agissait également d'étayer largement les résultats obtenus en vue de définir les champs d'action pertinents et les mesures à prendre. Les méthodes ci-après ont été appliquées successivement et combinées de manière ciblée :

¹ Pour différencier les différents domaines ou secteurs inhérents au domaine des ES, les huit domaines selon la conférence ES C-ES ont servi de base. Cf. <https://www.c-es.ch/content/location/79> (état : 11.03.2020).

Bases et exploration

Dans une première phase, les documents existants et les données secondaires sur le domaine des ES ont été traités et des entretiens exploratoires ont été menés. Les résultats ont été un premier aperçu de l'état actuel des connaissances et des discussions autour du positionnement des ES, ainsi qu'un modèle d'analyse différencié.

- *Analyse des documents* : l'analyse des documents a permis de faire le point sur l'état actuel des connaissances et des discussions dans le domaine de la FPS et des ES, de compiler les informations existantes sur le positionnement national et international des ES et de différencier le modèle d'analyse. Elle comprenait des études et des rapports sur le domaine des ES et de la FPS ainsi que des prises de position de groupes d'intérêts.
- *Analyse des données* : en plus des documents existants, des bases statistiques ont également été consultées et évaluées. En particulier, les données de l'Office fédéral de la statistique (OFS) – dont surtout une vaste enquête menée auprès des diplômés en 2017 – se sont révélées utiles pour obtenir un premier aperçu de l'évolution générale du système des ES, des comparaisons avec d'autres formations tertiaires et des différences par domaine.
- *Entretiens exploratoires* : les entretiens exploratoires ont permis d'obtenir des informations supplémentaires sur l'ambition et le contexte de l'étude, sur les différenciations nécessaires du modèle d'analyse ainsi que sur les différentes perceptions des groupes d'intérêts concernant le positionnement des ES. De premières évaluations des forces, des faiblesses et des champs d'action ont également été recueillies. Des entretiens exploratoires ont été menés avec les quatre personnes suivantes en septembre 2019 :
 - Rémy Hübschi*, vice-directeur, division Formation professionnelle et continue, SEFRI ;
 - Christine Davatz*, vice-directrice, unité Formation professionnelle, Union suisse des arts et métiers (USAM) ;
 - Bruno Weber-Gobet*, responsable de la politique de formation, Travail.Suisse ;
 - Brigitte Steinmann Leiser*, chargée de la formation continue, Office de la formation secondaire et professionnelle, canton de Zurich.

Large état des lieux

Sur la base de l'état actuel des connaissances, une deuxième phase du projet a consisté en l'élaboration d'un vaste état des lieux sur le positionnement des ES, avec des enquêtes menées auprès de toutes les parties prenantes. Compte tenu des lacunes identifiées lors du contrôle de l'état des connaissances, les enquêtes correspondantes ont été conçues en vue d'acquérir des connaissances complètes.

- *Enquête en plusieurs étapes* : en octobre 2019, les 16 membres du groupe d'accompagnement (cf. annexe A-1) ont été interrogés oralement afin de fournir une base à une enquête écrite plus large et d'obtenir des informations supplémentaires sur les différents aspects du positionnement des ES. Dans un deuxième temps, une

enquête écrite plus large a été menée en novembre 2019 à l'aide du même questionnaire auprès des représentants d'Ortra, des ES, des cantons et des diplômés. L'objectif de cette enquête en plusieurs étapes était d'évaluer et de pondérer les connaissances acquises à partir des documents et des statistiques sur les forces, les faiblesses et les défis inhérents aux ES, d'obtenir des informations sur les différences entre les groupes d'intérêts et les régions linguistiques ainsi qu'entre les huit domaines, et d'impliquer les acteurs concernés. Le contenu central de l'enquête était le positionnement des ES dans ses différents aspects selon un modèle d'analyse différencié dans lequel, en consultation avec le SEFRI, au lieu d'une classification systématique des différents aspects en fonction de leurs forces ou de leurs faiblesses, le besoin d'action respectif a été directement relevé (cf. questionnaire en annexe **Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.**). La raison de cette focalisation est qu'une enquête sur les faiblesses n'est pas très pertinente pour tirer des conclusions sur le besoin d'action². Afin de garantir une base solide tout en préservant le domaine, un échantillon de chaque groupe d'intérêts a été minutieusement tiré pour l'enquête écrite – en tenant compte dans chaque cas de l'ensemble des domaines et des régions linguistiques³. L'échantillonnage a pris en compte les conseils du SEFRI et les suggestions du groupe d'accompagnement. Le taux de réponse à cet échantillon était élevé (cf. Tableau 2 et Tableau 3). Il convient de noter le nombre parfois restreint de cas dans les différents domaines.

² Compte tenu des informations préliminaires non systématiques sur les positions des acteurs concernant le positionnement des ES, l'objectif était également d'obtenir des estimations sur les besoins d'action et les champs d'action principaux auprès des groupes d'intérêts, des régions linguistiques et des domaines. Cette focalisation est due au fait qu'une enquête sur les faiblesses n'est pas très pertinente pour tirer des conclusions sur le besoin d'action. Le fait de classer certains aspects du positionnement comme des faiblesses ne signifie pas nécessairement qu'il faille agir.

³ *Ortra* : seules les Ortra porteuses de PEC existants ont été interrogées. Un échantillon aléatoire a été tiré pour les domaines Technique et Économie, dans lequel ont été sélectionnées les Ortra porteuses de PEC et dont les filières de formation comportent un grand nombre de diplômés. Dans tous les autres domaines, une enquête complète a été menée en raison du petit nombre d'Ortra.

ES : dans le domaine Trafic et transports, une enquête complète a été menée auprès des écoles. Pour les autres domaines, qui présentent tous un grand nombre d'ES, les écoles ayant un grand nombre de diplômés dans le canton de l'école (canton dans lequel l'école a son siège), les écoles ayant plusieurs sites et les écoles ayant plusieurs filières de formation ou une bonne couverture des filières avec un nombre élevé de diplômés dans le canton de l'école ont été sélectionnées par région linguistique.

Diplômés : pour la sélection des diplômés ont été interrogés, d'une part, les diplômés nommés par les membres du groupe d'accompagnement pour le domaine respectif. Si cela n'était pas possible ou si le groupe d'accompagnement n'avait pas désigné suffisamment de diplômés, certaines personnes recrutées par l'ODEC étaient sélectionnées ou choisies au hasard. Le principal critère de sélection à l'enquête était que les diplômés aient obtenu leur diplôme au cours des deux ou trois dernières années.

Cantons : les cantons ont été sélectionnés sur la base de la région linguistique, du nombre de diplômés, du nombre d'écoles et des exigences particulières telles que leur promotion actuelle des ES. Pour chaque région linguistique, les cantons ayant le plus grand nombre de diplômés et comportant généralement aussi un nombre élevé d'écoles, ainsi qu'un canton ayant peu de diplômés (DCH : ZH, BE, LU, OW ; CH lat. : VD, TI, GE, JU) ont été sélectionnés. En outre, d'autres cantons plurilingues (VS, FR), un canton sans ES (AR) et un canton qui promeut actuellement des ES ou qui lance une nouvelle ES en raison d'un manque de personnel qualifié (ZG) ont été sélectionnés.

SEFRI : la représentation du SEFRI au sein du groupe d'accompagnement a été remise en question. Celle-ci a fourni des informations au nom de la division « Formation professionnelle et continue » du SEFRI. L'enquête n'a pas comporté d'évaluation finale du besoin d'action concernant le positionnement, car le SEFRI est à la fois le mandant et le bénéficiaire de l'étude. L'évaluation finale du SEFRI sur le besoin d'action concernant le positionnement national et international des ES sera faite dans le cadre du suivi de l'étude, en tenant compte des résultats de l'état des lieux.

Groupe d'intérêts	Population	Taux de réponse absolu	Taux de réponse en %
Ortra	32	27	84 %
ES/prestataire de formation	53	50	94 %
Diplômés	29	21	72 %
Cantons	13	13	100 %
Confédération/SEFRI	1	1	100 %
Total	128	112	88 %

Tableau 2 : Taux de réponse par groupes d'intérêts.

Domaine	Population	Taux de réponse absolu	Taux de réponse en %
Technique	23	23	100 %
Hôtellerie/restauration et tourisme	19	13	68 %
Économie	20	16	80 %
Agriculture et économie forestière	7	7	100 %
Santé	17	15	88 %
Social et formation des adultes	12	11	92 %
Arts visuels, arts appliqués et design	12	9	75 %
Trafic et transports	3	3	100 %
Sans domaine (cantons, SEFRI, ODEC)	15	15	100 %
Total	128	112	88 %

Tableau 3 : Taux de réponse par domaine.

- *Entretiens avec la concurrence* : en ce qui concerne le positionnement de l'offre des ES par rapport à d'autres offres, trois entretiens ont été menés pour évaluer les forces, les faiblesses et les défis du positionnement des ES du point de vue de la concurrence⁴. Des entretiens ont été menés avec les représentants pertinents des HES de swissuniversities et un membre de l'unité FPS du SEFRI.

Approfondissement par domaine et à l'échelle internationale

Dans une troisième phase, le positionnement des ES a été approfondi par domaine. Deux autres pays ayant des filières de formation similaires ont également été analysés.

- *Groupes de réflexion* : afin d'approfondir la discussion sur le positionnement des ES et des problématiques spécifiques du point de vue des différents domaines, huit groupes de réflexion ont été organisés en janvier et février 2020, chacun avec des représentants de tous les principaux groupes d'intérêts (Ortra, direction des ES, entreprises/employeurs, étudiants/diplômés). Les groupes de réflexion se sont concentrés sur les champs d'action centraux du positionnement des ES du point de

⁴ Ont été considérées comme concurrentes toutes les autres offres de formation au niveau tertiaire qui, comme les ES, s'adressent également aux personnes titulaires d'un CFC (notamment HES et EP/EPS). L'étude devait préciser dans quelle mesure ces offres sont réellement perçues comme une concurrence pour les ES.

vue des différentes branches. En outre, ils ont discuté des défis spécifiques au domaine des ES ainsi que des mesures possibles et d'une éventuelle hiérarchisation des priorités. Les huit groupes de réflexion⁵ suivants ont eu lieu en consultation avec le SEFRI :

1. Technique (Suisse alémanique)
2. Hôtellerie/restauration et tourisme (Suisse alémanique/romande)
3. Économie (Suisse alémanique)
4. Agriculture et économie forestière ainsi que Technique (Suisse romande)
5. Santé (Suisse alémanique)
6. Social et formation des adultes (Suisse alémanique)
7. Santé ainsi que Social et formation des adultes (Suisse romande)
8. Arts visuels, arts appliqués et design (Suisse alémanique)

Aucun groupe de réflexion sur le domaine Trafic et transports n'a eu lieu en raison du faible nombre de filières de formation et de diplômes disponibles.

- *Entretiens sur le positionnement international* : d'autres entretiens et recherches sur le positionnement international ont été menés au printemps 2020 sous deux angles différents. D'une part, deux entretiens ont été menés avec des employeurs issus de domaines dans lesquels le positionnement international revêt une grande importance. D'autre part, l'Allemagne et l'Autriche, deux pays qui intègrent des filières de formation similaires dans leur système de formation, ont été analysés. Les entretiens suivants ont eu lieu⁶ :

General Manager d'un hôtel en Chine (domaine Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management) ;

Head Integrated Talent Manager d'une compagnie d'assurance suisse active au niveau international (domaine Économie) ;

Intervenant de la division 3 « Éducation et formation professionnelle ; apprentissage tout au long de la vie » du ministère fédéral de l'éducation et de la recherche (BMBF) en Allemagne.

Synthèse et conclusions

Une quatrième phase a été consacrée à la synthèse et à la validation des connaissances acquises sur le positionnement des ES.

- *Travail de synthèse* : les résultats de toutes les enquêtes ont été synthétisés et l'état des lieux complet comprenant des indications sur les champs d'action et les mesures possibles a été rédigé.
- *Prise de position écrite* : en raison de la crise du coronavirus, l'atelier avec le groupe d'accompagnement prévu fin mars 2020, et qui aurait servi à valider une première

⁵ Lors de leur convocation, les représentants du Tessin ont pu choisir s'ils souhaitent participer au groupe de réflexion germanophone ou francophone dans leur domaine respectif.

⁶ Un entretien prévu avec le ministère autrichien de l'éducation, des sciences et de la recherche n'a pas pu être mené à bien en raison de la charge de travail élevée de la rapporteure responsable.

synthèse et à discuter des mesures possibles, a dû être reporté. Néanmoins, compte tenu du caractère hautement prioritaire de l'étude et afin de progresser dans le cadre du projet, des réponses écrites des membres du groupe d'accompagnement ont été obtenues en avril 2020 sur la base d'un rapport intermédiaire – en particulier concernant les mesures possibles et les risques et opportunités qui y sont associés.

- *Échange avec le groupe d'accompagnement* : les résultats les plus importants de l'état des lieux, en particulier les indications sur les champs d'action les plus urgents, sur les mesures possibles et sur leurs risques et opportunités ont été à nouveau examinés avec le groupe d'accompagnement en juin 2020 pour finalement être validés, évalués et pondérés.

Le résultat de ce mélange de méthodes est le présent rapport final, qui présente une vue d'ensemble solidement fondée du positionnement des ES, et qui peut servir de base à de futures discussions et décisions.

1.5 Structure du rapport

Le rapport final commence par une présentation des principes de base et de l'état des connaissances sur le domaine des ES pour la Suisse et en comparaison internationale. Il fait brièvement le point sur l'état actuel des connaissances relatives au positionnement des ES, incomplètes au regard des questions étudiées (cf. chapitre 2). Il montre également les efforts déployés jusqu'à présent pour améliorer le positionnement des ES et décrit l'état actuel des discussions sur le large éventail d'aspects abordés (cf. chapitre 3). Pour finir, le rapport décrit en détail le tableau systématique obtenu à partir d'enquêtes complètes sur le positionnement actuel des ES – en tenant compte des perceptions de l'importance et des forces du système des ES (cf. chapitre 4), du positionnement national (cf. chapitre 5), du positionnement international (cf. chapitre 6), des réglementations, de la mise en œuvre et de la qualité des ES (cf. chapitre 7) ainsi que des défis et des mégatendances (cf. chapitre 8). Il aborde en particulier le besoin d'action du point de vue des différents groupes d'intérêts, régions linguistiques et domaines, et approfondit les perspectives des différents domaines. Enfin, les informations recueillies sur les champs d'action les plus urgents sont rassemblées dans la perspective de l'ensemble du système des ES, les mesures possibles sont présentées, leurs opportunités et leurs risques sont discutés et de premières indications sont données quant à leur réalisation et leur faisabilité. Les prochaines étapes nécessaires à la clarification et à la concrétisation sont également présentées (cf. chapitre 8).

2 Bases et état des connaissances

Les études, rapports, documents et statistiques existants fournissent des informations contextuelles importantes sur le système des ES et de premières indications quant à leur positionnement. Ils laissent toutefois de nombreuses questions sans réponse en ce qui concerne des déclarations plus spécifiques sur les différents domaines, des comparaisons systématiques des ES avec d'autres voies de formation ou les différents points de vue sur le positionnement.

2.1 Études et statistiques sur le domaine des ES

Diverses études, rapports et statistiques sur le domaine des ES sont disponibles et fournissent un aperçu des questions actuelles, des étudiants, des diplômés ainsi que des prestataires et des filières de formation. Les sources pertinentes sont brièvement présentées ci-dessous.

Études et rapports sur le domaine des ES et de la FPS

Plusieurs études réalisées ces dernières années fournissent des indications sur le système des ES ou de la FPS et contiennent des informations parfois importantes sur le positionnement des ES. Le rapport 2018 sur l'éducation en Suisse (CSRE 2018) présente un aperçu de l'état actuel de la recherche dans le domaine de la FPS. Un rapport d'experts de l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP) donne un aperçu des principaux développements, des prestataires et du financement de la FPS, analyse la perméabilité entre les degrés tertiaires A et B et se concentre sur les professions de la santé (Baumeler et al. 2014). Diverses études, p. ex. sur les différences de perception de la FPS par branche du point de vue des responsables du recrutement (Ecoplan 2013), sur les orientations et spécialisations dans les plans d'études cadres Technique et Design (B,S,S 2015), sur l'évaluation de la procédure de reconnaissance des filières de formation ES et des EPD ES (Interface 2016) ou sur le positionnement de l'ensemble de la FPS, également par rapport à d'autres offres du degré tertiaire (Euler 2016) éclairent certains aspects du système des ES et/ou permettent sa position au sein de la FPS et de l'ensemble du système de formation. Ces deux dernières études présentent également des comparaisons internationales. Une étude de Scherer et Keim (2019) a examiné la numérisation des ES en Suisse alémanique. Renold et al. (2015-2019) ont mené une série d'enquêtes sur la filière de formation d'économiste d'entreprise ES.

Prises de position et consultations sur le domaine des ES

Les prises de position et documents de discussion ou autres de la C-ES (2019, 2018), de certaines sous-conférences (Social [SPAS 2019], Santé [ASCFS 2019]), de Swissmem (2019) ainsi que de l'Association suisse des dipl. ES (ODEC) (s.d.) donnent un bon aperçu du positionnement, des forces, des faiblesses et des défis des ES, également du point de vue de différents groupes d'intérêts et branches. L'ODEC a également mené une enquête

axée sur le positionnement auprès des diplômés et des étudiants des ES (ODEC 2019). Des articles (de magazines), p. ex. dans le domaine Hôtellerie (Shergold 2019, Krummenacher 2018, Schlenczek 2018a/b) contiennent également des évaluations du positionnement. De plus amples informations sont fournies par les motions 18.3392 de la CSEC-N (2018) et 18.3240 de la conseillère aux États Anita Fetz (2018) ainsi que par les discussions menées dans le cadre de la procédure de consultation sur la révision totale de l'OCM ES (notamment le rapport final [SEFRI 2017]). Bien que les prises de position dans le cadre de la procédure de consultation révèlent certains avis des acteurs envers le positionnement des ES, elles ne permettent pas d'obtenir un aperçu systématique des positions des différents acteurs sur le positionnement des ES.

Statistiques et chiffres de l'OFS issus du rapport sur l'éducation

Des chiffres généraux sur le domaine des ES sont disponibles auprès de diverses sources. En particulier, les statistiques existantes de l'OFS, telles que l'enquête (complète) sur la formation professionnelle supérieure (eHBB), qui a été menée en 2017 auprès des diplômés de l'année d'examen 2016⁷, fournissent des données plus complètes. Ces statistiques sur la FPS remontent au projet stratégique « Formation professionnelle supérieure » et continueront d'être développées à l'avenir. Elles fournissent un aperçu statistique des étudiants, des diplômés, des parcours et des écoles pour le domaine des ES et permettent une comparaison avec d'autres offres de formation du degré tertiaire. D'autres statistiques de l'OFS sur les étudiants, les diplômés, les écoles, des enquêtes sur la FPS et des analyses longitudinales dans le domaine de la formation fournissent également des informations sur le nombre d'étudiants, de diplômés et d'ES, la situation de la formation au sein de la FPS, ainsi que les passages et les parcours. Certaines de ces statistiques ne fournissent cependant pas d'informations spécifiques sur les ES. L'OFS travaille également parfois avec des catégories autres que celles couramment utilisées dans le domaine des ES (p. ex. autres domaines que la C-ES). En outre, les statistiques de l'OFS sur la formation préalable concrète des étudiants et des diplômés sont peu connues. Les données de l'OFS sont donc particulièrement adaptées pour des comparaisons au degré tertiaire. Outre les statistiques de l'OFS, le rapport 2018 sur l'éducation en Suisse du Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (CSRE) fournit également des chiffres précieux.

Matériel statistique des groupes d'intérêts

En plus des statistiques de l'OFS accessibles au public, les Ortra et les conférences des ES disposent également de leur propre matériel statistique. Les statistiques spécifiques aux écoles et/ou aux domaines sur les étudiants, les diplômés ou les opportunités sur le marché du travail se révèlent particulièrement pertinentes. Toutefois, ces statistiques ne sont pas disponibles sous une forme uniforme ou ne sont pas disponibles de manière uniforme pour tous les domaines.

⁷ En septembre 2020, l'OFS publiera les résultats de la prochaine enquête sur les diplômés de la FPS de l'année 2018, qui a été menée en 2019.

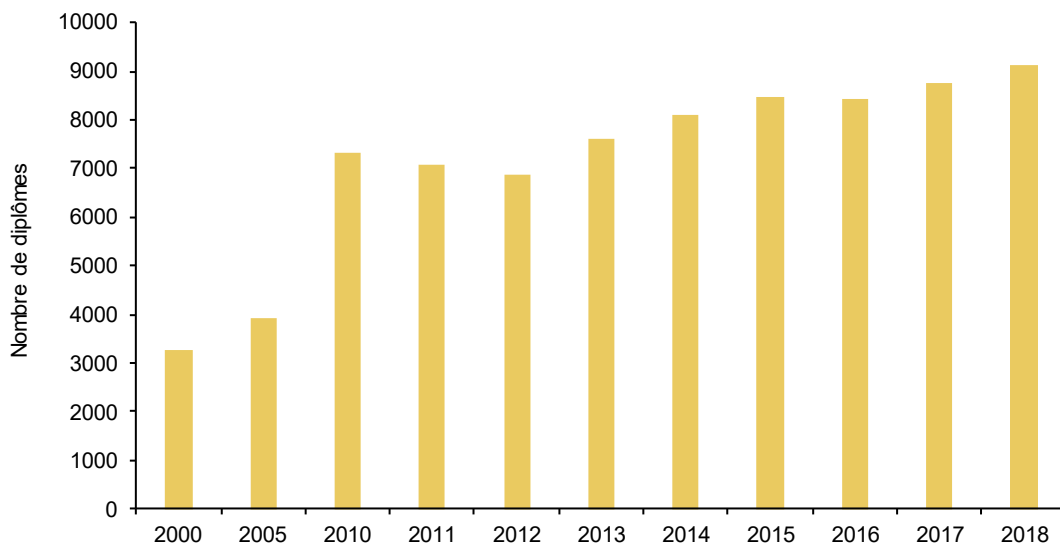
2.2 État des connaissances sur les étudiants et les diplômés

Le profil et l'évolution des étudiants et des diplômés dans le domaine ES sont bien documentés. Les informations et les statistiques correspondantes soulignent l'évolution et la diversité du domaine des ES. Un aperçu est disponible ci-dessous.

Diplômés

Le nombre d'étudiants et de diplômés des ES a fortement augmenté au cours des 20 dernières années (cf. Figure 4) : il est passé de 3000 diplômés en l'an 2000 à environ 9000 diplômés en 2018. Toutefois, la forte croissance après 2005 est due à l'inclusion supplémentaire de diplômés dans les domaines Santé, Social et Culture. Depuis 2010, l'augmentation du nombre de diplômés ES a ralenti ou, dans certains cas, stagné.

Diplômés ES au fil du temps



econcept

Figure 4 : Diplômés ES au fil du temps. Source : OFS 2019b.

En 2018, environ 9700 personnes dans toute la Suisse ont passé des examens finaux dans une ES (cf. Tableau 4). La plupart d'entre elles étudient dans le domaine Santé. Les domaines Technique et Économie constituent d'autres domaines importants. Les domaines Hôtellerie/restauration, Tourisme, Social et formation des adultes, ainsi qu'Arts visuels, arts appliqués et design affichent un nombre moyen d'étudiants. Les domaines Agriculture et économie forestière ainsi que Trafic et transports ne comptent que quelques étudiants ou diplômés.

Domaine	Candidats			Diplômes		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Total	9705	4906	4799	9112	4547	4565
Technique	2660	2423	237	2534	2302	232
Hôtellerie/restauration et tourisme	781	294	487	687	247	440
Économie	2140	1275	865	1905	1138	767
Agriculture et économie forestière	85	70	15	75	60	15
Santé	2720	395	2325	2639	376	2263
Social et formation des adultes	1039	301	738	1001	282	719
Arts visuels, arts appliqués et design	241	109	132	232	103	129
Trafic et transport	39	39	0	39	39	0

Tableau 4 : Diplômes 2018 selon le domaine. Source : OFS 2019d, Tableau 3a.

La quasi-totalité des candidats qui passent les examens des ES les réussissent, avec un taux de réussite en 2018 d'environ 95 %. Environ 9100 diplômes ont été décernés (cf. Tableau 4)⁸.

En ce qui concerne la répartition des étudiants ou des diplômés dans les différents domaines, la situation des filières d'études postdiplômes (EPD ES) est légèrement différente de celle des filières de formation ES (cf. Tableau 5). En 2018, la plupart des candidats et des diplômés étudiaient dans le domaine Économie, suivi par le domaine Santé. On ne trouve que quelques personnes dans les domaines Social et formation des adultes, Technique, Hôtellerie, Tourisme, Économie familiale. Les domaines Agriculture et économie forestière ainsi que Trafic et Transports ne comptaient pas d'étudiants ou de diplômés en 2018.

Domaine	Candidats			Diplômes		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Total	1585	866	719	1521	829	692
Technique	25	24	1	25	24	1
Hôtellerie, Tourisme, Économie familiale	18	12	6	18	12	6
Économie	987	688	299	941	659	282
Agriculture et économie forestière	-	-	-	-	-	-
Santé	492	121	371	482	116	366
Social et formation des adultes	45	11	24	38	9	29
Arts visuels, arts appliqués et design	18	10	8	17	9	8
Trafic et Transports	-	-	-	-	-	-

Tableau 5 : Diplômes postgrades 2018 selon le domaine. Source : OFS 2019d, Tableau 3b.

⁸ Au moment de l'élaboration de la base statistique dans le cadre de l'état des lieux, les statistiques finales détaillées pour 2016 étaient disponibles auprès de l'OFS.

Au sein des différents domaines, on peut identifier les dix diplômes les plus courants dans les filières de formation ES. En 2018, il s'agissait des diplômes suivants (OFS 2019d) :

- Soins infirmiers ES
- Économie d'entreprise ES
- Éducation sociale ES
- Hôtellerie et gastronomie ES
- Processus d'entreprise ES
- Génie mécanique ES
- Informatique de gestion ES
- Informatique ES
- Éducation de l'enfance ES
- Génie électrique ES

Le canton de Zurich totalise le plus grand nombre de diplômes ES, loin devant les autres (environ un quart du total). Berne, Lucerne et Saint-Gall comptent également un nombre élevé de diplômés en tant que cantons de l'école⁹. En revanche, seuls quelques diplômes ont été obtenus en 2018 dans les cantons d'Obwald, de Glaris et du Jura (cf. Tableau 6).

Canton	Candidats			Diplômes		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Total	9705	4906	4799	9112	4547	4565
Zurich	2536	1260	1276	2305	1122	1183
Berne	1504	701	803	1406	659	747
Lucerne	917	373	544	877	346	531
Obwald	16	14	2	16	14	2
Glaris	22	0	22	22	0	22
Zoug	170	117	53	167	114	53
Fribourg	37	30	7	35	29	6
Soleure	318	222	96	309	213	96
Bâle-Ville	169	125	44	155	116	39
Bâle-Campagne	359	140	219	331	121	210
Schaffhouse	63	32	31	59	30	29
Saint-Gall	908	572	336	870	542	328
Grisons	251	99	152	246	96	150
Argovie	807	452	355	789	441	348
Thurgovie	56	16	40	56	16	40
Tessin	425	184	241	387	164	223
Vaud	567	293	274	535	272	263
Valais	54	14	40	54	14	40
Neuchâtel	205	97	108	202	94	108
Genève	286	133	153	257	113	144
Jura	35	32	3	34	31	3

Tableau 6 : Diplômes ES niveau 2018 par canton de l'école. Source : OFS 2019d, Tableau 1.
 Dans les cantons d'Uri, Schwyz, Nidwald ainsi qu'Appenzell Rhodes-Intérieures et Rhodes-Extérieures, aucun diplôme n'a été recensé en 2016 en raison d'un manque d'écoles.

Le nombre de diplômes par canton est notamment lié au nombre de prestataires de formation (cf. aussi Tableau 7 au chapitre 2.3)¹⁰.

Profils

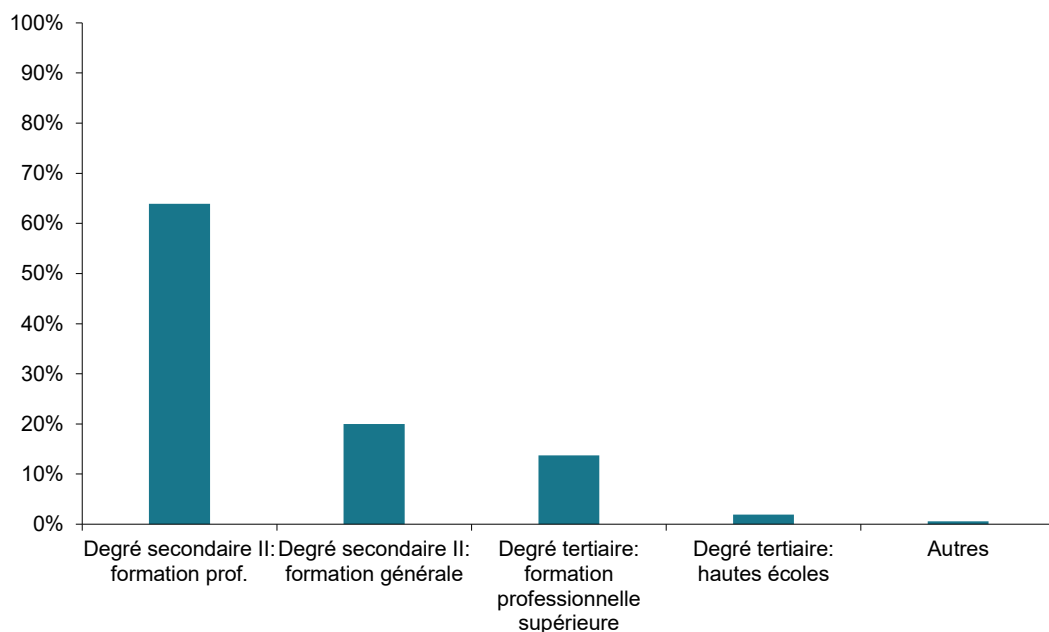
En ce qui concerne le sexe des diplômés ES de l'année d'examen 2016, on constate une répartition équilibrée, avec un peu plus d'hommes (52,5 % d'hommes contre 47,5 % de femmes, cf. OFS 2017b). Selon le domaine, une nette majorité féminine ou masculine du corps étudiant peut être observée dans les filières de formation ES : la majorité des étudiants et des diplômés dans les domaines Technique, Économie, Agriculture et économie forestière ainsi que Trafic et transports sont des hommes, tandis que dans les domaines Hôtellerie/restauration et tourisme, Santé, Social et formation des adultes ainsi qu'Arts visuels, arts appliqués et design, la majorité sont des femmes (cf. Tableau 4 à

¹⁰ Les diplômes de niveau postdiplôme sont répartis sur un nombre de cantons inférieur à celui des diplômes ES. La plupart de ces diplômes se trouvent dans les grands cantons de Zurich, Berne, Saint-Gall et Lucerne.

Tableau 6). L'âge moyen de ces personnes en 2016 était de 28,3 ans (médiane : 27 ans). La majorité d'entre eux (environ 54 %) étudiaient à temps partiel.

En ce qui concerne la formation préalable des diplômés ES, on constate que la grande majorité d'entre eux (environ 85 %) ont suivi des formations au degré secondaire II (cf. Figure 5) : Au degré secondaire II, le niveau de formation le plus élevé de la plupart des diplômés est une formation professionnelle, tandis qu'une minorité d'entre eux ont fréquenté une école de culture générale. Un peu moins de 15 % des diplômés ont déjà obtenu un autre diplôme de degré tertiaire avant d'entrer en ES – la plupart d'entre eux ont un diplôme de la FPS, seul un petit nombre ont un diplôme de niveau haute école. Les autres formations ne sont mentionnées que de manière isolée.

Formation préalable des diplômés



econcept

Figure 5 : Formation la plus élevée suivie avant l'entrée à l'ES. Source : OFS 2017a, eHBB.

Aucune déclaration n'est disponible sur les différences de formations préalables dans les huit domaines, car ces données ne sont pas disponibles sous une forme appropriée ou comparable.

Soutien des entreprises

Selon une étude de l'OFS (OFS 2017c), 21 % des entreprises soutiennent les filières de formation ES. Une différenciation par taille d'entreprise montre que plus de la moitié des entreprises de plus de 249 employés, un bon tiers des entreprises de 50 à 249 employés et une entreprise sur six de 10 à 49 employés soutiennent les filières de formation ES. Les entreprises soutiennent davantage les cours débouchant sur des certificats ou diplômes non reconnus au niveau fédéral (p. ex. conférences, ateliers ou formations continues sur le lieu de travail), suivis des cours préparatoires aux examens fédéraux. La différenciation

par secteur économique indique que les entreprises du domaine « Activités financières et d'assurance » soutiennent le plus souvent les études ES. Les entreprises des domaines « Approvisionnement en eau » et « Transport et entreposage » sont celles qui offrent le moins de soutien.

Satisfaction

Les étudiants en ES expriment généralement un niveau de satisfaction élevé, notamment en ce qui concerne la santé (4,1 points sur 5), le logement (4,1 points), les conditions de formation (3,8 points) et les relations sociales (3,7 points)¹¹. La satisfaction à l'égard de la situation financière est évaluée de manière un peu plus critique (2,8 points). Aucune donnée n'est disponible concernant les différences de satisfaction des étudiants par domaine.

Avantages

Les avantages des diplômes de FPS se reflètent dans les salaires des actifs et dans un taux d'emploi très élevé par rapport aux titulaires d'autres diplômes. Selon le rapport sur l'éducation 2018, il est toutefois difficile de déterminer les avantages de la FPS, car la base statistique fait encore défaut, les diplômes sont très hétérogènes, il n'y a que peu de diplômes dans certains domaines et la sélection vise spécifiquement les personnes en FPS¹² (CSRE 2018 : 282). Les résultats sur les avantages d'un diplôme se rapportent donc principalement à l'ensemble du domaine de la FPS : ainsi, le taux d'emploi des diplômés en FPS est comparable à celui des diplômés des HES et légèrement supérieur à celui des diplômés des universités. Plus d'un tiers des cadres âgés de 30 à 34 ans sont titulaires d'un diplôme de la FPS. Parmi les techniciens, il s'agit même de plus de la moitié des actifs (CSRE 2018 : 283). Une étude révèle également que les rendements de formation des diplômés de la FPS sont très élevés par rapport aux diplômés d'autres formations de degré tertiaire (Cattaneo 2011, cité d'après CSRE 2018). En revanche, il n'existe que peu ou pas d'informations spécifiques sur les avantages des diplômes ES, ou alors seulement pour certains domaines. Par exemple, dans le domaine social, les diplômés ES trouvent un emploi sans problème et les réactions des employeurs sur des derniers sont positives (SPAS 2019).

2.3 État des connaissances sur les prestataires de formation

En ce qui concerne les prestataires de filières de formation ES, de plus amples informations sont parfois disponibles¹³. Elles montrent une image hétérogène en matière de répartition régionale, de taille et d'organes responsables.

¹¹ Dans le cadre de l'enquête eHBB, les diplômés ont notamment été interrogés sur leur satisfaction pendant la formation. Ils ont pu la noter sur une échelle de 1 (pas du tout satisfait) à 5 (complètement satisfait).

¹² La sélection est souvent contrôlée implicitement ou explicitement par les employeurs.

¹³ Le rapport d'expert de l'IFFP (Baumeler et al. 2014) a examiné les prestataires des filières de formation les plus fréquemment suivies en 2012. L'OFS (2019c) a publié une documentation sur les institutions de formation en 2019, mais celle-ci ne comprend pas de données sur les prestataires de formation ES.

Dans toute la Suisse, il existe environ 200 prestataires de filières de formation ES. Ils sont répartis dans 23 cantons (cf. Tableau 7). La majorité des écoles sont concentrées dans un petit nombre de cantons, notamment en Suisse alémanique (cf. aussi CSRE 2018 : 276). En Suisse romande, les ES sont moins répandues. Cela s'explique notamment par le nombre plus faible d'apprentis dans la formation professionnelle initiale ainsi que par une délimitation différente par rapport aux autres offres de formation, notamment des filières de formation HES, selon la profession (CSRE 2018 ; econcept 2013).

La plupart des écoles se trouvent dans les cantons de Zurich, Berne, Saint-Gall et Vaud, chacun d'entre eux comptant plus de vingt prestataires (cf. Tableau 7). Ces cantons comptent également le plus grand nombre de prestataires de filières d'études postdiplômes. Entre dix et vingt écoles sont situées dans les cantons d'Argovie, Bâle-Ville, Genève, Lucerne et Tessin. On ne trouve qu'une ou quelques écoles dans les cantons de Bâle-Campagne, Fribourg, Glaris, Jura, Nidwald, Obwald, Schaffhouse, Schwyz, Thurgovie et Valais. Les cantons d'Uri et d'Appenzell ne comptent aucun prestataire de formation. Cette répartition inégale des prestataires signifie que de nombreuses personnes ne peuvent pas étudier dans leur canton de résidence.

Canton	Nombre d'écoles	Canton	Nombre d'écoles
Zurich	49	Schaffhouse	4
Berne	33	Appenzell Rh-Ext.	0
Lucerne	18	Appenzell Rh-Int.	0
Uri	0	Saint-Gall	25
Schwyz	1	Grisons	7
Obwald	1	Argovie	13
Nidwald	1	Thurgovie	2
Glaris	2	Tessin	13
Zoug	8	Vaud	21
Fribourg	4	Valais	4
Soleure	9	Neuchâtel	9
Bâle-Ville	10	Genève	17
Bâle-Campagne	4	Jura	2
Total		257	

Tableau 7 : Aperçu du nombre de prestataires de formation ES par canton. *Remarque*: les ES ayant des sites dans plusieurs villes et cantons ont été comptées plusieurs fois. Source : SEFRI 2019.

Le nombre de prestataires de formation ES diffère également selon les domaines, comme le montre la liste des prestataires et des filières de formation du SEFRI (2019)¹⁴. La plupart des prestataires de formation ES existent dans le domaine spécialisé Technique, suivi par Économie et Santé. Seuls quelques prestataires proposent des formations dans les domaines Trafic et transports ainsi qu'Agriculture et Économie forestière.

¹⁴ Cette liste fournit un aperçu des filières de formation ES par canton (cf. SEFRI 2019). Les prestataires et filières de formation sont répertoriés mais ne sont ni numérotés ni comptés.

En ce qui concerne les organes responsables des ES, des informations sont disponibles sur les prestataires dont les filières de formation ont été les plus fréquemment suivies à partir de 2012. À l'époque, les organes responsables de près de la moitié de ces prestataires de formation ES étaient cantonaux. Il s'agissait souvent de centres de formation professionnelle dans lesquels des ES sont rattachées à des écoles professionnelles. Un quart des prestataires de formation ES étaient soit des prestataires privés, soit des prestataires à but non lucratif¹⁵. Dans certains cas, les ES étaient reliées à des prestataires du degré tertiaire A (Baumeler et al. 2014 : 50). Dans le domaine Social, ce sont les prestataires à but non lucratif qui dominent ; dans le domaine Économie, ce sont les prestataires privés. Les prestataires de formation cantonaux sont relativement fréquents dans les domaines Santé, Technique et Économie.

Les statistiques sur les membres de la C-ES fournissent des premières informations sur la taille des prestataires ES. Elles révèlent qu'en 2018, neuf des 168 prestataires de formation inclus dans les statistiques recensaient plus de 200 diplômés¹⁶. En revanche, la majorité des 89 prestataires signalés faisaient état de moins de 25 diplômés.

Il n'existe pas de vue d'ensemble actuelle du financement et des subventions des prestataires et des offres de formation. Le rapport d'expertise de l'IFFP (Baumeler et al. 2014 : 57 ss) a passé en revue les flux financiers des ES et de l'ensemble de la FPS. Toutefois, au moment de la rédaction du rapport, la nouvelle version désormais entrée en vigueur de l'Accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES) venait à peine d'être discutée.

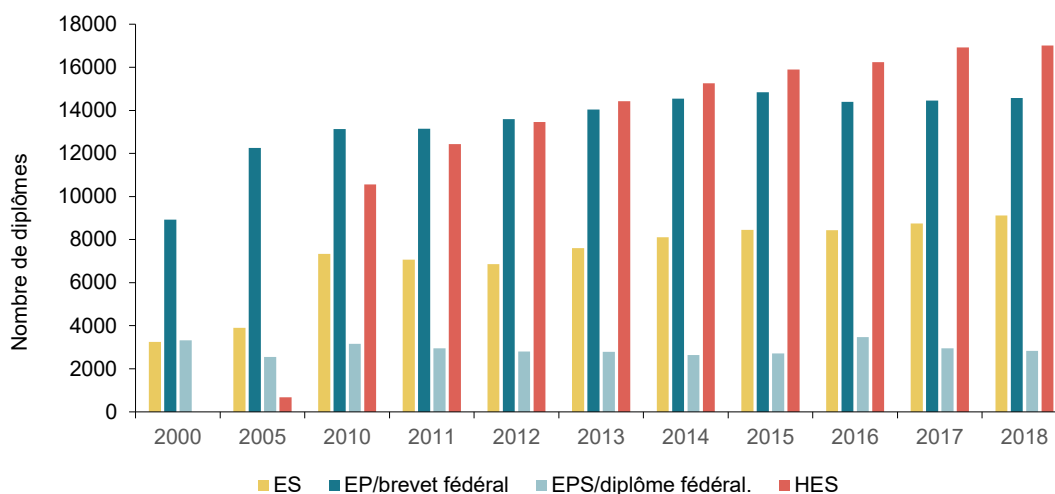
2.4 Comparaison avec d'autres diplômes du degré tertiaire

Le nombre total d'étudiants en Suisse a augmenté ces dernières années. Cette augmentation peut également être observée dans le degré tertiaire B (cf. Figure 6). Le nombre de diplômés ES a presque triplé entre 2000 et 2018, passant d'un peu plus de 3000 à environ 9000. La forte croissance enregistrée après 2005 est due à l'inclusion supplémentaire de diplômés dans les domaines Santé, Social et Culture. L'augmentation est moins marquée dans le cas des examens fédéraux, mais le nombre d'étudiants, en particulier dans le cas des examens professionnels (EP) ou des brevets fédéraux, a également fortement augmenté jusqu'en 2014, restant toutefois constant sur toute la période d'observation depuis plusieurs années – comme pour les examens professionnels supérieurs (EPS), qui débouchent sur des diplômes fédéraux. La croissance la plus prononcée de ces dernières années a été enregistrée par les HES dans le degré tertiaire A : le nombre de diplômés HES a très fortement augmenté, passant de 10 000 en 2010 à environ 17 000 en 2018. Pendant la même période, le nombre de diplômés ES a nettement moins augmenté.

¹⁵ Les prestataires à but non lucratif sont des associations ou des clubs professionnels (notamment dans le domaine de l'éducation sociale) ainsi que des fondations et des coopératives (notamment dans les domaines Économie, Technique et Social).

¹⁶ Cf. informations écrites de la C-ES du 30 avril 2020.

Diplômes au fil du temps



econcept

Figure 6 : Diplômes tertiaire B et ES au fil du temps. Sources : OFS 2019a, OFS 2019b.

Les différentes branches disposent de comparaisons plus spécifiques sur les différents types de diplômes des différents domaines. Ces comparaisons indiquent parfois des tendances similaires quant à une plus forte croissance des diplômes d'HES¹⁷.

On peut également identifier des différences entre les régions linguistiques. En 2018, environ un tiers des quelque 17 000 diplômes de HES en Suisse romande ont été obtenus à la Haute école spécialisée (HES-SO). Sur les quelque 9000 diplômés ES, seul un sur neuf était originaire d'un canton francophone (VD, VS, NE, GE, JU). Selon les groupes de réflexion, une possible explication historique de ces différences est que, en Suisse romande, lors de la création des HES et de la mise en place du degré tertiaire B, l'accent a été particulièrement mis sur l'établissement de diplômes HES. C'est l'une des raisons pour lesquelles, par rapport à la Suisse alémanique, certaines filières de formation en Suisse romande n'existent qu'au niveau HES dans certains domaines (comme les soins infirmiers) et pas au niveau ES.

2.5 Comparaison avec d'autres pays

Contrairement aux diplômes du processus de Bologne (bachelor, master et doctorat) du degré tertiaire A, les diplômes de la FPS sont peu connus au niveau international – même si des diplômes du degré tertiaire à orientation professionnelle sont également possibles dans d'autres pays (entre autres Ulicna, Luomi Messerer & Auzinger 2016, C-ES 2019). Dans de nombreux pays européens, il existe des formes de formation professionnelle supérieure¹⁸ dont les programmes et les qualifications diffèrent parfois considérablement. Il manque encore une délimitation uniforme de la formation professionnelle supérieure

¹⁷ Toutefois, certains des chiffres en question ne correspondent pas aux chiffres publiés par l'OFS.

¹⁸ Traduction de l'anglais selon la Commission européenne (Ulicna, Luomi Messerer & Auzinger 2016) de l'anglais « Higher Vocational Education and Training (VET) ».

dans le contexte international : une définition large comprend toutes les qualifications à orientation professionnelle du niveau CEC ≥ 5 . Une définition étroite n'inclut que les qualifications à orientation professionnelle du niveau CEC ≥ 5 qui sont acquises en dehors de l'Espace européen des hautes écoles (Ulicna et al. 2016).

Actuellement, les développements dans le domaine de la formation professionnelle supérieure en Europe sont influencés par diverses tendances (Ulicna et al. 2016), notamment par la clarification du positionnement de la formation professionnelle supérieure dans le système éducatif, une demande croissante de la part des étudiants et des employeurs due aux perspectives positives associées à l'obtention d'un diplôme de la formation professionnelle supérieure et l'introduction de programmes d'apprentissage sur le lieu de travail. En comparaison européenne, trois défis centraux peuvent être identifiés quant à la poursuite du développement de la formation professionnelle supérieure. Par exemple, en raison de son manque de positionnement clair par rapport au degré tertiaire A, la formation professionnelle supérieure présente un désavantage concurrentiel pour ce qui est d'attirer les étudiants. Ce positionnement lacunaire est exacerbé par le fait que les prestataires de la formation professionnelle supérieure proposent souvent des d'autres programmes comme la formation professionnelle initiale ou une formation de niveau haute école. Enfin et surtout, le manque de reconnaissance de la formation professionnelle supérieure constitue un défi (Ulicna et al. 2016).

Les pays ayant des systèmes de formation professionnelle similaires sont l'Allemagne, les Pays-Bas¹⁹ et le Danemark²⁰. Ces trois pays ont également un système de formation dual (Interface 2016) et des formes de formation professionnelle supérieure, les Pays-Bas et le Danemark passant au degré tertiaire du domaine universitaire par le biais de programmes « short cycle ». En Autriche aussi, la formation professionnelle joue un rôle important au sein du système éducatif, qui est également dual et propose des offres de formation professionnelle supérieure²¹. Les résultats d'entretiens et de recherches approfondies sur les systèmes de la formation professionnelle supérieure en Allemagne et en Autriche sont présentés ci-après. Dans les deux pays, certaines similitudes avec la FPS en Suisse existent, mais les systèmes de formation professionnelle supérieure diffèrent du système suisse sur des points importants.

¹⁹ Aux Pays-Bas, le « Associate Degree » fait partie de la formation professionnelle supérieure. Il s'agit d'un programme « short cycle » de 120 ECTS, d'une durée de deux à trois ans. Les programmes de bachelor en formation professionnelle supérieure (Bachelor programmes in higher professional education [HBO]) de 180 à 240 ECTS ont également une orientation professionnelle pratique, mais sont enseignés dans des HES et font donc partie de l'enseignement supérieur (Euler & Collenberg 2016). Aux Pays-Bas, en plus des diplômes de bachelor et de master, les filières de formation du « Associate Degree » sont également reconnues par un organisme d'accréditation indépendant mis en place par le gouvernement. En outre, les prestataires de la formation professionnelle supérieure ont la possibilité d'obtenir une reconnaissance institutionnelle (Interface 2016).

²⁰ Au Danemark, le degré tertiaire comprend trois types d'offres : (1) Le « Academy Professional Degree (APD) » est un programme « short cycle » de 120 ECTS et dure de deux ans à deux ans et demi. (2) Le « Professional Bachelor Degree » comprend 210 ECTS et dure de trois à quatre ans. Il s'agit d'un diplôme universitaire. À l'issue de l'APD, les étudiants peuvent accéder à un « Bachelor professionnel » abrégé. Les deux programmes se concentrent sur la combinaison de la théorie et de la pratique, sont généralement complétés par un projet pratique et incluent des stages. (3) Le troisième type d'offre comprend les programmes de bachelor, de master et de doctorat conformément à la réforme de Bologne (Euler & Collenberg 2016). Au Danemark, tous les établissements d'enseignement supérieur doivent être accrédités par un conseil d'accréditation (Interface 2016).

²¹ Cf. <https://www.bildungssystem.at/> [état : 28.5.2020].

Allemagne

La nouvelle loi allemande sur la formation professionnelle (BBiG), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020, établit une distinction entre la formation professionnelle et la formation professionnelle continue²². La première est comparable à la formation professionnelle initiale en Suisse, tandis que la deuxième est comparable à la formation professionnelle supérieure dans le domaine des examens fédéraux. Outre la formation professionnelle continue conformément à la BBiG, il existe également des offres de formation professionnelle continue organisées en vertu de la législation des Länder et du droit des chambres, qui visent également à approfondir les connaissances professionnelles. Parmi ces offres figurent les écoles dites supérieures, qui présentent certaines similitudes avec les ES en Suisse.

Comme en Suisse, la formation professionnelle supérieure (anciennement : formation continue avancée « *Aufstiegsfortbildung* »), qui est soumise au droit fédéral, constitue un deuxième pilier de la formation de degré tertiaire dans le système de formation allemand, à côté de l'enseignement supérieur²³. Selon le représentant du BMBF interrogé, la caractéristique centrale de la formation professionnelle supérieure soumise au droit fédéral en Allemagne est que, en cas de besoin suprarégional avec un nombre important de diplômés²⁴, les diplômes sont réglementés de la même manière dans tout le pays. Cela garantit un niveau minimum de compétence. La formation professionnelle supérieure est donc pertinente dans presque tous les secteurs²⁵. En 2017, quelque 94 000 personnes ont passé un examen de formation continue, dont 42 000 dans le domaine de formation « Industrie et commerce », suivi de 34 000 diplômés dans le domaine de formation « Artisanat ». Près de 55 000 des diplômés étaient des hommes (BiBB 2019)²⁶.

Selon le représentant du BMBF, les principaux acteurs dans le domaine de la formation professionnelle supérieure sont le gouvernement fédéral et les partenaires sociaux. Au sein de l'administration fédérale, le BMBF et le ministère fédéral de l'économie (BMWi) constituent les principaux acteurs, tandis que certains ministères spécialisés, tels que le ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture ou le ministère fédéral des transports et des infrastructures, sont également responsables de certains domaines professionnels. Dans le cas des partenaires sociaux, les associations d'employeurs et d'employés constituent les principaux acteurs. Contrairement à la Suisse, les Länder ne sont pas impliqués ; ils sont responsables des réglementations et des diplômes en vertu de leur propre législation. L'assurance qualité des diplômes est assurée par les exigences de

²² Selon la BBiG, d'autres formes de formation professionnelle sont la reconversion professionnelle et la formation professionnelle pour des groupes particuliers de personnes.

²³ Le système de formation allemand ne dispose pas encore de programmes « short cycle » à l'interface entre la formation professionnelle et universitaire. L'introduction de tels programmes a toutefois été examinée (Rein 2013).

²⁴ Il s'agit notamment de diplômés qui 1) comptaient en moyenne plus de 500 participants aux examens au cours des trois dernières années et 2) étaient réglementés par les chambres depuis au moins cinq ans et dans au moins cinq Länder allemands.

²⁵ Seuls les diplômes d'« éducateur » sont régis par la législation des Länder.

²⁶ À titre de comparaison, en 2017, plus de 500 000 personnes en Allemagne auront obtenu un diplôme délivré par une haute école (diplôme universitaire, doctorats, examens de formation des enseignants, diplôme d'école spécialisée, bachelor et master), dont un peu moins de 390 000 étaient des diplômés de bachelor et de master (Destatis 2020).

qualité de la BBiG, en particulier la désignation protégée du diplôme, le nombre d'heures minimal et la participation des employeurs et des employés.

La base juridique de la formation professionnelle supérieure, la loi sur la formation professionnelle (BBiG), a été récemment réformée (BMBF 2019b). Ce renouvellement en profondeur comprend la division de la formation professionnelle supérieure en trois niveaux de formation continue et l'adaptation des dénominations des diplômes. Les nouvelles dénominations de diplômes sont : Spécialiste professionnel certifié « *Geprüfte/r Berufsspezialist/in* » (niveau 5 du cadre allemand des qualifications [DQR]²⁷, auparavant p. ex. Technicien de service certifié « *Geprüfte/r Servicetechniker/in* »), Bachelor professionnel (DQR 6, auparavant p. ex. Technicien spécialisé « *Meister/in Fachwirt/in* ») et Master Professional (DQR 7²⁸, auparavant p. ex. Économiste d'entreprise certifié « *Geprüfte/r Betriebswirt/in* » [HwO]). Les niveaux 2 et 3 sont donc basés sur les dénominations des universités. Dans le cadre de la modification de la BBiG, des normes minimales qualitatives et quantitatives pour les diplômes ont également été définies, p. ex. un nombre minimum d'heures.

Sur le marché de la formation, la formation professionnelle supérieure est ancrée comme une offre formelle gérée par l'État, avec des normes minimales et des labels de qualité. Les principaux points forts sont les réglementations uniformes à l'échelle nationale et donc l'acquisition de compétences uniformes, la participation des partenaires sociaux et, par conséquent, la reconnaissance élevée des diplômes dans la pratique ainsi que le concept de qualité. Les diplômes prévus par la loi fédérale sont censés être connus par les services du personnel comme la garantie d'une formation de qualité. Cependant, selon le représentant du BMBF interrogé, l'équivalence de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle supérieure n'a pas encore été établie comme prévu auprès du public et chez les employeurs. En conséquence, des mesures ont été prises pour sensibiliser à cette équivalence.

La mesure centrale de renforcement de cette équivalence est la nouvelle dénomination des diplômes et leur ancrage dans le DQR²⁹. L'objectif est de relier plus étroitement les programmes d'enseignement supérieur et de formation professionnelle supérieure et d'offrir une plus grande perméabilité dans les deux sens. Selon le représentant du BMBF interrogé, les nouveaux diplômes représentent également une tentative de mieux positionner la formation professionnelle supérieure. La classification via le DQR devrait également conduire à une plus grande transparence internationale et à une meilleure mobilité des diplômés, notamment par le biais de suppléments descriptifs des certificats avec classification dans le DQR. Avant la modification de la BBiG, l'hétérogénéité des

²⁷ Le DQR classe les qualifications du système de formation allemand et facilite ainsi la comparabilité des qualifications allemandes en Europe. Comme le CNC suisse, il est basé sur le cadre européen des certifications (CEC). Cf. <https://www.dqr.de/> [état : 26.02.2020].

²⁸ Les qualifications de niveau DQR 7 ont été ajoutées au cours des dix dernières années. Actuellement, elles comportent 5 à 6 diplômes. À l'avenir, il faut s'attendre à la création d'autres diplômes de niveau DQR 7.

²⁹ Le représentant du BMBF interrogé reconnaît une nouvelle évolution centrale au cours des dernières années dans l'amélioration du soutien financier aux étudiants par le biais de la loi allemande sur l'aide à la formation continue avancée (Aufstiegs-BAföG, AFBG). L'objectif de ces développements était de renforcer l'attractivité de la formation professionnelle et de promouvoir la perméabilité.

dénominations de diplôme dans la formation professionnelle supérieure constituait la principale faiblesse du positionnement international – malgré la perception fondamentalement positive de la formation professionnelle dans les pays germanophones.

Outre la formation professionnelle supérieure réglementée par la législation des Länder, il existe également en Allemagne des qualifications qui sont régies par le droit des Länder et les règlements des chambres sur les qualifications qui ne sont pas uniformes dans tout le pays et qui ne sont donc pas réglementées par la BBiG. En raison de certaines similitudes avec les ES suisses en termes de modalités d'études, de profils professionnels et du rôle central des Länder, les écoles spécialisées sont particulièrement dignes de mention à ce niveau de la législation des Länder.

Les écoles spécialisées sont des établissements de formation professionnelle continue qui délivrent des diplômes d'enseignement supérieur étatiques en vertu de la législation des Länder. Les personnes ayant une formation professionnelle initiale et une expérience professionnelle sont admises. Les cours peuvent être suivis à temps plein ou à temps partiel. Les diplômes d'une école spécialisée permettent aux diplômés d'assumer des tâches de gestion et de devenir indépendants. En outre, si des conditions spécifiques³⁰ sont remplies, le diplôme peut servir de porte d'entrée dans des hautes écoles spécialisées (KMK 2019a, 2019b). La Conférence du ministère allemand de la culture (KMK) réglemente les critères et les normes de formation qui sont convenus conjointement par les Länder sous la forme de l'« Accord-cadre sur les écoles spécialisées » – cela dans le but de garantir la qualité des diplômes (KMK 2019a, 2019b).

Les écoles spécialisées existent dans les domaines de l'agriculture, du design, de la technique, de l'économie et de l'action sociale (KMK 2019a). Une formation professionnelle continue suivie dans une école spécialisée débouche, p. ex., sur le titre de Technicien certifié par l'État « *Staatlich geprüfte/r Techniker/in* » ou d'Éducateur certifié par l'État « *Staatlich geprüfte/r Erzieher/in* » (KMK 2019b). Les titres nouvellement ancrés dans la BBiG en 2020 ne s'appliquent pas aux écoles spécialisées. Un supplément descriptif des certificats, l'« Europass », peut être utilisé en complément du diplôme afin de mieux identifier les qualifications et les compétences acquises (au niveau international). Le diplôme d'école spécialisée se situe au niveau DQR 6 (KMK 2019c).

Au cours de l'année scolaire 2017/18, l'Allemagne comptait environ 1400 écoles spécialisées. Le nombre d'étudiants a augmenté jusqu'en 2014/15, mais il a diminué depuis lors, pour atteindre près de 183 000 étudiants pendant l'année scolaire 2017/18. La proportion de femmes parmi les élèves était supérieure à 50 %. Au cours de l'année scolaire 2017, quelque 64 000 diplômés ont suivi une formation dans une école spécialisée. Le principal groupe professionnel « Éducation, professions sociales et domestiques, théologie » (plus de 30 000 diplômés) a enregistré le plus grand nombre de diplômés, suivi par « Métiers de l'ingénierie mécanique et automobile » (près de 9000 diplômés) (BiBB 2019).

³⁰ Cf. l'accord sur l'acquisition de la qualification d'entrée aux hautes écoles spécialisées dans les filières de formation professionnelle (KMK 2001).

Autriche³¹

En Autriche, la formation professionnelle supérieure est généralement comprise comme « les qualifications professionnelles d'un niveau CNC supérieur qui ne conduisent pas à un diplôme de Bologne (bachelor, master, doctorat) »³². Parmi les sept types de formation aux niveaux post-secondaire et tertiaire, on peut compter l'école pour les professionnels qualifiés, les filières de formation complémentaire, les écoles des contremaîtres, des ouvriers du bâtiment et des maîtres-artisans ainsi que les collèges pour la formation professionnelle supérieure. En revanche, les autres institutions de niveau post-secondaire et tertiaire, à savoir les hautes écoles pédagogiques et les hautes écoles spécialisées, délivrent des diplômes de bachelor et de master.

Les offres de formation assimilables à une formation professionnelle supérieure sont classées au niveau CITE 5 dans le système de formation autrichien³³ et dispensent la formation suivante :

- *École pour les professionnels qualifiés (6 à 8 semestres)* : ces écoles proposent un diplôme de formation professionnelle aux personnes ayant déjà suivi une formation professionnelle ou déjà en emploi, spécialement conçu pour les personnes actives. Le diplôme de formation correspond à un examen de fin d'études et à un examen de diplôme et permet l'accès général aux hautes écoles.
- *Filière de formation complémentaire (4 ou 6 semestres)* : les cours de formation complémentaire mènent à l'examen de fin d'études et de diplôme d'une école professionnelle supérieure et permettent d'accéder aux hautes écoles. La condition d'admission est d'avoir terminé un apprentissage.
- *École des contremaîtres, des ouvriers du bâtiment et des maîtres-artisans (4 semestres)* : ces filières de formation élargissent les connaissances théoriques des personnes ayant terminé une formation professionnelle dans le domaine technico-industriel. Elles se terminent par un examen final devant jury et permettent une pratique professionnelle indépendante dans les industries réglementées.
- *Collège (4 ou 6 semestres)* : les collèges permettent de suivre une formation professionnelle avancée dans différents domaines spécialisés, celle-ci pouvant également être suivie à temps partiel et se terminant par un examen de diplôme. Les conditions d'admission sont un diplôme de fin d'études (de diplôme) ou un examen d'admission.

Le concept de formation professionnelle supérieure n'a pas encore été formellement ancré en Autriche. Toutefois, dans le cadre des efforts visant à établir l'instrument de transparence ECVET et le CNC, la formation professionnelle supérieure est devenue un sujet central de la politique de l'éducation. En novembre 2019, par exemple, une

³¹ La présentation sur l'Autriche est basée principalement sur des documents accessibles au public. Un entretien avec le ministère autrichien de l'éducation, des sciences et de la recherche, qui avait été prévu pour obtenir des informations plus détaillées, n'a pas pu être mené à bien en raison de la charge de travail élevée de la rapporteure responsable.

³² Cf. <https://epale.ec.europa.eu/de/content/4-nationale-ecvet-konferenz-mit-berufsbildung-ganz-nach-oben-weiterentwicklung-der-hoheren> [URL: 26.05.2020].

³³ Cf. www.bildungssystem.at [URL: 26.05.2020].

conférence sur le thème « Progresser avec la formation professionnelle. Développement de la formation professionnelle supérieure en Autriche », a été organisée par ECVET Austria³⁴.

La loi autrichienne sur le cadre national des certifications (loi CNC)³⁵ est entrée en vigueur en 2016. Il a été décidé que le diplôme de maître-artisan serait classé au niveau CNC 6, de la même manière que le bachelors³⁶. Afin de valoriser davantage la formation professionnelle, depuis 2020, les maîtres-artisans sont également autorisés à inscrire leur titre dans les documents officiels ; l'abréviation germanophone correspondante est « Mst »/ «Mst.in »³⁷. En comparaison internationale, l'Autriche est un pays où le taux de formation supérieure est particulièrement élevé et où le taux d'admission dans les hautes écoles est faible (Lassnigg 2013, p. 109).

2.6 Qualité des informations et des chiffres

Les études, documents et statistiques existants fournissent à certains égards une bonne première vue d'ensemble du domaine des ES : le rapport sur l'éducation du CSRE (2018) résume clairement l'état des connaissances et de la recherche sur le système des ES et de la FPS, des études mettent en lumière certaines questions spécifiques concernant les ES dans le cadre de la FPS (notamment la perception des entreprises, les procédures de reconnaissance), des prises de position présentent les défis actuels et les approches de solution du point de vue de groupes d'intérêts individuels (C-ES, ODEC) ou de domaines (sous-conférences ES et Ortra). Statistiquement, le profil et l'évolution des étudiants et des diplômés ES sont relativement bien documentés. Une comparaison des diplômes ES avec d'autres diplômes du degré tertiaire est également possible dans certains cas. En ce qui concerne les comparaisons entre pays, deux études suisses et une étude internationale centrale sur le développement de la formation professionnelle supérieure dans l'UE permettent de dégager des perspectives individuelles – cela en relation avec l'ensemble du domaine de la FPS.

Cependant, les informations et les chiffres existants présentent des limites évidentes – notamment en ce qui concerne la perception du positionnement. Les rapports et les études se limitent aux valeurs techniques centrales sur le système des ES (notamment les diplômes et leur fréquence), approfondissent les questions individuelles et, dans certains cas, ne se réfèrent qu'à la FPS dans son ensemble, sans faire de distinction entre ES et EP/EPS. Les prises de position ne permettent pas non plus de se faire une idée systématique de l'attitude des acteurs concernés dans les différents domaines. Outre les

³⁴ Cf. https://bildung.erasmusplus.at/fileadmin/Dokumente/bildung.erasmusplus.at/Policy_Support/ECVET_Expertinnen/ECVET_Veranstaltungen/Progr_4_nat_ECVET-Konferenz_2019-11-21_v_2019-11-13_Website.pdf [URL: 26.05.2020].

³⁵ Loi fédérale sur le cadre national de certification (loi CNC), cf. <https://www.ris.bka.gv.at/GeltendeFassung.wxe?Abfrage=Bundesnormen&Gesetzesnummer=20009496> [URL: 26.05.2020].

³⁶ Cf. <https://www.qualifikationsregister.at/nqr-register/nqr-zuordnungen/> [URL: 26.05.2020].

³⁷ Cf. https://www.oesterreich.gv.at/nachrichten/bildung_und_neue_medien/Meistertitel-und-Lehre-werden-aufgewertet.html [URL: 26.05.2020].

statistiques de l'OFS sur les étudiants et les diplômés, il manque également des chiffres uniformes par domaine. Des données statistiques plus détaillées n'existent que dans certains domaines et ne sont pas fournies sous une forme comparable³⁸. On dispose également de peu de connaissances spécifiques sur les prestataires de formation. Par exemple, il n'existe aucun aperçu systématique de la taille ou du financement des ES. Il manque également une base pour comparer les filières de formation ES avec les offres de formation similaires proposées dans le cadre de la formation professionnelle supérieure dans d'autres pays.

³⁸ Bien que dans ses statistiques sur les étudiants en ES, l'OFS différencie également les diplômés et les diplômes par branches, il utilise des catégories autres que les huit domaines définis par la C-ES.

3 Précédents efforts en matière de positionnement

Les discussions sur le positionnement des ES sont en cours depuis environ 10 ans. Entre-temps, diverses mesures ont été mises en œuvre pour améliorer ce positionnement et ont fait des ES une composante du projet stratégique « Formation professionnelle supérieure ». Toutefois, les discussions sont encore intenses et couvrent de nombreux aspects différents.

3.1 Mesures fructueuses pour le positionnement des ES

Dans le cadre du projet stratégique visant à renforcer la FPS, plusieurs mesures ont été mises en œuvre depuis 2014 pour améliorer le positionnement des ES :

- *Cadre national des certifications (CNC)* : dans le cadre de l'Ordonnance sur le cadre national des certifications pour les diplômes de la formation professionnelle (O-CNC-FPr), le cadre national des certifications (CNC) est réglementé en référence au cadre européen des certifications (CEC) depuis 2014. Le CNC vise à garantir la comparabilité des diplômes suisses de formation professionnelle en Europe. La classification est basée sur les compétences acquises par les diplômés. Les diplômes ES sont classés au niveau 6 du CNC formation professionnelle³⁹.
- *Suppléments descriptifs des certificats/suppléments aux diplômes* : parallèlement à l'introduction du CNC formation professionnelle, des suppléments descriptifs des certificats et des suppléments aux diplômes ont également été établis dans le cadre de l'O-CNC-FPr. En conséquence, chaque diplôme obtenu dans une ES est accompagné d'un supplément au diplôme contenant des informations sur les compétences professionnelles acquises par le/la diplômé/e à l'attention des employeurs⁴⁰. Les suppléments aux diplômes comprennent la classification dans les niveaux CNC et CEC, décrivent le profil d'activité professionnelle après l'obtention du diplôme et les conditions d'admission aux études ES.⁴¹
- *Dénomination des titres en anglais* : afin de rendre les diplômes de la formation professionnelle plus compréhensibles au niveau international, le SEFRI a adopté en 2015 des dénominations de titres anglais sur la base d'un processus solidement fondé. Ainsi, le diplôme ES en anglais est un « Advanced Federal Diploma of Higher Education » et un « ...diplômé/diplômée » est un « Certified ..., Registered/Licensed ». La base juridique est régie par l'art. 23, al. 1, OFPr⁴².

³⁹ Cf. <https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/formation/mobilite/cnc-formation-professionnelle.html> [état : 19.06.2020].

⁴⁰ Cf. <https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/formation/mobilite/cnc-formation-professionnelle/supplements-aux-diplomes.html> [état : 19.06.2020].

⁴¹ Cf. <https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/formation/mobilite/cnc-formation-professionnelle/supplements-descriptifs-des-certificats.html> [état : 19.06.2020].

⁴² Cf. <https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/formation/fps/denomination-des-titres-en-anglais.html> [état : 19.09.2020].

- *Bonnes pratiques en matière d'admission aux HES* : en 2015, des bonnes pratiques en matière d'admission aux études de bachelor dans les HES ont été développées. Par conséquent, les futurs étudiants titulaires d'un diplôme ES dans une profession liée au domaine d'études peuvent être admis à des études HES sans examen. Les futurs étudiants titulaires d'un diplôme dans une profession non liée au domaine d'études peuvent être admis sans examen s'ils peuvent prouver qu'ils ont au moins une année d'expérience professionnelle dans une profession liée au domaine d'études (swissuniversities 2015).
- *Révision totale de l'OCM ES* : l'ordonnance révisée du DEFR concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des écoles supérieures (OCM ES) est en vigueur depuis 2017. Selon le SEFRI, les objectifs de la révision étaient d'examiner et de clarifier les structures, les processus et les responsabilités des acteurs⁴³. La révision a été précédée par une vaste procédure de consultation de décembre 2016 à mars 2017.
- *Accord intercantonal (AES)* : au niveau cantonal, l'AES est en vigueur depuis 2014. Selon la CDIP, il régit le « montant des contributions qu'un canton verse pour la scolarisation extra-cantonale de ses étudiants » et garantit ainsi l'égalité d'accès aux filières de formation ES⁴⁴.

Plusieurs de ces mesures étaient étroitement liées au processus de Copenhague. Le processus de Copenhague était une tentative au niveau européen de parvenir à une plus grande transparence, perméabilité et mobilité dans la formation professionnelle – de manière analogue au processus de Bologne dans le domaine des hautes écoles. Les éléments suivants ont été élaborés dans le cadre du processus de Copenhague : le cadre européen des certifications (CEC), le système européen de transfert de crédits pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET), les points d'information pour la reconnaissance académique et les diplômes professionnels (ENIC-NARIC), le cadre national des certifications (CNC), les modèles pour les référentiels de compétences (RdC), l'Europass pour la documentation des parcours de formation et les suppléments aux diplômes. La Suisse a participé activement au processus au niveau des experts (OFFT, s.d.). Compte tenu des nombreuses approches, parfois globales, l'OFFT a supposé à l'époque qu'il faudrait du temps avant que les objectifs puissent être atteints, tant au niveau de l'UE qu'en matière de développement du système suisse de formation professionnelle (Stalder 2006). Toutefois, les mesures prévues dans le cadre du processus de Copenhague n'ont jusqu'à présent pas été pleinement mises en œuvre, ni en Suisse ni au niveau de l'UE. Par exemple, les efforts concernant le système de transfert de crédits ECVET ont échoué.

⁴³ Cf. <https://www.sbfi.admin.ch/sbfi/fr/home/formation/fps/ecoles-superieures/revision-de-l-ocm-es.html> [état : 19.06.2020].

⁴⁴ Cf. <https://www.edk.ch/dyn/21416.php> [état : 19.06.2020].

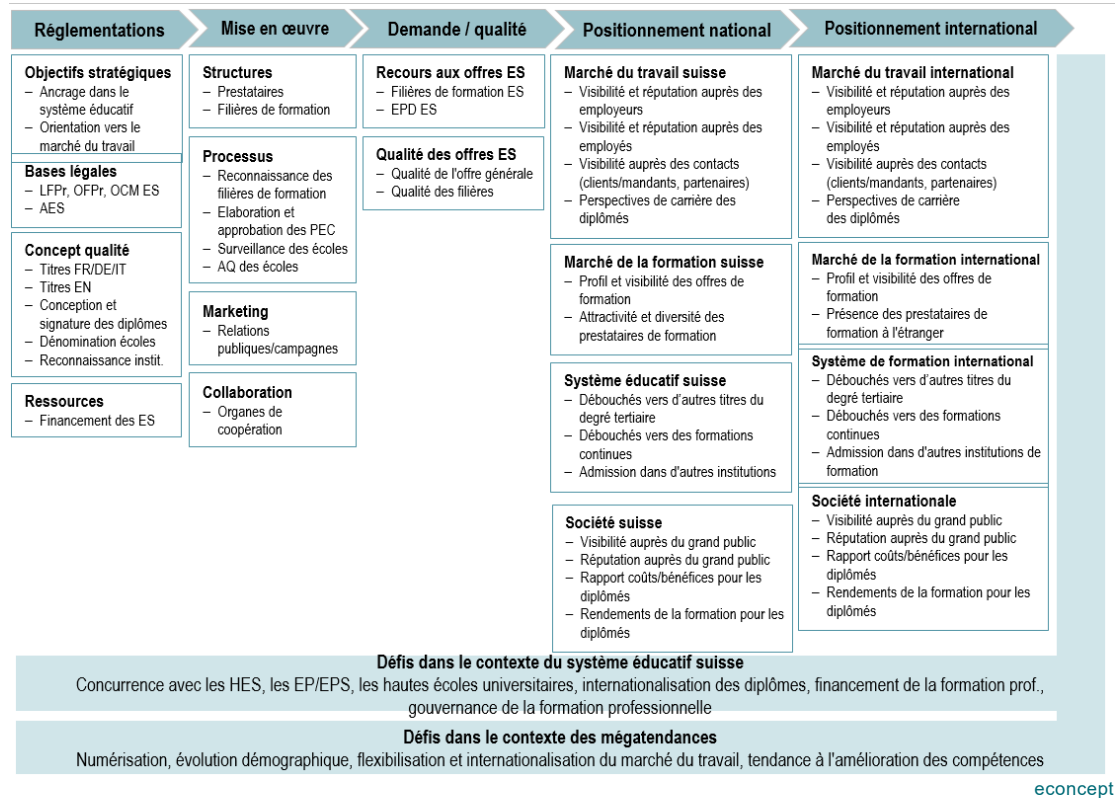
3.2 État et aspects des discussions actuelles

Les discussions toujours en cours sur le positionnement des ES sont consacrées à un large éventail de sujets, avec des niveaux de détail et de différenciation très différents. En outre, les arguments avancés sont souvent liés à un seul domaine (p. ex., divers articles (de magazines) dans le domaine Hôtellerie [Shergold 2019, Schlenczek 2018a/b], prises de position des sous-conférences de la C-ES [SPAS 2019, ASCFS 2019]) ou illustrés par des cas individuels (p. ex. difficultés d'admission dans une HES avec un diplôme ES, défis auxquels les ES doivent faire face lors de la mise en place de partenariats avec des institutions de formation étrangères [Weber 2018]). Enfin et surtout, les points de référence de ces discussions sont les interventions parlementaires en suspens au sein des Chambres fédérales, à savoir les motions 18.3392 de la CSEC-N et 18.3240 de la conseillère aux États Anita Fetz concernant les ajustements des titres, des diplômes et de la reconnaissance (cf. chap. 1.1), ainsi que la motion 20.3050 déposée en mars 2020 par le conseiller national Matthias Aebischer, qui demande l'équivalence des titres sous la forme d'un titre de bachelor pour la formation professionnelle supérieure.

La figure suivante illustre l'étendue et la variété des aspects abordés en relation avec le positionnement national et international des ES – cela intégré dans un modèle d'analyse différencié (cf. chap. 1.3)⁴⁵ :

⁴⁵ Cette vue d'ensemble des aspects abordés du positionnement des ES, qui a été compilée au cours des analyses de base et de l'exploration, a servi de base à toutes les enquêtes et travaux ultérieurs dans le cadre de l'étude (cf. chapitre 1.4).

Aspects discutés du positionnement des ES



econcept

Figure 7 : Vue d'ensemble des aspects discutés du positionnement des ES.

Les positions adoptées par les acteurs du domaine des ES sur les différents aspects du positionnement ne peuvent être déduites que dans une certaine mesure des rapports et des prises de position existants. Il n'est pas possible de dresser un tableau systématique tenant compte de tous les groupes d'intérêts et domaines concernés sur cette base. C'est pourquoi des enquêtes systématiques ont été menées dans le cadre de l'état des lieux (cf. chap. 1.4).

Positionnement national des ES

Le positionnement des ES dans la société, sur le marché du travail et dans le système éducatif suisse fait également l'objet de discussions. En particulier, la perception et la reconnaissance auprès du public et de la société ainsi que parmi les employeurs et les employés en Suisse sont souvent abordées. En ce qui concerne les diplômés, le rapport coût/bénéfice, le rendement de formation des études ES et les débouchés vers des diplômes supplémentaires du degré tertiaire ou la formation continue sont également en cours de discussion (notamment C-ES 2019, ODEC s.d., CSRE 2018). Les déclarations font référence à de nombreux aspects individuels et certains des arguments se situent à des niveaux très différents.

Positionnement international des ES

Le positionnement international représente un sujet important depuis plusieurs années, en particulier pour les prestataires de formation et les Ortra, et figure en premier plan dans les prises de position de la C-ES (2019) et des Ortra (Swissmem 2019). Il fait également l'objet d'articles dans des magazines de différents secteurs (p. ex. Schlenczek 2018a). Outre la notoriété des ES et de leurs diplômés⁴⁶ à l'étranger (notamment C-ES 2019), l'admission et les débouchés vers des formations complémentaires (notamment Swissmem 2019) ainsi que les perspectives de carrière à l'étranger pour les diplômés, y compris l'octroi d'un permis de travail (Schlenczek 2018a) sont abordés. Un autre sujet est la possibilité pour les spécialistes étrangers d'étudier dans une ES en Suisse (C-ES 2019).

Réglementation, mise en œuvre et qualité des ES

De nombreuses interventions parlementaires et discussions sur le positionnement des ES portent également sur les réglementations ainsi que sur les processus et la qualité du système des ES. Les interventions et les déclarations correspondantes concernent de nombreux aspects – du titre (p. ex., économiste d'entreprise dipl. ES), de la dénomination protégée des écoles, de l'orientation vers le marché du travail et de la qualité des offres de formation, aux processus, à la répartition des compétences et au financement dans le domaine des ES (notamment CSEC-N 2018, Fetz 2018, C-ES 2019, ODEC s.d.).

Défis des ES

Les défis auxquels sont confrontées les ES sont d'une part liés aux offres concurrentes que sont les examens fédéraux et en particulier les filières de formation HES, mais aussi les formations continues dans les hautes écoles (notamment C-ES 2019, ODEC s.d.). D'autre part, le positionnement des ES est abordé dans le contexte du développement futur de l'ensemble de la FPS – cela principalement en matière de gouvernance et de financement (notamment ASCFS 2019). Les mégatendances actuelles telles que la numérisation, l'évolution démographique, la flexibilisation et l'internationalisation du marché du travail et la tendance à l'amélioration des compétences soulèvent également des questions sur le positionnement des ES (notamment ODEC s.d., C-ES 2019).

⁴⁶ Dénomination des titres en anglais ainsi que « Bachelor professionnel ».

3.3 Bilan – Efforts en vue du positionnement

Depuis 2014, dans le cadre du projet stratégique visant à renforcer la FPS, diverses mesures ont été mises en œuvre en vue d'améliorer le positionnement des ES, notamment la classification dans le CNC, les dénominations de titres en anglais, l'AES ou les bonnes pratiques concernant l'admission dans les HES. D'autres initiatives dans le cadre du processus de Copenhague ne se sont pas avérées efficaces dans leur mise en œuvre. Des discussions intensives sur le positionnement des ES sont donc toujours en cours, couvrant un large éventail de sujets et appelant de nombreuses mesures supplémentaires. Cependant, jusqu'à présent, il manquait un tableau systématique des champs d'action et des défis les plus urgents en rapport avec le positionnement des ES.

4 Importance et forces du système des ES

Les filières de formation ES sont conçues pour donner aux professionnels titulaires d'un CFC ou d'une qualification équivalente la possibilité d'obtenir un diplôme de degré tertiaire. Partie intégrante de la FPS, elles reposent sur un profil axé sur la pratique, avec un lien étroit entre la théorie et la pratique et une orientation directe vers les besoins du marché du travail⁴⁷. Dans les enquêtes systématiques qui ont été menées, cette orientation est mise en avant comme une caractéristique essentielle des ES et est évaluée positivement tout au long du processus.

4.1 Importance et forces du système actuel des ES

Les ES sont perçues par tous comme un élément important du système éducatif suisse⁴⁸. Elles sont particulièrement importantes en raison de leur position sur le marché du travail et de leur profil axé sur la pratique. L'orientation vers le marché du travail et la pratique n'est pas seulement considérée comme un élément central du profil, mais aussi – comme le montrent clairement les enquêtes menées – comme la force la plus importante du système des ES. Dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, l'orientation pratique, ou la proximité avec le marché du travail, ressort clairement comme la force du système des ES la plus fréquemment mentionnée. La grande majorité des personnes interrogées l'ont classée parmi les trois principales forces du système des ES – cela dans le cadre d'une question non fondée, sans indication des catégories de réponses correspondantes (122 mentions, cf. Figure 8).

La perméabilité est également fréquemment citée comme une force du système des ES : la perméabilité par le bas, c'est-à-dire en particulier l'accès sans maturité professionnelle, étant signifiée dans la majorité des cas, et un peu moins fréquemment celle par le haut, c'est-à-dire la possibilité de poursuivre des formations ou formations continues complémentaires au degré tertiaire (51 mentions). Les modalités d'étude continuent à être fréquemment approuvées (42 mentions). En particulier, la possibilité d'étudier à temps partiel ou en cours d'emploi, la flexibilité qui y est associée, le large choix de filières et d'institutions de formation, la durée des études et les enseignants sont soulignés de manière positive.

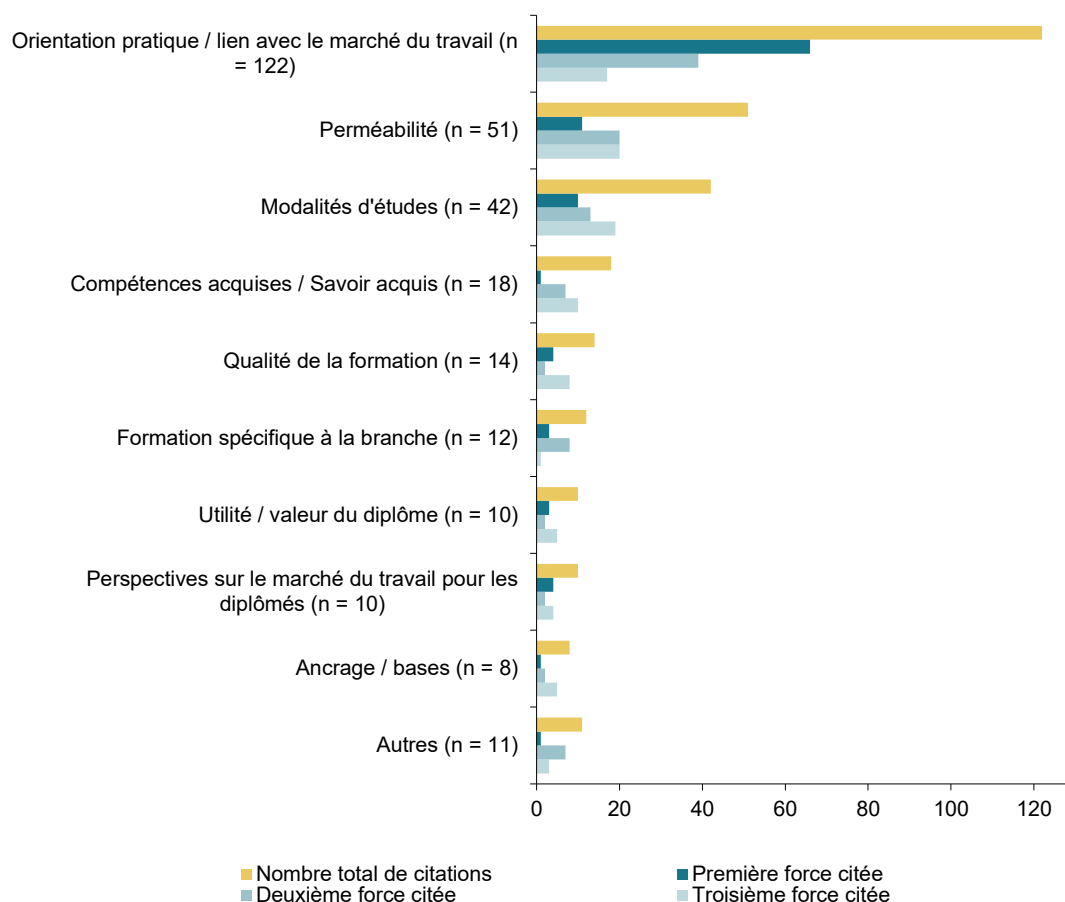
D'autres forces du système des ES sont beaucoup moins souvent mentionnées (cf. Figure 8). Outre les compétences et les connaissances acquises pendant les études (18 mentions), la qualité de la formation (14 mentions), la formation spécifique à la branche

⁴⁷ Les filières de formation ES sont plus générales et de portée plus large que les examens fédéraux (SEFRI 2018).

⁴⁸ Cf. pour les Ortra SEFRI 2017b, pour les diplômés ODEC s.d., pour les ES <https://www.c-es.ch/> (état : 04.12.2019) et pour le SEFRI <https://www.sbf.admin.ch/sbfi/fr/home/formation/fps/ecoles-superieures.html> (état : 04.12.2019). Il n'existe aucune déclaration officielle de la CDIP ou de la CSFP sur l'importance des ES. Cependant, en raison de l'importance croissante des cantons dans la surveillance des ES (consultation des cantons par les organes responsables des PEC ES avant approbation par le SEFRI), la CSFP a mis sur pied un groupe de travail pour les hautes écoles supérieures (GT ES) avec la révision de l'OCM ES 2017.

(12 mentions), l'utilité élevée et la valeur du diplôme (10 mentions), les opportunités sur le marché du travail (10 mentions) et l'ancrage des ES dans la systématique de formation avec les bases légales pertinentes (AES, OCM-ES etc.) (8 mentions) se dégagent comme des forces mentionnées à plusieurs reprises.

Forces du système actuel des ES



econcept

Figure 8 : Forces du système actuel des ES, triées par ordre décroissant en termes de fréquence de mentions totales. Question ouverte sur les trois principales forces du système des ES, avec catégorisation des réponses. Cette question a été posée à tous les groupes d'intérêts dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes. Source : enquête econcept.

L'orientation pratique – ou la proximité avec le marché du travail – est reconnue par tous les groupes d'intérêts comme la force centrale du système des ES. Du côté des ES, près de la moitié des réponses font référence à l'orientation pratique ou à la proximité avec le marché du travail, contre plus d'un tiers du côté des diplômés et environ un tiers du côté des Ortra. Pour les Ortra, les cantons et les diplômés, la perméabilité et les modalités d'étude font toujours partie des trois forces les plus importantes, tandis que pour les représentants des ES, il s'agit de la perméabilité et des compétences et connaissances acquises.

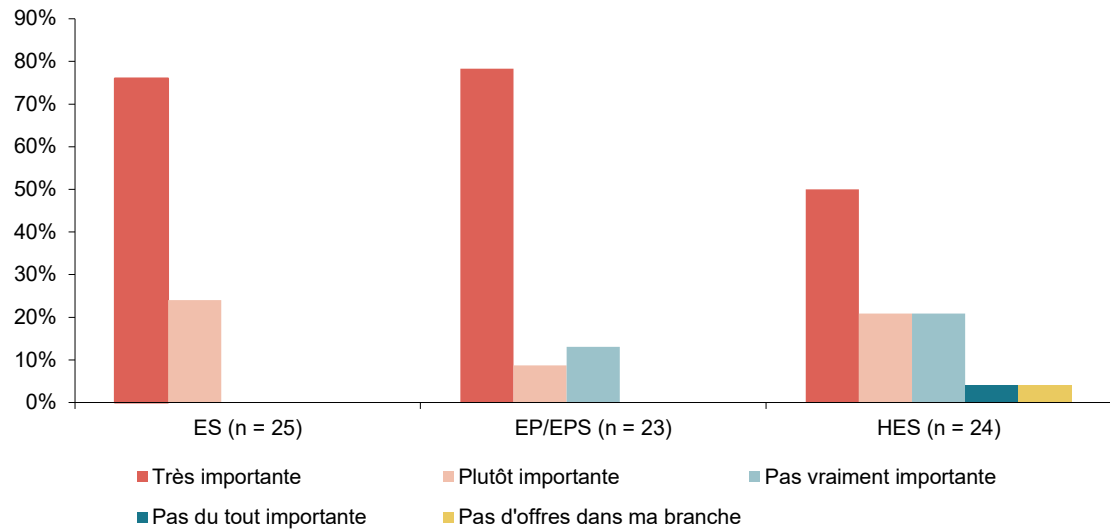
Le tableau est également similaire dans les différentes régions linguistiques : dans les trois régions, la force la plus importante du système des ES est son orientation pratique ou sa proximité avec le marché du travail, et les estimations ne varient que légèrement entre les régions. Les personnes interrogées de Suisse alémanique et de Suisse italienne considèrent que la perméabilité et les modalités d'étude constituent les deuxième et troisième forces après l'orientation pratique et la proximité du marché du travail. En Suisse romande, les opportunités sur le marché du travail des diplômés des ES se classent au troisième rang, à la place des modalités d'étude.

Dans les entretiens exploratoires et les entretiens du point de vue de la concurrence, des forces similaires du système des ES sont mises en évidence. Outre la proximité du marché du travail et l'orientation pratique, la perméabilité sous la forme de l'admission de personnes avec CFC et sans MP, la flexibilité de l'instrument des plans d'études cadres, la rentabilité de la formation des diplômés et les modalités d'étude avec possibilité d'études à temps plein ou à temps partiel sont notamment mentionnées comme forces des ES. Dans certains cas isolés, les entretiens exploratoires mentionnent aussi la reconnaissance de la formation dans la branche et donc auprès des employeurs, ainsi que la classification des ES au niveau 6 du CNC. L'OCM ES est également mentionnée dans les entretiens exploratoires comme une force ayant un effet structurant sur le domaine des ES. Depuis lors, les ES ont gagné en influence politique. Selon les personnes interrogées du point de vue de la concurrence, étant donné que les Ortra et les prestataires de formation sont chargés du développement du contenu, les défis du marché du travail peuvent être relevés de la meilleure manière possible. Les entretiens du point de vue de la concurrence font aussi état de la flexibilité des écoles pour développer des thématiques et adapter une filière de formation à la spécificité régionale, en comparaison avec les examens fédéraux.

4.2 Pertinence de la voie de formation ES pour les différentes branches

La voie de formation via les ES revêt – comme le montrent l'enquête en plusieurs étapes, mais aussi les entretiens exploratoires – également d'une grande importance pour les différentes branches. Environ trois quarts des représentants des Ortra interrogés dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes estiment qu'il s'agit d'une voie très importante (cf. Figure 9). Le deuxième pilier du degré tertiaire B, à savoir l'EP et l'EPS, est considéré comme tout aussi importants que les ES.

Importance des voies de formation par branche



econcept

Figure 9 : Importance des trois voies de formation ES, EP/EPS et HES pour la branche des personnes interrogées. Dans l'enquête en plusieurs étapes, seuls les représentants des Ortra ont été interrogés sur cette question. Source : enquête econcept.

Les formations HES sont quant à elles un peu moins centrales pour l'ensemble des branches. Le tableau est également plus diversifié : environ la moitié des représentants des Ortra interrogés estiment que les HES sont d'une très grande importance pour la branche (cf. Figure 9). D'autres personnes interrogées au sein des Ortra considèrent les HES comme peu importantes ou pas importantes du tout.

4.3 Bilan – Importance et forces du système des ES

Toutes les parties perçoivent les ES comme un élément important du système éducatif suisse – notamment en raison de leur profil axé sur le marché du travail et sur la pratique. L'orientation vers le marché du travail et la pratique n'est pas seulement considérée comme un élément central du profil, mais aussi comme la force la plus importante du système ES actuel. Une autre force largement perçue est la perméabilité des ES. Pour les branches, la voie de formation ES est d'une importance similaire à celle de l'EP et de l'EPS. Les formations HES sont moins centrales pour les branches.

5 Perception du positionnement national

Au cours des dernières années, le positionnement national des ES dans la société, sur le marché du travail et dans le système éducatif a fait l'objet de nombreuses discussions critiques. La notoriété, les débouchés et les atouts des diplômés ES ont été remis en question. Les enquêtes systématiques qui ont été menées révèlent un grand besoin d'action pour le positionnement national des ES – en particulier en ce qui concerne la notoriété et la réputation des formations ES auprès du grand public et de la société ainsi qu'auprès des employeurs.

5.1 Large état des lieux

5.1.1 Besoin d'action général en matière de positionnement national

Le positionnement national des ES est évalué de manière critique dans l'ensemble. Au regard du positionnement actuel des ES, les enquêtes menées révèlent un grand besoin d'action. C'est ce que confirme notamment l'enquête en plusieurs étapes solidement fondée⁴⁹ : plus de quatre cinquièmes des personnes interrogées identifient un besoin d'action assez important à très important concernant le positionnement national des ES (cf. Figure 10). Environ un quart des personnes interrogées considère même que le besoin d'action est très important.

Besoin d'action concernant le positionnement national

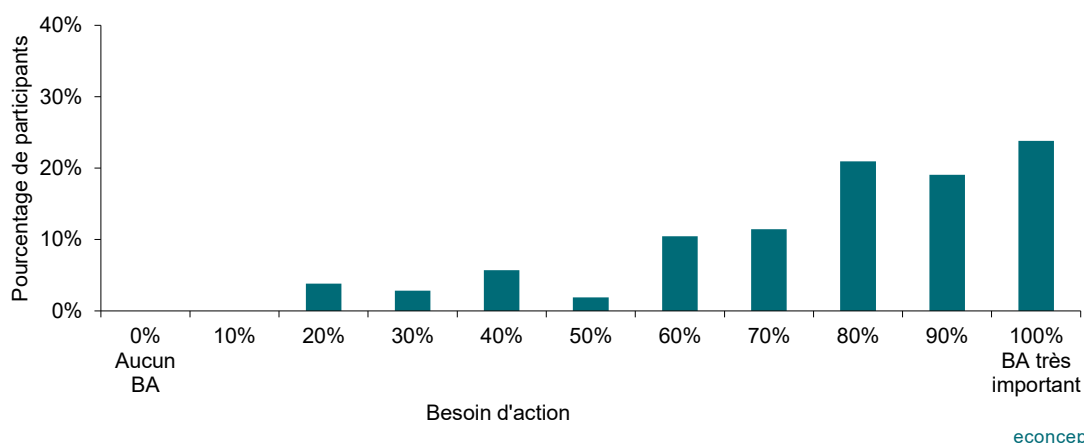


Figure 10 : Besoin d'action concernant le positionnement national. Cette question a été posée à tous les groupes d'intérêts dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes. n = 105. BA = besoin d'action. Source : enquête econcept.

Le besoin d'action important à très important concernant le positionnement national des ES ressort dans presque tous les groupes d'intérêts. Le besoin d'action le plus prononcé

⁴⁹ Dans les autres enquêtes menées dans le cadre du large état des lieux, aucune évaluation générale du besoin d'action concernant le positionnement national n'a été demandée.

est identifié par les ES elles-mêmes : plus de neuf dixièmes des personnes interrogées estiment qu'il y a un besoin d'action important à très important. Une grande majorité des cantons, des diplômés et des représentants des Ortra – environ quatre cinquièmes de chaque groupe – expriment également un grand ou très grand besoin d'action.

Dans les différentes régions linguistiques, le besoin d'action est considéré comme important à très important, surtout parmi les quelques personnes interrogées en Suisse italienne. En Suisse alémanique et en Suisse romande également, une grande majorité des personnes interrogées, environ quatre cinquièmes d'entre elles, identifient un besoin d'action important à très important. Il n'y a pas de différences significatives entre la Suisse alémanique et la Suisse romande.

Presque sans exception, les différents domaines attestent également d'un besoin d'action important à très important. Seules les quelques personnes interrogées du domaine Trafic et transports ont tendance à ne voir qu'un faible besoin d'action. Les personnes interrogées dans les domaines Santé, Arts visuels, arts appliqués et design, suivis par les domaines Technique, Économie, Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management identifient le plus grand besoin d'action pour le positionnement national des ES.

5.1.2 Besoin d'action sur la visibilité, les débouchés et les atouts des ES

La visibilité, les débouchés et les atouts des ES sont à la fois des formes d'expression centrales et des effets de leur positionnement. Ces différentes formes d'expression du positionnement sont également souvent évaluées de manière critique dans le cadre des enquêtes menées.

L'enquête en plusieurs étapes a mis en évidence un besoin d'action important pour environ la moitié des aspects abordés sur la visibilité, les débouchés et les atouts des ES (cf. Figure 11). Le besoin d'action est perçu comme particulièrement prononcé en ce qui concerne la visibilité et la réputation des ES auprès du grand public et de la société : environ deux tiers de toutes les personnes interrogées identifient un besoin d'action important ou très important à cet égard. La moitié des personnes interrogées considère également la visibilité et la réputation auprès des employeurs comme critiques et expriment un besoin d'action important ou très important. En revanche, le besoin d'action est considéré comme moins prononcé en ce qui concerne la réputation et la visibilité auprès des employés, les rendements de la formation des diplômés et les débouchés vers d'autres diplômes du degré tertiaire.

Les réponses des diplômés diffèrent selon les groupes d'intérêts. Alors que les représentants des ES, des cantons et des Ortra identifient le plus grand besoin d'action vis-à-vis du grand public et de la société, les priorités des diplômés résident dans les débouchés vers d'autres diplômes du degré tertiaire. Un peu moins des deux tiers des diplômés interrogés perçoivent un besoin d'action important ou très important à cet égard. Parmi les représentants des ES interrogés, environ trois quarts estiment que le besoin d'action portant sur la visibilité des ES auprès du grand public et de la société est important ou très important, ce besoin étant proportionnellement encore plus important pour les

cantons. Environ deux tiers des représentants des Ortra considèrent qu'il est essentiel d'agir sur la visibilité et la réputation des ES auprès du grand public et de la société.

Besoin d'action concernant la visibilité, les débouchés et les atouts

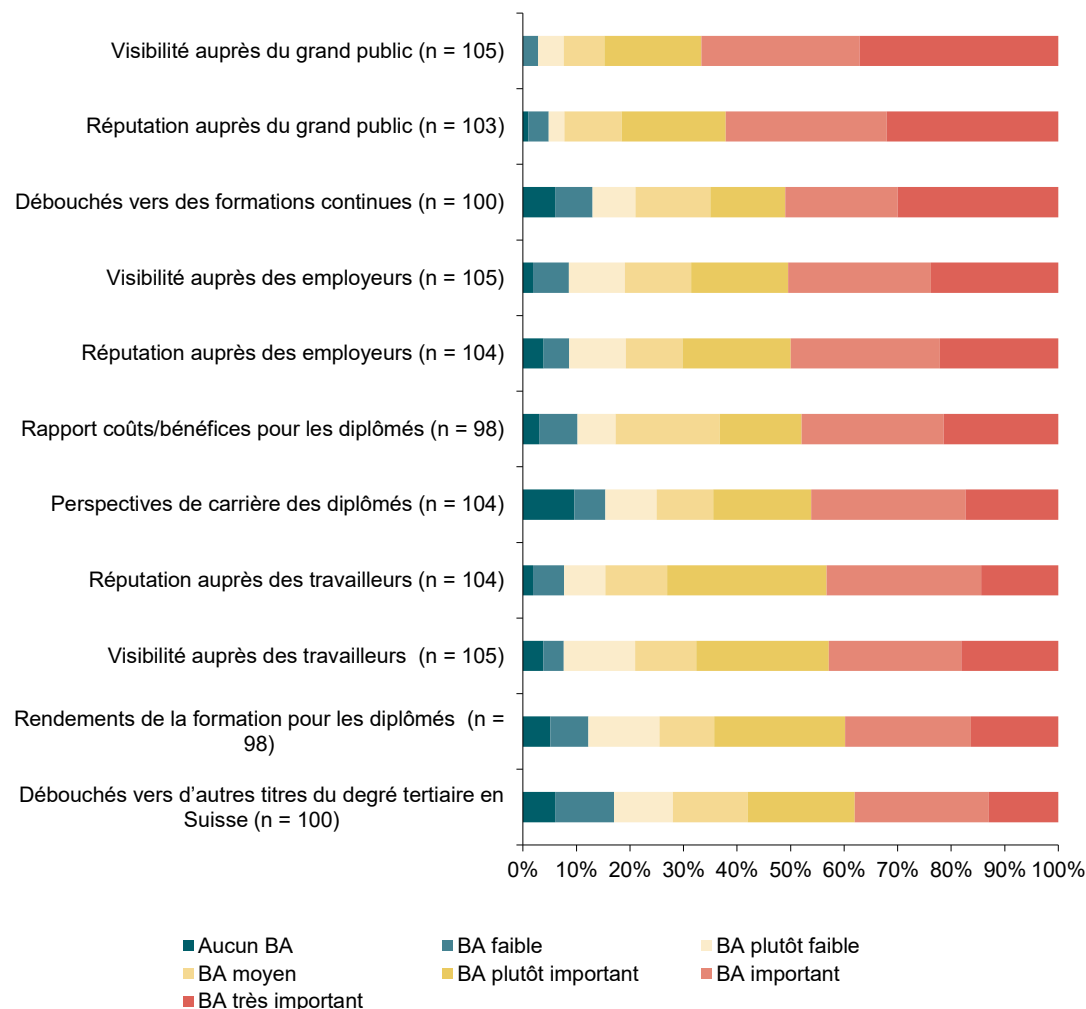


Figure 11 : Besoin d'action concernant la visibilité, les débouchés et les atouts des ES au niveau national. Aspects triés par grand et très grand besoin d'action. La question a été posée à tous les groupes d'intérêts dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes. BA = besoin d'action. Source : enquête econcept.

Les priorités des différentes régions linguistiques sont similaires pour la Suisse alémanique et la Suisse romande : ici aussi, près des deux tiers et environ quatre cinquièmes des personnes interrogées ont respectivement identifié un besoin d'action important à très important en termes de visibilité auprès du grand public et de la société. En revanche, les quelques personnes interrogées en Suisse italienne estiment que le besoin d'action est équitablement important sur trois points : en termes de visibilité et de réputation auprès des employeurs, ainsi que de possibilités de carrière pour les diplômés. Toutes les personnes interrogées ont indiqué pour chaque point un besoin d'action important ou très important.

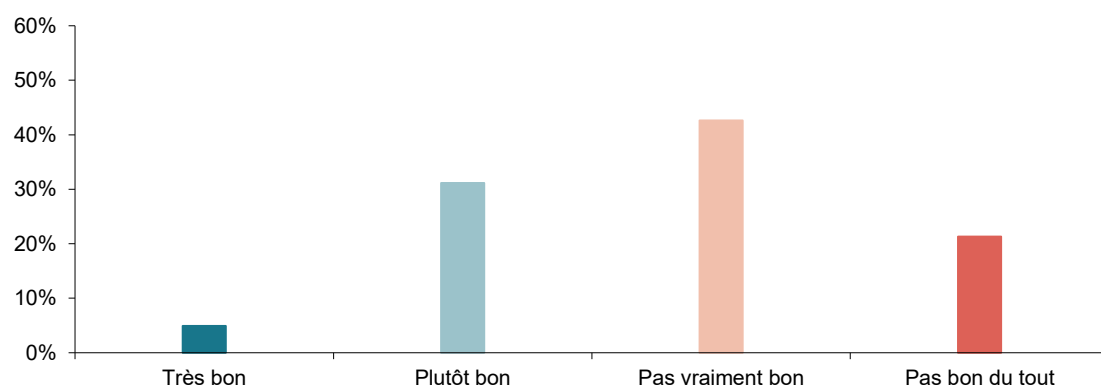
La majorité des domaines confirment le tableau général selon lequel la réputation et la visibilité des ES auprès du grand public et de la société constituent un problème. Les personnes interrogées des domaines Technique et Social identifient le plus grand besoin d'action au niveau de la visibilité des ES auprès du grand public et de la société, tandis que les personnes interrogées des domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management ainsi que Trafic et transports l'identifient en ce qui concerne la réputation auprès du grand public et de la société. Les personnes interrogées du domaine Arts visuels, arts appliqués et design identifient un besoin d'action important ou très important, tant en termes de visibilité que de réputation auprès du grand public et de la société. Trois domaines font toutefois état d'autres priorités : les personnes interrogées du domaine Économie estiment que le plus grand besoin d'action se situe au niveau de la visibilité auprès des employeurs, les personnes interrogées du domaine Santé au niveau des rendements de la formation, et les personnes interrogées du domaine Agriculture et économie forestière au niveau des débouchés vers d'autres diplômes du degré tertiaire.

L'enquête orale complémentaire ainsi que les entretiens exploratoires confirment la grande importance de la visibilité et de la réputation des ES et contribuent à identifier le grand besoin d'action identifié à cet égard. Par exemple, l'enquête orale montre que la visibilité des ES et leur réputation sont liées. Il y est fait référence à des domaines et à des filières de formation suffisamment connus et reconnus sur le marché du travail national correspondant. Dans le même temps, les ES sont souvent confondues avec les HES par divers acteurs sociaux ou politiques, et d'après les résultats de l'enquête orale et des entretiens exploratoires, les différences entre les deux ne sont pas assez claires. Les profils des ES et des EP/EPS se rejoignent également, notamment parce que les écoles proposent parfois des cours préparatoires à des examens fédéraux et à des filières de formation ES en même temps. La réputation des ES en souffre en conséquence. Par rapport aux ES, les HES jouissent d'une marque (« Brand »), selon une personne interrogée lors d'un entretien exploratoire. Les entretiens du point de vue de la concurrence ont révélé l'existence d'un défi supplémentaire en matière de visibilité et de réputation des ES en raison de leurs différents niveaux de visibilité dans les régions linguistiques. En outre, les services RH des grandes entreprises suisses comptent souvent des décideurs internationaux qui ne connaissent pas du tout le diplôme ES. Les possibilités de carrière des diplômés des ES s'en trouvent également limitées en conséquence, selon les indications tirées de l'enquête orale. Selon les personnes interrogées dans le cadre des entretiens du point de vue de la concurrence et des entretiens exploratoires, un besoin d'action apparaît également en ce qui concerne le manque de débouchés des ES vers les HES. Lors d'un entretien exploratoire, une personne interrogée justifie également ces déclarations en expliquant que les HES décident des admissions sur la base de l'autonomie que la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE) leur attribue.

5.1.3 Besoin d'action concernant le positionnement des EPD ES

Les EPD ES sont présentes dans de nombreux domaines et sont notamment très courantes dans les domaines Santé et Économie (cf. aussi chapitre 2.2)⁵⁰. Le positionnement national de ces EPD ES est évalué plutôt négativement dans les enquêtes menées. La majorité des représentants des ES, des Ortra, des cantons et de l'ODEC, qui ont fourni des informations dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, les considèrent d'un œil critique. Seul un tiers des personnes interrogées estime que le positionnement des EPD ES était plutôt bon à très bon (cf. Figure 12).

Positionnement national des EPD ES



econcept

Figure 12 : Évaluation du positionnement national des EPD ES. La question a été posée à tous les groupes d'intérêts dans le cadre de la partie écrite de l'enquête en plusieurs étapes, à l'exception des diplômés. n = 61. Source : enquête econcept.

Parmi les groupes d'intérêts, les cantons en particulier ne s'expriment pas positivement sur le positionnement national des EPD ES. Seuls quelques représentants cantonaux interrogés le considèrent comme plutôt bon. L'ODEC, à qui la question a été posée au nom des diplômés, estime également que le positionnement des EPD ES n'est pas du tout bon. Un bon tiers des représentants des ES considèrent le positionnement des EPD ES comme plutôt bon à très bon. Le positionnement national des EPD ES a obtenu le meilleur score parmi les Ortra, dont près de la moitié l'a jugé plutôt bon.

Par région linguistique, les personnes interrogées de Suisse alémanique et de Suisse romande ont tendance à évaluer le positionnement national des EPD ES de manière plus critique que les représentants de Suisse italienne : en Suisse alémanique, seul un tiers environ le considère comme plutôt bon à très bon, contre un peu plus d'un tiers en Suisse romande. Les quelques personnes interrogées de Suisse italienne, en revanche, ont tendance à considérer le positionnement national des EPD ES comme plutôt bon à très bon.

⁵⁰ Dans l'enquête en plusieurs étapes, des ES des domaines Technique, Économie, Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, Santé, Arts visuels, arts appliqués et design indiquent proposer elles-mêmes des EPD ES.

Les domaines comptant de nombreux diplômés ont tendance à mieux évaluer les EPD ES que les autres domaines. Plus ou moins la moitié des personnes interrogées dans chacun des domaines Santé, Technique et Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management considèrent le positionnement des EPD ES comme plutôt bon ou – dans de rares cas – très bon. Dans les domaines Économie et Social, les parts correspondantes représentent environ un tiers des personnes interrogées. Dans le domaine Arts visuels, arts appliqués et design, seules quelques personnes interrogées considèrent le positionnement des EPD ES comme bon. Ce n'est le cas de personne dans les domaines Trafic et transports ainsi qu'Agriculture et économie forestière, probablement en raison de l'absence d'offres correspondantes.

Lors de l'enquête orale complémentaire et des entretiens exploratoires, certaines critiques ont également été formulées à l'encontre des EPD ES et, dans certains cas, un besoin d'action important a été identifié concernant le positionnement des EPD ES. Il est souligné que celles-ci ne sont pas concrètes en termes de systématique de formation et qu'elles constituent un produit ambigu entre la formation continue et un diplôme formel à titre protégé. Le fait que les EPD ES soient considérées comme formation continue et soient pourtant reconnues par la Confédération est considéré comme problématique. Lors d'un entretien exploratoire, la procédure de reconnaissance des EPD ES a également été évaluée de manière critique. Cependant, cette personne ajoute que les EPD ES sont utiles en vue d'approfondir ou d'élargir les connaissances. Selon les entretiens du point de vue de la concurrence, dans lesquels les EPD ES sont perçues de manière moins critique, ces offres des ES sont donc considérées comme une bonne alternative à un cursus postgrade dans une haute école. Par rapport aux études postgrades dans les hautes écoles, les EPD ES n'ont pas de prétention à un fondement scientifique.

5.2 Approfondissement par domaine

5.2.1 Technique

Le domaine Technique est l'un des domaines où le besoin d'action en ce qui concerne le positionnement national des ES est le plus important. Près des trois quarts des 23 personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes considèrent le besoin d'action général comme important à très important. Les membres des groupes de réflexion accordent également une attention particulière au positionnement national. Selon les participants aux groupes de réflexion, le passage des HES dans le domaine des hautes écoles a créé un vide dans la formation professionnelle supérieure que les ES auraient pu combler. Cependant, le fait que les ES sont trop peu connues et sont même perçues comme inférieures aux HES est considéré comme un problème. Conformément aux résultats de l'enquête en plusieurs étapes, qui identifie le besoin d'action le plus important au niveau de la visibilité des ES auprès du grand public et de la société et – dans une moindre mesure – au niveau de la réputation auprès du grand public et de la société, les groupes de réflexion dans le domaine Technique identifient également le besoin d'action

le plus important pour le positionnement national au niveau de la visibilité des ES auprès du grand public et de la société.

Dans le domaine Technique, la visibilité des ES auprès des employeurs varie d'une région à l'autre. Selon les participants au groupe de réflexion en Suisse alémanique – en particulier les Ortra et les écoles – les diplômés ES sont très appréciés, surtout dans le monde des PME. Cependant, plus une entreprise est grande et active au niveau international, moins elle connaît les diplômés ES, selon les représentants des entreprises. Les participants au groupe de réflexion en Suisse romande expriment un avis contraire : pour eux, les diplômés ES jouissent d'une trop faible visibilité, surtout auprès des PME. Selon les participants au groupe de réflexion, un meilleur positionnement est important dans la mesure où il améliorerait davantage les perspectives de carrière des diplômés, bien que les rendements de formation pour un cursus ES dans le domaine Technique soient déjà élevés.

Dans le domaine Technique, la coordination des formations ES avec d'autres offres de formation est d'une grande importance. Le positionnement des ES ne peut se faire indépendamment du reste de la FPS, mais doit être considéré dans le contexte global de la FPS, qui comprend également les EPD ES. Selon le groupe de réflexion alémanique, les titres EPD ES en particulier sont souvent source de confusion, car ces diplômés ne peuvent pas être catégorisés. Les candidats potentiels trouveraient également plus intéressant le fait de suivre une formation continue dans une HES – comme un CAS ou un MAS. Bien que leur niveau soit comparable à celui des EPD ES, elles permettent toutefois, en fonction de la formation continue suivie, d'indiquer un titre de master comme diplôme.

5.2.2 Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management

Le domaine Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management attribue un plus faible besoin d'action en ce qui concerne le positionnement national des ES par rapport aux autres domaines. Selon l'enquête en plusieurs étapes, près des deux tiers des 13 personnes interrogées dans ce domaine considèrent que le besoin d'action général sur le positionnement national est important à très important. Le besoin d'action général en ce qui concerne le positionnement national est également important pour les participants au groupe de réflexion, notamment en raison de l'image parfois peu positive de la branche.

Dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, le domaine identifie le plus grand besoin d'action au niveau de la réputation des ES auprès du grand public et de la société, suivi de la réputation des ES auprès des employés. Selon le groupe de réflexion, la réputation des ES auprès du grand public et de la société ainsi que la réputation auprès des employés représentent les besoins d'action les plus importants. Pour les employeurs de la branche, cependant, le positionnement des ES est bon et le besoin d'action faible. L'attractivité de la formation professionnelle, y compris de la FPS, doit être mieux reconnue et valorisée, en particulier par le grand public et la société. Pour ce faire, il faudrait que le système de formation professionnelle se voie de nouveau accorder une plus grande importance sur le plan politique. Il convient également de mettre un terme à la tendance à l'académisation

(gymnase puis université). Les jeunes ainsi que leurs parents doivent être convaincus que les études en ES sont un bon investissement. La situation est toutefois aggravée par le fait que le secteur de l'hôtellerie et, dans une moindre mesure, le tourisme en général sont confrontés à un problème de reconnaissance ou d'image dans la société. Cela se reflète aussi en partie dans la réputation des formations.

Les débouchés vers des formations complémentaires, y compris dans les HES constituent un autre champ d'action central : selon le groupe de réflexion, les diplômés ES sont souvent admis dans une haute école uniquement sur dossier, ce malgré les compétences existantes et une bonne aptitude pour les filières de formation correspondantes⁵¹. Selon un employeur actif à l'échelle internationale, qui a également été interrogé individuellement, les débouchés vers des formations complémentaires tels qu'un MBA doivent également être améliorés⁵². Enfin, selon le groupe de réflexion, il faut aussi agir sur le marché du travail : les employeurs doivent aussi proposer aux diplômés ES des possibilités de carrière appropriées, en fonction des compétences acquises avec un diplôme ES.

5.2.3 Économie

En ce qui concerne le besoin d'action en termes de positionnement national, le domaine Économie se situe dans la moyenne par rapport aux autres domaines. Dans l'enquête en plusieurs étapes, bien deux tiers des 16 personnes interrogées du domaine Économie considèrent que le besoin d'action général en matière de positionnement national est important à très important. Selon les participants au groupe de réflexion, ce grand besoin d'action est principalement dû au fait que les ES représentent une offre centrale du système de formation au degré tertiaire pour les personnes sans maturité. En outre, un meilleur positionnement des ES est particulièrement important pour les prestataires de formation privés, car les formations ES constituent un produit important de leur portefeuille d'offres.

Selon l'enquête en plusieurs étapes, pour le domaine Économie, le besoin d'action le plus important pour le positionnement national des ES se situe au niveau de la visibilité auprès des employeurs en Suisse. Cependant, selon le groupe de réflexion, il faut s'attendre à des différences de perception des formations entre les différentes branches. Le positionnement des diplômés ES vis-à-vis des employeurs s'avère difficile, notamment en ce qui concerne les diplômés des formations économiques, car ce domaine est très hétérogène. En outre, le diplôme d'économiste d'entreprise dipl. ES laisse beaucoup d'options ouvertes. Il manque donc une « marque » claire. À cela s'ajoute le fait que la visibilité des ES diffère selon la taille de l'entreprise, ce qui est également lié à la différence d'importance que les entreprises accordent aux ES : les grandes entreprises ont davantage besoin de personnes titulaires d'un diplôme délivré par une haute école, alors que les PME sont plus susceptibles de faire appel à des diplômés ES. En revanche, le titre

⁵¹ Selon les personnes interrogées lors de l'enquête orale, l'une des difficultés est que les HES sont libres de réglementer à leur gré l'admission des diplômés ES. Certaines ES ont désormais fixé des réglementations avec quelques HES.

⁵² Cet entretien a été réalisé dans le cadre des entretiens sur le positionnement international (cf. chapitre 1.4).

d'économiste d'assurance dipl. ES est spécifiquement adapté au secteur des assurances et est connu comme tel par les employeurs dans le contexte national. L'employeur actif à l'échelle internationale et ayant été interrogé individuellement⁵³ le confirme : dans le contexte national du secteur des assurances, le titre est connu et reconnu. Le diplôme ES est important, car il permet d'acquérir des compétences pratiques et les bases juridiques nationales importantes dans le domaine des assurances.

5.2.4 Agriculture et économie forestière

Dans le domaine Agriculture et économie forestière, le besoin d'action en ce qui concerne le positionnement national des ES est estimé comme étant comparativement moindre que dans d'autres domaines. Dans l'enquête en plusieurs étapes, près de la moitié des sept personnes interrogées du domaine Agriculture et économie forestière considèrent que le besoin d'action général pour le positionnement national est important à très important.

Selon l'enquête en plusieurs étapes, le domaine Agriculture et économie forestière estime que le besoin d'action le plus important en matière de positionnement national se situe au niveau des débouchés vers d'autres diplômes du degré tertiaire. Cette évaluation n'est pas partagée dans les entretiens menés. Les participants au groupe de réflexion en Suisse romande identifient un besoin d'action particulier au niveau de la visibilité des diplômes ES, parfois insuffisante auprès des employeurs. De plus, les employeurs ne connaissent pas toujours la valeur de la formation. Dans les cas extrêmes, cela oblige un agrotechnicien dipl. ES à passer en plus un EP. Le marché du travail dans le domaine agricole a toutefois besoin de diplômés ES. Par conséquent, le groupe de réflexion souligne également que les rendements de formation des diplômés ES restent élevés tout au long de leur carrière.

5.2.5 Santé

Le domaine Santé est caractérisé par une perception hétérogène du besoin d'action en ce qui concerne le positionnement national des ES. Dans l'enquête en plusieurs étapes, c'est le domaine qui identifie le plus grand besoin d'action pour le positionnement national. Plus de quatre cinquièmes des 15 personnes interrogées dans le domaine Santé considèrent le besoin d'action général concernant le positionnement national comme important à très important. Cependant, en fonction du groupe d'intérêts et de la région linguistique, les opinions sont divisées entre les participants des groupes de réflexion : les représentants des Ortra sont plutôt d'avis que les ES sont généralement très bien positionnées dans le domaine Santé. D'autres participants pensent que le positionnement est un sujet important, notamment en raison du rôle important des ES dans le domaine de la santé, et qu'il devrait être renforcé. Selon le groupe de réflexion correspondant en Suisse romande, il est certes nécessaire d'agir, mais cela n'est pas trop urgent⁵⁴. Le fait que les études en soins infirmiers en Suisse romande se situent au niveau des HES est décisif. C'est pourquoi les

⁵³ Cet entretien a été réalisé dans le cadre des entretiens sur le positionnement international (cf. chapitre 1.4).

⁵⁴ Au Tessin, comme en Suisse alémanique, il existe une concurrence entre ES et HES, mais les diplômes sont complémentaires. Depuis un certain temps, la collaboration s'est accrue – notamment dans le domaine de la formation continue.

ES proposent principalement des filières de formation dans le domaine de la santé comptant un faible nombre d'étudiants. Cela explique également pourquoi l'importance des ES en Suisse romande dans le domaine Santé est plutôt faible.

L'enquête en plusieurs étapes dans le domaine Santé révèle que les rendements de la formation pour les diplômés constituent le domaine qui nécessite le plus grand besoin d'action en ce qui concerne le positionnement national des ES. Les possibilités de carrière pour les diplômés, la visibilité et la réputation auprès du grand public et de la société ainsi que les débouchés vers d'autres diplômes du degré tertiaire sont également largement cités comme des champs d'action centraux. Selon les participants aux groupes de réflexion, le fait que le plus grand besoin d'action concerne les rendements de la formation est plutôt surprenant : l'augmentation proportionnelle des salaires après l'obtention du diplôme est une chose, cependant, une question plus centrale encore est le salaire pendant la formation ES, car celui-ci détermine souvent si les candidats ont les moyens de poursuivre la formation en question. Selon le groupe de réflexion en Suisse alémanique, les possibilités de carrière pour les diplômés sont tout aussi importantes. Les diplômés dénoncent notamment le manque de possibilités de formation continue dans la profession et le fait que les ES risquent d'être considérées comme une voie à sens unique. Un besoin urgent d'action est également identifié en ce qui concerne les débouchés vers d'autres formations continues ou sur d'autres diplômes du degré tertiaire. La perméabilité doit être améliorée. En Suisse romande, la visibilité de certaines professions certifiées par un diplôme ES auprès des employeurs, des employés et du grand public est également critiquée.

5.2.6 Social et formation des adultes

En ce qui concerne le besoin d'action identifié, le domaine Social et formation des adultes se situe dans la moyenne par rapport à d'autres domaines. Près des deux tiers des onze personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes considèrent que le besoin d'action général en matière de positionnement national est important à très important. Les groupes de réflexion accordent également une grande importance au positionnement national des ES pour leur domaine. Selon certains des participants, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée serait encore plus marquée sans les ES et nécessiterait des spécialistes à différents niveaux (p. ex. EP/EPS, ES, CFC, AFP). Toutefois, il est essentiel d'améliorer le positionnement des ES pour accroître les compétences professionnelles (p. ex. en matière d'éducation de l'enfance), pour que les ES gagnent en visibilité et pour affiner les niveaux des différentes voies de formation. En Suisse romande notamment, la question se pose également de savoir si la proportion actuelle de spécialistes qualifiés titulaires d'un diplôme ES ou HES répond aux besoins des employeurs, une cohérence accrue des filières de formation étant également exigée. Les personnes de Suisse romande considèrent que le besoin d'action est globalement moins urgent.

Selon l'enquête en plusieurs étapes, le plus grand besoin d'action en termes de positionnement national dans le domaine Social et formation des adultes se situe au niveau

de la visibilité auprès du grand public et de la société. Le plus souvent, les besoins d'action considérés comme importants ou très importants sont la réputation des ES auprès du grand public et de la société, la visibilité des ES parmi les employés et les débouchés vers d'autres diplômes du degré tertiaire. Toujours selon les groupes de réflexion, les ES ne sont pas assez connues dans la population, ainsi que, dans une certaine mesure, dans le système social et parmi les employeurs. La réputation et la visibilité des diplômes ES doivent être renforcées, il conviendrait notamment de mettre l'accent sur la forte employabilité des diplômés ES⁵⁵. Les possibilités de formation continue et les débouchés après l'ES constituent une autre thématique importante. Il manque d'une part des formations continues formelles : actuellement, ces possibilités pour les diplômés existent presque exclusivement dans le domaine des examens fédéraux, les EPD ES étant très spécialisées ou n'existant presque plus. Les hautes écoles ont un avantage concurrentiel évident avec leurs formations continues. D'autre part, la perméabilité des ES vers le degré tertiaire A est encore insuffisante : bien que les diplômés ES qui souhaitent étudier dans une HES ne se voient pas fondamentalement refuser l'accès, mais celui-ci leur est rendu plus difficile – par exemple par la reconnaissance d'une seule année.

5.2.7 Arts visuels, arts appliqués et design

Le domaine Arts visuels, arts appliqués et design est l'un de ceux qui considèrent que le positionnement national des ES a le plus besoin d'action. Huit répondants sur neuf dans ce domaine considèrent que le besoin d'action général pour le positionnement national est important à très important.

Dans l'enquête en plusieurs étapes, le besoin d'action le plus important en ce qui concerne le positionnement national est perçu par les représentants du domaine Arts visuels, arts appliqués et design au niveau de la visibilité et de la réputation des ES auprès du grand public et de la société. Selon les participants au groupe de réflexion, les ES sont trop peu connues du grand public, mais aussi des employeurs, et leur réputation est trop faible. Il leur manque actuellement un profil clair et une visibilité au sein des offres de formation. La dénomination des offres de formation est également peu idéale, car les termes « ES » et « HES » sont source de confusion. Outre la visibilité et la réputation, les participants au groupe de réflexion identifient également un grand besoin d'action en termes de débouchés vers d'autres diplômes du degré tertiaire. Actuellement, ces débouchés diffèrent selon la pratique des HES et sont donc arbitraires.

5.2.8 Trafic et transports

Le domaine Trafic et transports, pour lequel seules quelques personnes ont été interrogées et aucun groupe de réflexion n'a été organisé en raison du peu de filières de formation et de diplômes, attribue le plus faible besoin d'action au positionnement national par rapport

⁵⁵ Selon le groupe de réflexion, la Suisse alémanique est également trop peu sensibilisée à la possibilité d'entreprendre des études en ES pour les personnes en reconversion professionnelle. Il s'agit ici d'une caractéristique particulière du domaine Social et formation des adultes : dans de nombreux autres domaines, cette possibilité n'existe pas, alors qu'ici, il est souhaitable de pouvoir attirer des personnes d'horizons différents.

aux autres domaines. Ainsi, dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, seul un répondant sur trois considère que le besoin d'action général en ce qui concerne le positionnement national des ES est important à très important. Dans l'enquête en plusieurs étapes, les quelques représentants du domaine Trafic et transports identifient le plus grand besoin d'action au niveau de la visibilité et la réputation des ES auprès du grand public et de la société, ainsi que de la visibilité et de la réputation auprès des employés.

5.3 Bilan – Positionnement national des ES

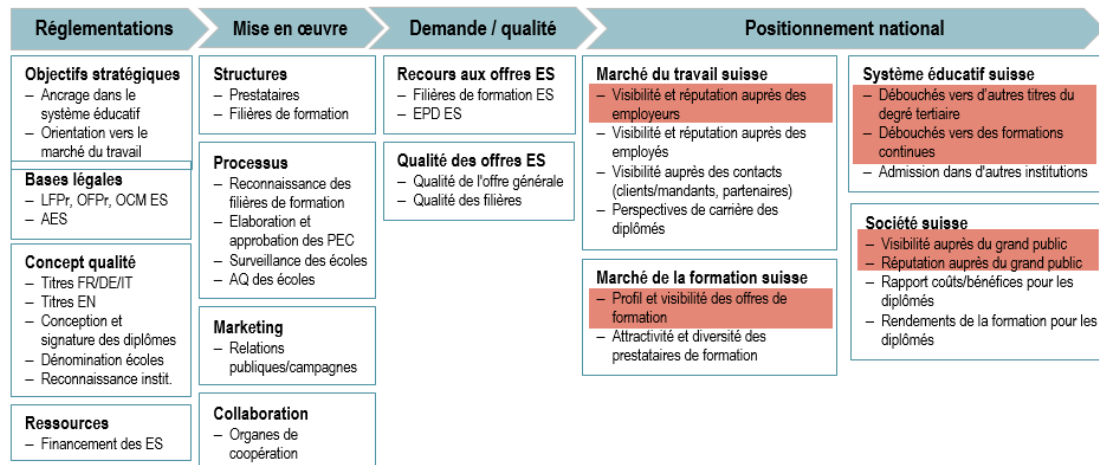
Pour ce qui est du positionnement des ES en Suisse, la plupart des groupes d'intérêts, toutes les régions linguistiques et tous les domaines identifient un besoin d'action important. Un besoin d'action très important est identifié principalement par les ES et les domaines Arts visuels, arts appliqués et design ainsi que Technique. Du point de vue des domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management et Économie, le besoin d'action concernant le positionnement national des ES est un peu moins important.

Dans l'ensemble, des priorités similaires peuvent être observées en ce qui concerne les aspects critiques du positionnement national des ES : le plus grand besoin d'action en matière de positionnement national concerne la visibilité et la réputation des ES – en particulier auprès du grand public et de la société. De nombreuses personnes interrogées considèrent le besoin d'action sur la visibilité et la réputation des ES auprès du grand public et de la société comme important à très important. En outre, une majorité des personnes interrogées perçoivent des lacunes dans la visibilité des ES sur le marché du travail. En particulier, le besoin d'action sur la visibilité et la réputation des ES auprès des employeurs est largement considéré comme important à très important. Le troisième champ d'action le plus urgent pour le positionnement national sont les débouchés vers d'autres formations. En particulier, la perméabilité vers d'autres formations complémentaires, y compris les diplômes du degré tertiaire A, est souvent considérée comme insuffisante.

Le manque de visibilité des ES auprès du grand public et sur le marché du travail est souvent attribué au profil parfois flou des offres de formation des ES. Il est fait référence à la fois à la délimitation peu claire par rapport aux offres de formation des HES, ainsi que des EP et EPS, et au chevauchement des offres des différents prestataires. Le profil et le positionnement des EPD ES sont également perçus de manière critique. En ce qui concerne les débouchés vers des formations complémentaires, l'accent est mis avant tout sur l'accès problématique aux formations HES.

La figure suivante illustre les champs d'action les plus urgents pour le positionnement national des ES :

Champs d'action les plus urgents



econcept

Figure 13 : Synthèse des champs d'action les plus urgents en ce qui concerne le positionnement national.

La visibilité et la réputation des ES auprès du grand public ainsi qu'auprès des employeurs sont considérées comme le plus grand besoin d'action par presque tous les groupes d'intérêts, régions linguistiques et domaines. Dans certains cas, ces derniers estiment que le besoin d'action est tout aussi important sur d'autres questions, notamment au niveau des débouchés vers d'autres formations, et parfois aussi des possibilités de carrière après une formation ES. Les débouchés constituent une priorité en particulier pour les diplômés et les représentants de la concurrence. Les domaines Santé, Social et formation des adultes ainsi que Arts visuels, arts appliqués et design y attachent également une grande importance. Seuls certains domaines tels qu'Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management identifient un très grand besoin d'action au niveau de la visibilité et de la réputation parmi les employés.

6 Perception du positionnement international

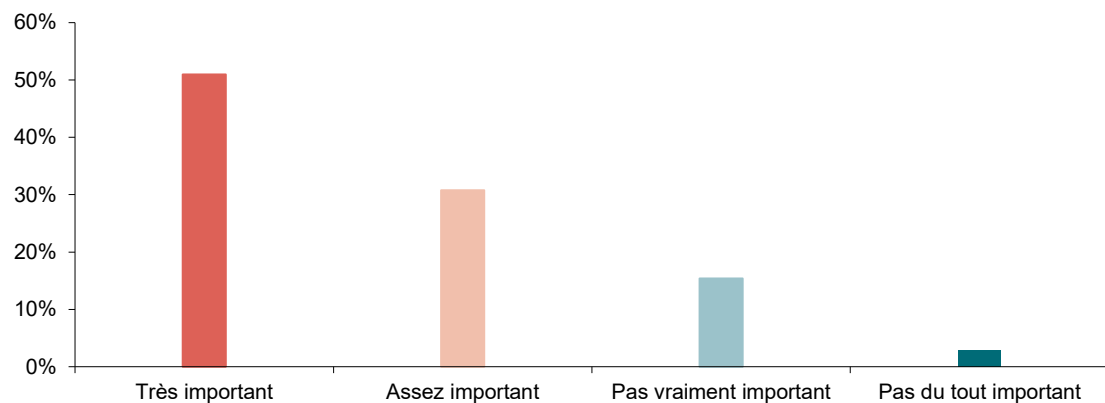
Le positionnement international des ES est une question importante depuis plusieurs années, en particulier pour les prestataires de formation et plusieurs branches. Les enquêtes systématiques réalisées soulignent les différences en termes d'importance pour les différents groupes d'intérêts et domaines. Le plus grand besoin d'action se manifeste au niveau de la visibilité des ES sur le marché du travail étranger ainsi que de l'admission et des débouchés dans des systèmes de formation étrangers.

6.1 Large état des lieux

6.1.1 Importance du positionnement international

Le positionnement international des ES est également considéré comme étant d'une grande importance. La majorité des enquêtes réalisées le considèrent comme significatif. Environ la moitié des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes considèrent que le positionnement international est très important, un autre tiers le considérant comme plutôt important (cf. Figure 14). Seul un peu moins d'un cinquième des personnes interrogées le classe comme étant plutôt sans importance ou pas du tout important.

Importance du positionnement international



econcept

Figure 14 : Importance du positionnement international des ES. La question a été posée à tous les groupes d'intérêts dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes. n = 104. Source : enquête econcept.

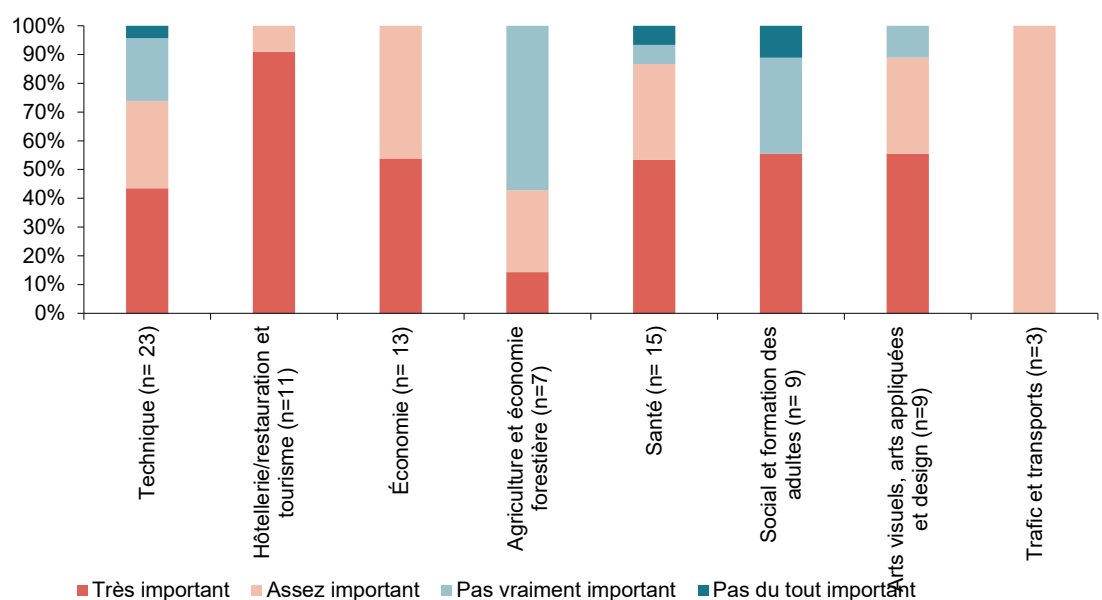
On relève peu de différences selon les groupes d'intérêts. Tous les groupes d'intérêts interrogés attachent une grande importance au positionnement international des ES : l'écrasante majorité des représentants des ES et des cantons le considèrent comme très important ou assez important. Un peu moins souvent, mais tout de même près des trois

quarts des représentants des Ortra interrogés attachent également une importance assez élevée ou très élevée au positionnement international des ES.

L'importance du positionnement international des ES est soulignée de manière égale dans les trois régions linguistiques. La grande majorité des personnes interrogées dans chacune des régions le considèrent comme plutôt assez ou très important.

La plupart des domaines considèrent également que le positionnement international des ES est assez ou très important (cf. Figure 15). Une plus grande proportion de personnes interrogées pour lesquelles le positionnement international n'est pas important se trouvent principalement dans les domaines Agriculture et économie forestière, Social et formation des adultes, et Technique.

Importance du positionnement international par domaine



econcept

Figure 15 : Importance du positionnement international des ES par domaine. Source : enquête econcept.

Selon les informations tirées de l'enquête orale et des entretiens exploratoires, le positionnement international des ES est important dans tous les domaines, en particulier dans les pays européens. Pour certaines personnes interrogées dans les domaines Économie et Technique, les autres pays anglo-saxons sont également importants. Dans le domaine Hôtellerie, le monde entier est important, en particulier l'Asie, mais aussi les pays arabes. Dans les différents domaines (notamment Technique⁵⁶), l'orientation internationale diffère selon les branches. Dans d'autres domaines (notamment Santé), le positionnement international des ES est important non seulement pour les personnes qui quittent la Suisse, mais aussi pour celles qui viennent de l'étranger. Le positionnement international est

⁵⁶ Le domaine de l'informatique a tendance à avoir une orientation internationale plus forte que, par exemple, le secteur de la construction.

également important lorsque des employés étrangers travaillent en Suisse pour une entreprise internationale.

6.1.2 Besoin d'action général au niveau du positionnement international

Le positionnement international des ES est également évalué de manière plutôt critique dans son ensemble. Comme pour le positionnement national, les personnes interrogées dans le cadre des enquêtes menées considèrent également le besoin d'action pour le positionnement international comme important⁵⁷. Là encore, environ quatre cinquièmes des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes identifient un besoin d'action important à très important (cf. Figure 16). Les personnes interrogées qui identifient un besoin d'action très important représentent un bon tiers.

Besoin d'action concernant le positionnement international

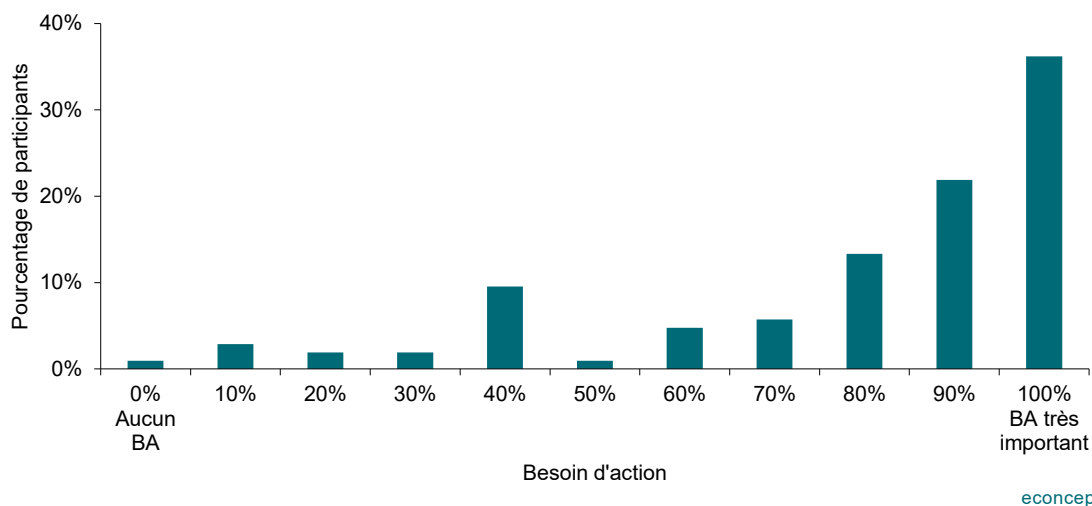


Figure 16 : Besoin d'action concernant le positionnement international. La question a été posée à tous les groupes d'intérêts dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes. n = 105. Source : enquête econcept.

Parmi tous les groupes d'intérêts interrogés, une majorité qualifie d'important à très important le besoin d'action sur le positionnement international. Près de la moitié des représentants des ES interrogés, en particulier, identifient un très grand besoin d'action. En outre, environ un tiers des représentants cantonaux et des diplômés ainsi qu'un quart des Ortra considèrent que le besoin d'action est très important.

Par région linguistique, le besoin d'action est considéré comme très important en particulier en Suisse italienne : les quelques personnes interrogées de Suisse italienne considèrent que le besoin d'action en matière de positionnement international des ES est très important. Un bon tiers des Suisses alémaniques interrogés identifient également un très grand besoin d'action, contre un bon quart des Suisses romands.

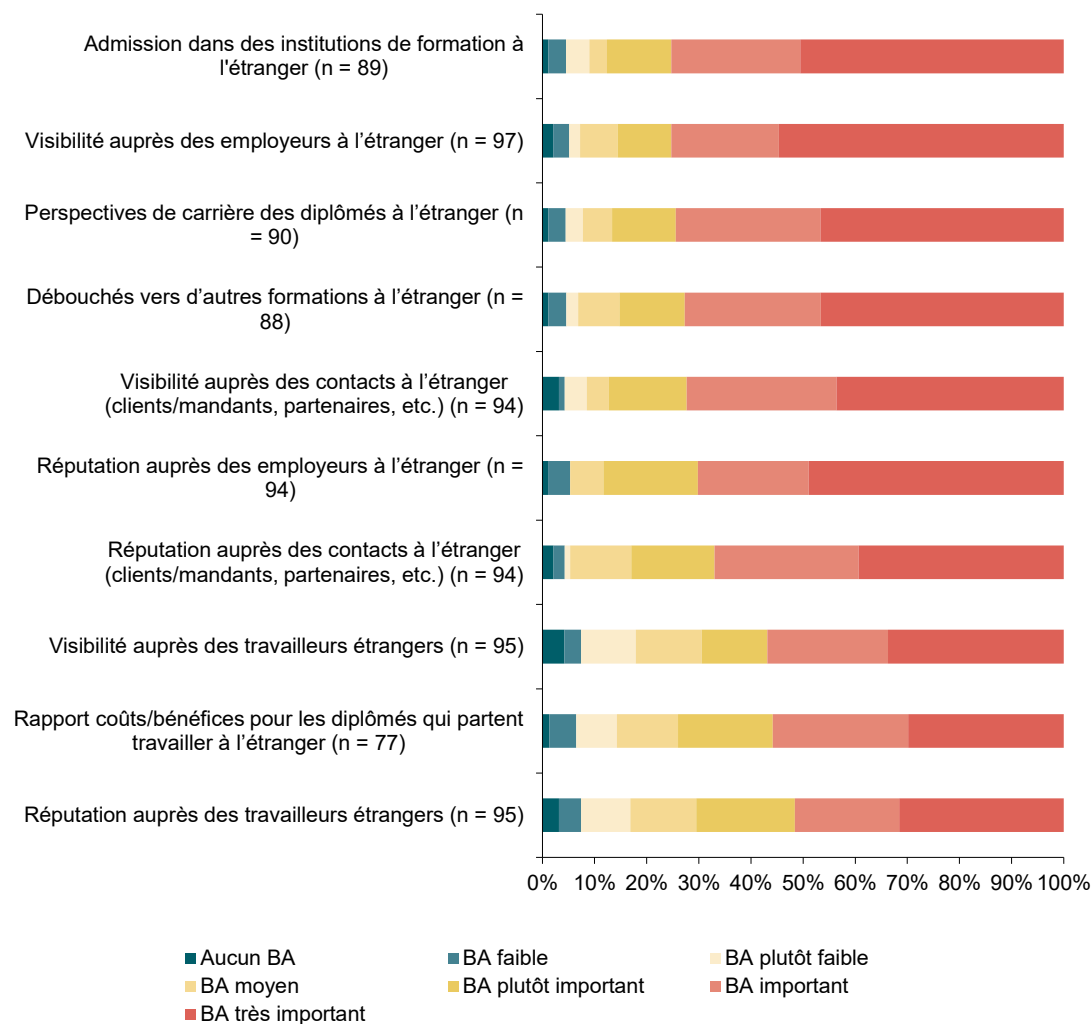
⁵⁷ Dans les autres enquêtes menées dans le cadre du large état des lieux, aucune évaluation générale du besoin d'action concernant le positionnement national n'a été demandée.

Par domaine, presque toutes les personnes interrogées des domaines Arts visuels, arts appliqués et design, Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, Économie et Santé identifient un grand ou très grand besoin d'action concernant le positionnement international. Dans les domaines Social, Agriculture et économie forestière, Technique et Trafic et transports, une bonne majorité des personnes interrogées sont du même avis.

6.1.3 Besoin d'action concernant la visibilité, les débouchés et les atouts des ES

En ce qui concerne la visibilité, les débouchés et les atouts des ES au niveau international, on constate également un besoin d'action diversifié (cf. Figure 17). Pour tous les aspects du positionnement international, au moins la moitié des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes identifient un besoin d'action important à très important. Dans l'ensemble, le besoin d'action est estimé être encore plus grand que pour le positionnement national, ce que confirment également diverses déclarations orales.

Besoin d'action sur la visibilité, les débouchés et les atouts des ES



econcept

Figure 17 : Besoin d'action concernant la visibilité, les débouchés et les atouts des ES au niveau international. Aspects triés par grand et très grand besoin d'action. La question a été posée à tous les groupes d'intérêts dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes. BA = besoin d'action. Source : enquête econcept.

Le besoin d'action le plus urgent est identifié dans le domaine de l'admission dans les institutions de formation à l'étranger, de la visibilité auprès des employeurs à l'étranger et également en ce qui concerne les possibilités de carrière des diplômés à l'étranger : environ trois quarts des personnes interrogées identifient un besoin d'action important à très important dans ces domaines. Le besoin d'action le moins important concerne la réputation auprès des employés étrangers, mais encore une bonne moitié des personnes interrogées considèrent que le besoin d'action est grand ou très grand.

Selon les groupes d'intérêts, on distingue différentes priorités en ce qui concerne le plus grand besoin d'action en matière de positionnement international des ES. Les Ortra identifient le besoin d'action le plus important au niveau de la réputation auprès des employeurs à l'étranger et des possibilités de carrière des diplômés à l'étranger – c'est le

cas d'environ quatre cinquièmes des personnes interrogées, qui considèrent le besoin d'action comme important ou très important. Pour les représentants des ES, la priorité est la visibilité auprès des employeurs à l'étranger. Environ trois quarts des personnes interrogées estiment que le besoin d'action au niveau de la visibilité auprès des employeurs à l'étranger est important à très important. Du point de vue des cantons, le plus grand besoin d'action se situe dans le domaine de l'admission dans les institutions de formation à l'étranger. Environ quatre cinquièmes des personnes interrogées partagent ce point de vue. Les diplômés expriment plusieurs priorités. La grande majorité d'entre eux identifient un grand ou très grand besoin d'action au niveau de la visibilité auprès des employeurs étrangers, l'admission dans les institutions de formation à l'étranger et les débouchés vers d'autres formations à l'étranger.

Dans les régions linguistiques, des évaluations similaires du plus grand besoin d'action sont observées en Suisse alémanique et en Suisse romande. En Suisse alémanique, en particulier – pour environ trois quarts des personnes interrogées – un besoin d'action important à très important est identifié au niveau de la visibilité des ES auprès des employeurs étrangers et de l'admission dans les institutions de formation à l'étranger. En Suisse romande, plus des deux tiers des personnes interrogées identifient également un grand ou très grand besoin d'action au niveau de la visibilité et de la réputation auprès des employeurs à l'étranger. En Suisse italienne, cependant, le besoin d'action se manifeste au niveau des possibilités de carrière des diplômés à l'étranger.

Selon les domaines, le tableau concernant le plus grand besoin d'action est très varié. Les personnes interrogées du domaine Économie identifient des besoins d'action similaires à divers aspects : en termes de visibilité et de réputation auprès des employeurs, de connaissance des contacts à l'étranger, d'admission dans les institutions de formation et de débouchés sur d'autres formations. Les personnes interrogées du domaine Technique estiment que le plus grand besoin d'action se situe au niveau de la visibilité auprès des employeurs et des contacts à l'étranger. Les personnes interrogées du domaine Trafic et transports identifient ce besoin au niveau de la visibilité auprès des employeurs étrangers et de la réputation des employeurs. Pour les personnes interrogées dans les domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management ainsi qu'Agriculture et économie forestière, il s'agit des débouchés sur d'autres formations, pour les personnes interrogées dans le domaine Santé, il s'agit des possibilités de carrière pour les diplômés, pour les personnes interrogées du domaine Social, il s'agit de la réputation auprès des employeurs et pour les personnes interrogées dans le domaine Arts visuels, arts appliqués et design, il s'agit de l'admission dans les institutions de formation.

Selon les déclarations issues de l'enquête orale, des entretiens du point de vue de la concurrence et des entretiens exploratoires, il y a également un grand besoin d'action en ce qui concerne la visibilité internationale des diplômés ES et de tous les diplômés de la FPS. Les personnes interrogées soulignent toutefois que le positionnement international est très important pour certains domaines, mais pas pour d'autres. Selon l'enquête orale, la réputation de la formation ou du diplôme ES auprès du grand public, ainsi que parmi les employés et les employeurs, dépend fortement de sa visibilité. Le constat est également

valable au niveau international. Les possibilités de carrière des diplômés ES à l'étranger en dépendent à leur tour. Selon diverses personnes, le besoin d'action n'est pas seulement dû à la méconnaissance des diplômes et des titres, mais surtout à un système de degré tertiaire B⁵⁸ qui est généralement totalement inconnu à l'étranger, qui n'est pas compatible avec le système de Bologne et qui, contrairement à l'étranger, ne repose pas sur la reconnaissance institutionnelle des institutions de formation. La question de savoir si les CNC et CEC sont utiles à cet égard est jugée de différentes manières. Selon une personne interrogée du point de vue de la concurrence, la question se pose de savoir si les mesures actuelles telles que la classification dans le CNC et la traduction anglaise fonctionnent réellement dans la pratique à l'étranger. Le CNC a éventuellement besoin de plus de temps avant d'être mieux connu au niveau européen.

6.1.4 Positionnement international en contexte

D'après les déclarations faites lors des entretiens du point de vue de la concurrence et des entretiens exploratoires, le positionnement international des ES doit être considéré et traité dans un contexte paneuropéen. Selon une personne interrogée dans le cadre des entretiens du point de vue de la concurrence, d'autres pays (p. ex. l'Allemagne) doivent faire face à des défis similaires, et la discussion doit également être envisagée à moyen terme dans le cadre des développements au sein du groupe de suivi de Bologne (BFUG)⁵⁹. Pour certains domaines, en particulier Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, les développements à l'étranger au-delà de l'Europe sont également importants.

6.2 Approfondissement par domaine

6.2.1 Technique

Dans le domaine Technique, le besoin d'action en ce qui concerne le positionnement international des ES est globalement moins important que pour le positionnement national. En ce qui concerne l'évaluation de l'importance du positionnement international, ce domaine se situe donc dans la moyenne par rapport aux autres domaines. Près des deux tiers des 23 personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes estiment que le besoin d'action en matière de positionnement international est important à très important. Les deux groupes de réflexion estiment qu'il est notamment nécessaire d'agir en ce qui concerne le positionnement national – sans toutefois ignorer les conséquences de l'internationalisation du marché du travail et de la formation. Cependant, en référence à la signification différente du positionnement international des ES pour les différentes branches, il est soutenu que l'amélioration du positionnement devrait être abordée en aval.

⁵⁸ Lors d'un entretien exploratoire, il a été souligné que cela était en contradiction avec le grand intérêt international pour la formation professionnelle initiale.

⁵⁹ Actuellement, les pays de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES) ont la possibilité d'intégrer des qualifications « short cycle » dans leur système national s'ils le souhaitent (BFUG 2018). Les programmes « short cycle » s'appuient sur un diplôme de degré secondaire II et comprennent généralement de 90 à 120 ECTS (EEES 2018).

Dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, le domaine Technique estime que le besoin d'action le plus important en ce qui concerne le positionnement international se situe au niveau de la visibilité auprès des employeurs à l'étranger et des contacts à l'étranger (clients, mandants, partenaires, etc.). Selon les groupes de réflexion, cela concerne essentiellement tous les pays dans lesquels les diplômés aimeraient travailler, mais surtout les pays voisins de la Suisse. Là aussi, les diplômés ES suisses ne sont souvent pas connus ou les compétences acquises avec le diplôme ne sont pas claires. Avec un Bachelor professionnel, il serait plus facile pour les diplômés de trouver un emploi à l'étranger. La traduction actuelle du titre en anglais est peu utile, car il s'agit d'une construction compliquée et incompréhensible.

6.2.2 Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management

Le domaine Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management est celui pour lequel le besoin d'action pour le positionnement international des ES est le plus important. Neuf dixièmes des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes estiment que le besoin d'action en ce qui concerne le positionnement international est important à très important. Selon le groupe de réflexion, la nécessité d'agir au niveau du positionnement international est également élevée, d'autant plus que les branches de l'hôtellerie et du tourisme ont une forte orientation internationale. Pour l'hôtellerie et le tourisme, tous les pays vers lesquels les gens voyagent et qui ne sont pas des zones de crise sont importants pour le positionnement international des ES : l'accent est mis sur l'Europe, l'Asie et l'Amérique. En ce qui concerne les débouchés vers d'autres formations, l'Europe occidentale et les États-Unis sont au premier plan. Pour les étudiants incoming, le marché asiatique est particulièrement important.

Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes identifient le besoin d'action le plus important en ce qui concerne le positionnement international au niveau des débouchés vers d'autres formations à l'étranger et de l'admission dans les institutions de formation à l'étranger. Outre les débouchés, le groupe de réflexion met également l'accent sur la visibilité auprès du grand public à l'étranger et des employeurs étrangers et a inclus les possibilités de carrière pour les diplômés. Selon le groupe de réflexion, le grand besoin d'action en matière de débouchés vers d'autres formations à l'étranger est notamment fondé sur la méconnaissance du titre anglais ou l'absence de bachelor. Le manque d'intégration dans le système de Bologne est également considéré de manière critique. Actuellement, malgré de bonnes aptitudes, il n'est souvent possible d'être admis à une formation à l'étranger que sur dossier. D'après le groupe de réflexion, la visibilité des ES à l'étranger est faible, c'est pourquoi il faut toujours fournir des explications détaillées à l'étranger. Selon l'employeur interrogé en complément, les diplômés ES dans le secteur de l'hôtellerie sont peu connus à l'étranger, cette méconnaissance augmentant avec la distanciation par rapport à la Suisse. L'École hôtelière suisse de Lucerne (SHL) bénéficie d'un certain niveau de reconnaissance, notamment grâce à la présence de directeurs d'hôtels suisses à l'étranger. Les diplômés suisses connus dans le secteur de l'hôtellerie sont alors principalement ceux des écoles

hôtelières avec un programme en anglais. En outre, l'École hôtelière de Lausanne (EHL), une HES, et d'autres écoles internationales en Suisse romande, dont la majorité ne sont ni des HES ni des ES, jouissent également d'un rayonnement international. Cette réputation repose aussi sur de solides réseaux d'anciens étudiants, présents dans le monde entier. La réputation des diplômés ES reste toutefois souvent limitée, notamment parce que la voie universitaire est culturellement privilégiée dans d'autres pays.

Le groupe de réflexion identifie un autre grand besoin d'action en matière de positionnement international dans la difficulté d'obtenir un permis de travail pour un stage ou un poste à l'étranger. Par exemple, certains pays ne délivrent pas de visa pour les stages si le stage ne fait pas partie d'un programme de bachelor. Le même problème se pose pour les personnes qui recherchent un emploi mais qui n'ont pas de diplôme de bachelor. Selon l'employeur interrogé en complément, il est possible qu'un diplômé ES se voit refuser certaines opportunités sur le marché du travail international en raison de son diplôme ES. Dans le travail quotidien, cependant, l'expérience professionnelle et la motivation sont particulièrement importantes, et un diplômé ES dispose d'un niveau élevé d'expérience pratique par rapport aux diplômés des hautes écoles.

6.2.3 Économie

Le domaine Économie est également l'un des domaines dans lesquels le besoin d'action en ce qui concerne le positionnement international des ES est jugé le plus important. Plus de quatre cinquièmes des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes considèrent ce besoin d'action comme important à très important. Selon le groupe de réflexion, un meilleur positionnement international est particulièrement important dans le domaine bancaire⁶⁰. Le secteur est fortement influencé par les grandes banques, qui accordent une grande importance aux diplômés internationaux. De plus, de nombreuses personnes travaillent pendant un certain temps dans l'une de ces banques au cours de leur carrière. D'une manière générale, il est toutefois aussi nécessaire de faire connaître les atouts des ES et du système éducatif suisse (p. ex. perméabilité élevée) au niveau international. Selon le groupe de réflexion, les pays avec lesquels la Suisse a conclu des traités ou des accords bilatéraux ou vers lesquels elle exporte beaucoup, tels que les pays voisins, les autres pays de l'UE, les États-Unis, la Chine et d'autres pays asiatiques émergents, présentent un intérêt particulier en termes de positionnement international.

Dans l'enquête en plusieurs étapes, le domaine Économie estime que le besoin d'action le plus important en matière de positionnement international se situe au niveau de la visibilité et de la réputation auprès des employeurs à l'étranger et des contacts à l'étranger (clients, mandants, partenaires, etc.). Une autre question urgente est celle des débouchés vers d'autres formations et de l'admission dans les institutions de formation étrangères. Selon le groupe de réflexion, expliquer le système éducatif suisse et plus particulièrement le diplôme ES à des contacts internationaux tels que les employeurs, les clients ou les partenaires s'avère toujours difficile, voire impossible. Selon l'employeur interrogé en

⁶⁰ En revanche, selon l'employeur interrogé en complément, le besoin d'action dans le domaine des assurances n'est pas très important, car les diplômés sont formés en particulier pour le marché suisse.

complément, expliquer le titre ES est surtout difficile en raison du manque de débouchés vers des systèmes existants. D'après le groupe de réflexion, des problèmes se posent également lorsque des professionnels des RH de l'étranger travaillent en Suisse. Comme ces derniers connaissent particulièrement bien les titres de renommée internationale tels que bachelor et master, il est difficile de se faire embaucher avec un diplôme ES dans de telles entreprises. Dans le secteur des assurances, cela est particulièrement évident dans le cas des réassureurs, car ils sont davantage orientés vers l'international et comptent plus d'expatriés parmi leur personnel que les compagnies d'assurance traditionnelles, qui sont souvent plus orientées vers le marché national. Toutefois, selon l'employeur interrogé en complément, les entreprises actives sur le plan international ont tendance à exiger les compétences des diplômés de master plutôt que celles des économistes d'assurance dipl. ES, dont les études se concentrent davantage sur les connaissances de base nécessaires pour travailler en Suisse (p. ex. les bases légales suisses).

6.2.4 Agriculture et économie forestière

Plus de la moitié des quelques personnes interrogées du domaine Agriculture et économie forestière estiment dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes que le besoin d'action pour le positionnement international est moyen à faible. Le besoin d'action est donc considéré comme plutôt faible par rapport aux autres domaines.

Selon l'enquête en plusieurs étapes, le besoin d'action le plus important en matière de positionnement international est identifié dans les débouchés vers d'autres formations à l'étranger. Cela est expliqué dans le groupe de réflexion par le fait que, par rapport aux diplômés HES, les diplômés ES ont moins d'opportunités de poursuivre leurs études et de trouver un emploi à l'étranger. Pour le groupe de réflexion, il est cependant clair que le positionnement national est bien plus important que le positionnement international. Toutefois, en raison de l'internationalisation croissante, il convient de suivre l'évolution de la situation internationale.

6.2.5 Santé

Au sein du domaine Santé, le positionnement international des ES est généralement perçu de manière hétérogène. Dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, la majorité des personnes interrogées dans le domaine Santé estiment que le besoin d'action est important à très important. Les chiffres ne sont que légèrement inférieurs à ceux du positionnement national ; environ quatre cinquièmes des 15 personnes interrogées estiment également qu'il y a un grand besoin d'action en ce qui concerne le positionnement international. Dans le groupe de réflexion, ce résultat étonne. Les représentants des Ortra, des ES et des entreprises en particulier sont d'avis que la priorité dans le domaine Santé est le positionnement à l'intérieur de la Suisse, alors que la mobilité internationale est plutôt une question marginale. Les relations avec les partenaires étrangers représentent probablement le plus grand défi, d'autant plus que les pays proposant uniquement des formations universitaires (p. ex., la Suède et la Grande-Bretagne) sont très sceptiques à l'égard des ES.

Selon l'enquête en plusieurs étapes, le besoin d'action le plus important dans le domaine Santé est identifié au niveau des possibilités de carrière pour les diplômés à l'étranger, suivi des débouchés vers d'autres formations à l'étranger. La majorité des membres du groupe de réflexion s'interrogent également sur ce point. Par exemple, les salaires inférieurs rendent l'expatriation peu attrayante, surtout dans le secteur des soins infirmiers. Lorsque des personnes se rendent à l'étranger, elles le font davantage pour des raisons personnelles et il s'agit alors d'individus isolés. Cependant, les diplômés participants réfutent ce point de vue. Ils ajoutent que pour certains domaines – comme l'analyse biomédicale –, aller à l'étranger est une bonne alternative pour bon nombre de diplômés en raison des possibilités limitées de formation continue en Suisse.

6.2.6 Social et formation des adultes

Dans le domaine Social et formation des adultes, un besoin d'action relativement faible est identifié pour le positionnement international. Seule la moitié environ des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes estiment que le besoin d'action est important à très important, celui-ci étant le plus souvent identifié au niveau de la visibilité et de la réputation des ES auprès des employeurs à l'étranger et des contacts à l'étranger. Ce tableau est également confirmé dans les groupes de réflexion : la mobilité à l'étranger dans le domaine Social et formation des adultes est raisonnable. Cela est probablement dû au fait que les salaires sont comparativement plus élevés en Suisse. Certains participants sont toutefois ambivalents à ce sujet : pour les étudiants des ES, il serait parfois souhaitable de pouvoir passer un semestre à l'étranger, par exemple. À cet égard, les ES montrent rapidement leurs limites et il y a de la marge pour accroître leur attractivité et améliorer leur visibilité et leur réputation. Toutefois, la majorité considère que la mobilité incoming en provenance des pays voisins est un sujet plus important – il est parfois difficile d'évaluer le niveau d'éducation et de formation des candidats étrangers en raison du manque de possibilités de comparaison.

6.2.7 Arts visuels, arts appliqués et design

Le domaine Arts visuels, arts appliqués et design est également divisé en matière de besoin d'action pour le positionnement international. Dans l'enquête en plusieurs étapes, la grande majorité des personnes interrogées considèrent le besoin d'action pour le positionnement international comme important à très important. Dans le groupe de réflexion, le positionnement international des ES est surtout considéré comme important dans les pays voisins, dans tout l'espace européen – en particulier en Grande-Bretagne – et dans une certaine mesure aux États-Unis. Cependant, le besoin d'action correspondant est mis en perspective : le positionnement international est nettement moins important que le positionnement national. Une autre raison à cela est que dans le domaine Arts visuels, arts appliqués et design, un portfolio est souvent plus important pour décrocher un poste dans une entreprise ou être admis dans une institution de formation qu'un diplôme.

Dans l'enquête en plusieurs étapes, les personnes interrogées identifient le plus grand besoin d'action au niveau de l'admission dans des institutions de formation à l'étranger.

De manière générale, le groupe de réflexion considère que le manque de visibilité du diplôme à l'étranger représente le besoin d'action le plus important. Dans le même temps, il met en perspective les résultats de l'enquête en plusieurs étapes : dans certains cas, les institutions de formation à l'étranger reconnaissent même plus les compétences liées à un diplôme ES que les institutions de formation en Suisse. La raison en est l'importance du portfolio.

6.2.8 Trafic et transports

Le domaine Trafic et transports, pour lequel seules des personnes individuelles ont été interrogées et pour lequel aucun groupe de réflexion n'a été organisé, attribue le plus faible besoin d'action au positionnement national par rapport aux autres domaines. Seule une personne sur trois estime que le besoin d'action concernant le positionnement international est important ou très important dans l'enquête en plusieurs étapes. Les personnes interrogées estiment que le plus grand besoin d'action se situe au niveau de la visibilité auprès des employés étrangers et de la réputation auprès des employeurs.

6.3 Bilan – Positionnement international des ES

Un grand besoin d'action a aussi été reconnu en ce qui concerne le positionnement international des ES. Compte tenu des différentes positions de départ et des besoins des divers groupes d'intérêts et domaines, le besoin d'action renvoie à de nombreux aspects du positionnement et apparaît donc très complet. Dans certains cas, il est également considéré plus important que pour le positionnement national. Ainsi, les personnes interrogées sont plus nombreuses à identifier un besoin d'action général très important pour le positionnement international des ES que pour le positionnement national. Une majorité des personnes interrogées critiquent également la visibilité, les débouchés et les atouts des ES sur la scène internationale dans tous les aspects relevés du positionnement.

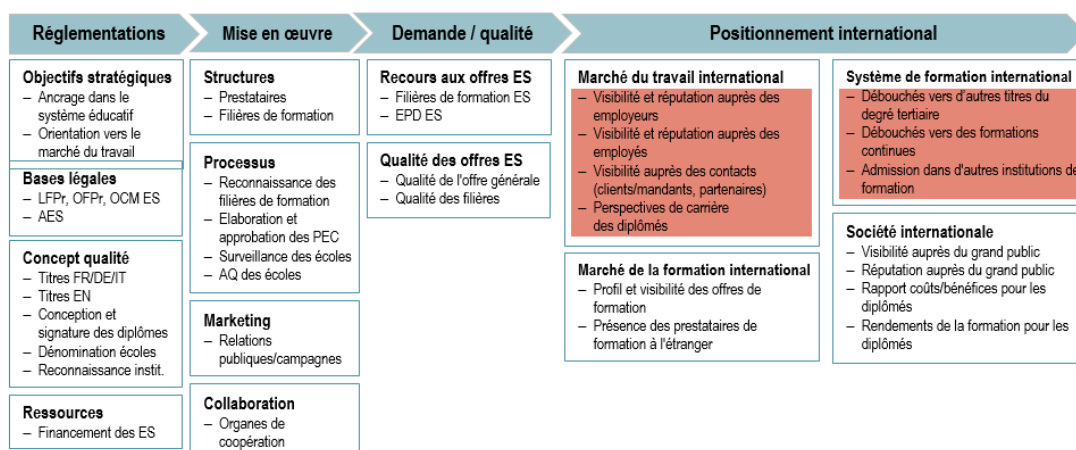
Dans le même temps, il est clair que le positionnement international a une signification différente pour chaque groupe d'intérêts et chaque domaine : il revêt une importance particulière pour le domaine Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, ainsi que le monde bancaire dans le domaine Economie. Alors que ces deux domaines en particulier et les ES accordent une grande priorité au positionnement international, les Ortra, les personnes interrogées de Suisse romande et d'autres domaines tels que Social et formation des adultes, Agriculture et économie forestière, Technique et Trafic et transports estiment que le besoin d'action à cet égard est un peu moins important. Toutefois, ces personnes interrogées reconnaissent elles aussi des lacunes importantes en termes de visibilité, de débouchés et d'atouts des ES sur le plan international.

En ce qui concerne le plus grand besoin d'action, différentes priorités ont été identifiées – en fonction de leurs différentes positions de départ et de l'orientation internationale variable – selon le groupe d'intérêts, la région linguistique ou le domaine. Les ES et les diplômés, les personnes interrogées de Suisse alémanique et romande, ainsi que les domaines

Économie, Technique, Social et formation des adultes, Trafic et transports identifient un besoin d'action, notamment au niveau de la visibilité et de la réputation des ES sur le marché du travail étranger. À l'instar du positionnement national, seul un besoin d'action relativement faible a été constaté en ce qui concerne les employés. Pour les Ortra, les quelques personnes interrogées de la Suisse italienne et le domaine Santé, les possibilités de carrière des diplômés à l'étranger sont la priorité. En revanche, les cantons et les domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management ainsi qu'Agriculture et économie forestière identifient le plus grand besoin d'action au niveau des systèmes de formation étrangers, notamment l'admission dans des institutions de formation et les débouchés vers d'autres formations. Le manque de visibilité des formations ES à l'étranger joue un rôle central dans le domaine Arts visuels, arts appliqués et design. Divers acteurs, dont les personnes interrogées du point de vue de la concurrence, soulignent aussi généralement le manque de visibilité du système de degré tertiaire B à l'étranger et son incompatibilité avec le système de Bologne.

La figure suivante illustre le besoin d'action le plus urgent concernant le positionnement international des ES :

Champs d'action les plus urgents



econcept

Figure 18 : Synthèse des champs d'action les plus urgents en ce qui concerne le positionnement international.

Les pays qui présentent un intérêt particulier en termes de positionnement international des ES varient selon les domaines, les pays situés en dehors de l'Europe jouant un rôle principalement dans les domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, et – pour les pays anglo-saxons – Économie et Technique. Les pays voisins de la Suisse, les autres États membres de l'UE, les États-Unis, la Chine et les pays asiatiques émergents occupent une place centrale. Outre l'accès fonctionnel aux marchés du travail et aux institutions de formation locales, la mobilité des travailleurs incoming en Suisse est également importante, notamment dans les domaines Santé, Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, ainsi que Social et formation des adultes. Les travaux visant à améliorer le positionnement international des ES doivent être coordonnés avec les développements de la politique de formation dans un contexte paneuropéen.

7 Perception des réglementations, de la mise en œuvre et de la qualité

De nombreuses interventions et discussions sur le positionnement des ES portent encore et toujours sur les réglementations actuelles ainsi que sur les processus et la qualité du système des ES. En matière de positionnement, les enquêtes systématiques révèlent un grand besoin d'action pour réglementer les attestations de qualité et le financement des ES, mais indiquent également des priorités fortement divergentes au sein du domaine des ES.

7.1 Large état des lieux

7.1.1 Besoin d'action concernant les réglementations sur les ES

Les prises de position, les articles et la motion 18.3240 de la conseillère aux États Anita Fetz (2018) traitent en particulier du titre (p. ex. économiste d'entreprise dipl. ES) ainsi que de la conception et de la signature du diplôme comme aspects centraux du positionnement. Le financement des ES fait également fréquemment l'objet de discussions. Les enquêtes réalisées soulignent l'importance des réglementations actuellement en vigueur pour le positionnement des ES et révèlent un grand besoin d'action. Compte tenu de tous les aspects abordés, l'enquête en plusieurs étapes révèle un besoin d'action important à très important par environ deux tiers de toutes les personnes interrogées (cf. Figure 19).

Besoin d'action concernant les réglementations

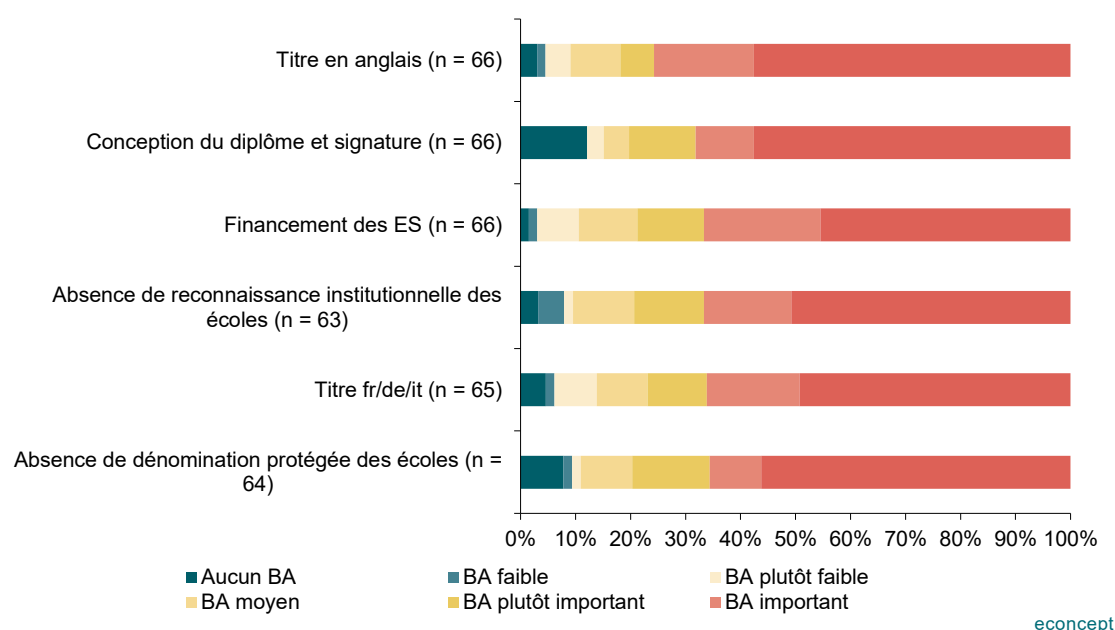


Figure 19 : Besoin d'action concernant les réglementations. Aspects triés par grand et très grand besoin d'action. La question a été posée aux représentants des Ortra et des ES ainsi qu'aux membres du groupe d'accompagnement. BA = besoin d'action. Source : enquête econcept.

Le plus grand besoin d'action est identifié au niveau du financement des ES, suivi de près par les dénominations des titres en anglais. Un nombre pratiquement similaire de personnes interrogées perçoit également un grand à très grand besoin d'action en ce qui concerne la conception et la signature des diplômes, le manque de reconnaissance institutionnelle des écoles, le manque de dénomination protégée des écoles ainsi que les titres en allemand, français et italien. Les personnes interrogées qui attribuent une grande importance au positionnement international (catégories de réponse « très important » et « assez important » dans la Figure 14), perçoivent notamment les titres en anglais de manière plus critique et identifient le plus grand besoin d'action à cet égard : les trois quarts de ces personnes considèrent le besoin d'action par rapport aux titres en anglais comme important à très important – contre près des deux tiers de l'ensemble des personnes interrogées.

La perception du plus grand besoin d'action varie selon les groupes d'intérêts : plus de la moitié des Ortra interrogées identifient un besoin d'action important à très important au niveau de la conception et de la signature des diplômes. Les résultats sont presque similaires pour le besoin d'action sur les diplômes dans les langues nationales. Parmi les représentants des ES interrogés, le financement des ES en particulier est jugé insatisfaisant – environ quatre cinquièmes d'entre eux considèrent qu'il y a un grand ou très grand besoin d'action. Le tableau est plus ambigu pour les cantons : la moitié des cantons considèrent que le besoin d'action en ce qui concerne les titres en anglais, la conception et la signature des diplômes, le manque de dénomination protégée des écoles, le manque de reconnaissance institutionnelle des écoles et le financement des ES est important à très important. Selon l'ODEC, qui a été interrogée au nom des diplômés en ce qui concerne les volets réglementations, mise en œuvre et qualité des ES, le plus grand besoin d'action concerne les titres en anglais, la conception et la signature des diplômes et le manque de dénominations protégées.

On constate également quelques différences en termes de priorités par région linguistique, notamment entre la Suisse alémanique et la Suisse romande : deux tiers des personnes interrogées en Suisse alémanique considèrent que le besoin d'action le plus important concerne les titres de diplôme en anglais. En revanche, un peu plus des deux tiers des personnes interrogées en Suisse romande identifient un grand ou très grand besoin d'action au niveau du financement des ES. Les quelques personnes interrogées en Suisse italienne considèrent également le besoin d'action sur les titres en anglais et le financement des ES comme important à très important.

Dans cinq des huit domaines, le financement des ES constitue le plus grand besoin d'action. En particulier, les domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, Social et formation des adultes ainsi que Trafic et transports mettent l'accent sur le financement des ES. Dans d'autres domaines, le besoin d'action est tout aussi important ou très important sur plusieurs aspects, notamment sur le financement des ES. Les personnes interrogées dans les domaines Technique ainsi qu'Agriculture et économie forestière font chacune référence à trois aspects : les titres actuels, le financement des ES et le manque de reconnaissance institutionnelle, ainsi que la conception et la signature du

diplôme, le manque de dénomination protégée des écoles et le financement des ES. Les personnes interrogées du domaine Santé identifient le plus grand besoin d'action sur deux aspects : les titres en anglais ainsi que la conception et la signature du diplôme. Enfin, les personnes interrogées du domaine Économie identifient le plus grand besoin d'action dans le manque de reconnaissance institutionnelle des écoles, et les personnes interrogées du domaine Arts visuels, arts appliqués et design dans les titres en anglais.

Dans les déclarations orales faites dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, le besoin d'action identifié est souligné et situé à de nombreux égards. Concernant le financement des ES, la critique principale qui ressort de l'enquête orale est que le financement par l'AES n'est pas transparent et que les contributions que les étudiants doivent financer eux-mêmes changent presque chaque année. Cela entraîne des incertitudes en termes de planification pour toutes les parties concernées et rend le pilotage plus difficile. Il est également souligné que le principe d'équivalence fiscale n'est pas respecté. La Confédération et les cantons participent financièrement, mais ne font que superviser et ne se sentent pas responsables du contenu des formations ES. En outre, les domaines sont traités de manière inégale, certains étant plus subventionnés que d'autres. Lors de l'enquête orale et des entretiens exploratoires, certaines personnes ont donc demandé l'ajout d'un complément au titre du diplôme afin de préciser qu'il s'agit d'un diplôme fédéral (« diplôme fédéral ... ES ». Il ressort également que de nombreuses personnes interrogées aimeraient des titres anglais plus facilement compréhensibles : l'actuel (« Advanced Federal Diploma of Higher Education in ... ») est considéré comme trop long⁶¹. Selon certaines des personnes interrogées, un classement plus officiel des diplômes est également souhaitable. D'autres, en revanche, soulignent que l'emblème de la Confédération aurait des effets systémiques, en ce sens que la Confédération serait seule responsable des diplômes ES et que les cantons perdraient en importance. En ce qui concerne la protection des dénominations, certaines personnes interrogées sont d'avis qu'une forme de reconnaissance des ES est nécessaire. Les personnes interrogées du point de vue de la concurrence identifient le plus grand besoin d'action au niveau de la reconnaissance institutionnelle des écoles, qui fait actuellement défaut. Enfin, l'enquête orale et les entretiens exploratoires ont également permis d'identifier un besoin d'action au niveau des bases légales⁶² : certaines demandes n'auraient pas pu être mises en œuvre dans le cadre de la révision de l'OCM ES, car une ordonnance ne l'aurait pas permis. Certaines voix isolées souhaitent ainsi que les ES ne soient plus réglementées dans le cadre de la LFPr, qui se concentre sur la formation professionnelle initiale, mais dans le cadre d'une base légale indépendante.

7.1.2 Besoin d'action concernant la mise en œuvre et la qualité des ES

Des aspects souvent discutés du positionnement des ES sont également : les processus d'élaboration des plans d'études cadres par les organes responsables, l'approbation des

⁶¹ Dans le même temps, une personne estime que les titres en anglais sont plus parlants – du moins dans son domaine – que les titres en allemand.

⁶² L'enquête en plusieurs étapes n'a pas abordé spécifiquement le besoin d'action concernant chaque base légale (LFPr, OFPr, OCM ES, etc.).

plans d'études cadres et la reconnaissance des filières de formation par le SEFRI, la révision des PEC tous les sept ans, l'assurance qualité par les écoles et la surveillance par les cantons. La collaboration entre les ES et les Ortra ainsi que la collaboration des différents acteurs avec la Confédération font également l'objet de discussions. En outre, la qualité générale de l'offre des ES, la qualité des filières de formation individuelles et la demande des étudiants font l'objet de débats.

Par rapport aux réglementations actuelles, les enquêtes menées identifient un besoin d'action nettement moindre en ce qui concerne les processus existants et la qualité des ES. Dans l'enquête en plusieurs étapes, le plus grand besoin d'action est observé au niveau de la demande des étudiants pour l'offre de formation ES (cf. Figure 20). Environ un tiers de toutes les personnes interrogées identifient un besoin d'action important à très important à cet égard. Le besoin d'action concernant l'assurance qualité par les écoles est considéré comme le moins critique par un bon huitième des personnes interrogées.

Besoin d'action concernant les processus et la qualité

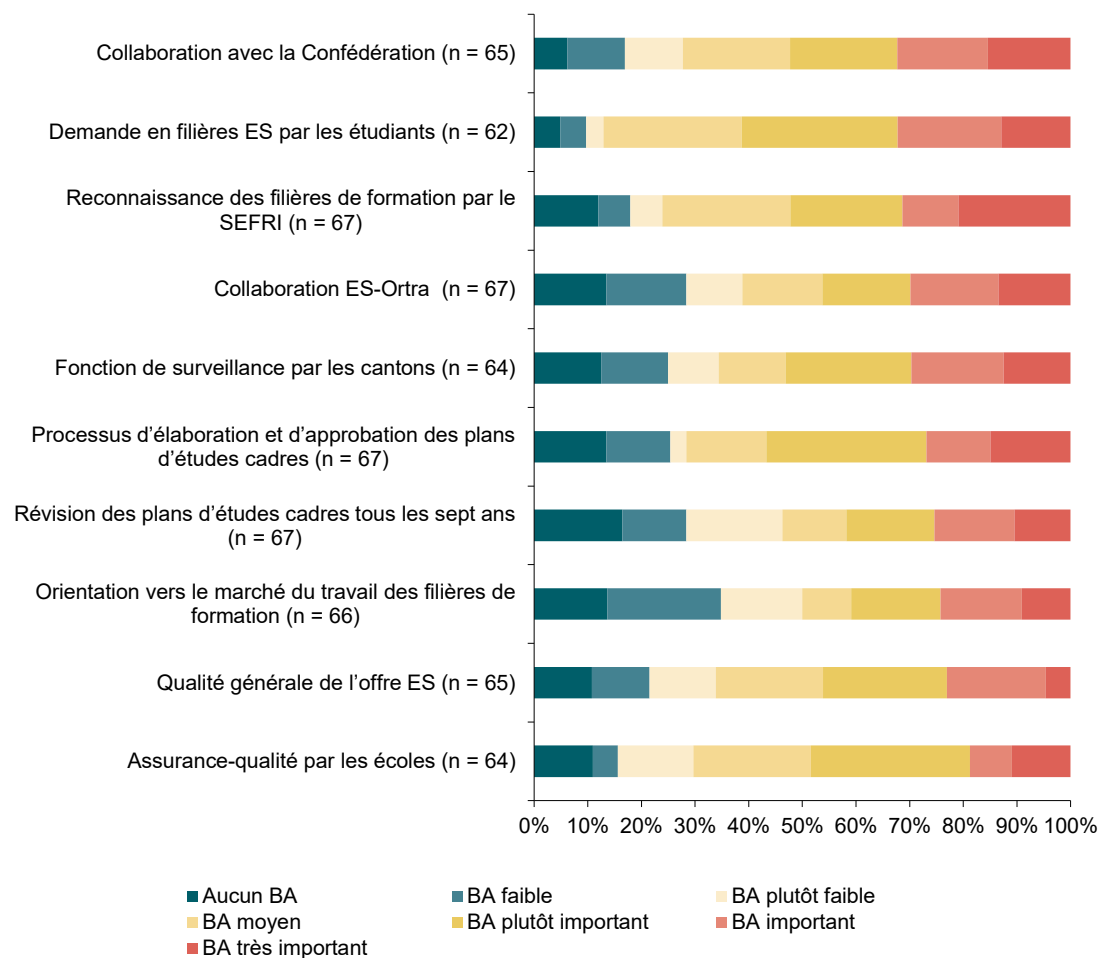


Figure 20 : Besoin d'action concernant les processus et la qualité des ES. Aspects triés par grand et très grand besoin d'action. La question a été posée aux représentants des Ortra et des ES ainsi qu'aux membres du groupe d'accompagnement. BA = besoin d'action. Source : enquête econcept.

On retrouve des priorités similaires chez les personnes qui considèrent l'importance du positionnement international des ES comme plutôt grande à très grande : un grand à très grand besoin d'action est identifié d'une part en ce qui concerne la collaboration avec la Confédération et, d'autre part, en ce qui concerne la demande des étudiants pour les offres de formation des ES – cela est également reconnu par un tiers des personnes interrogées.

Les groupes d'intérêts pondèrent différemment le besoin d'action concernant les processus et la qualité, du moins en partie. Les Ortra et les ES constatent un besoin d'action plutôt important sur divers aspects, mais les Ortra n'identifient aucun besoin d'action sur presque autant d'aspects. Avec environ un tiers des personnes interrogées chacun, les deux groupes estiment que le plus grand besoin d'action se situe au niveau de la demande des étudiants pour les offres de formation ES. En outre, les Ortra perçoivent la reconnaissance des filières de formation par le SEFRI comme le domaine où le besoin d'action est le plus urgent – également dans environ un tiers des cas. À leur tour, les représentants cantonaux interrogés identifient un besoin d'action moyen sur de nombreux aspects. Ils identifient le plus grand besoin d'action au niveau de la fonction de surveillance exercée par les cantons. Environ deux tiers d'entre eux considèrent le besoin d'action comme important à très important. L'ODEC, à qui la question a été posée au nom des diplômés, identifie pratiquement sans exception un besoin d'action faible à moyen.

Les avis sur le besoin d'action sur les processus et la qualité diffèrent également selon les régions linguistiques. En Suisse alémanique, un besoin d'action moyen ou plutôt important est identifié pour de nombreux aspects. Aucune tendance claire ne ressort en ce qui concerne le plus grand besoin d'action. Un peu plus d'un tiers des personnes interrogées identifient un grand ou un très grand besoin d'action au niveau de la demande des étudiants pour les offres de formation ES, suivies de près par près d'un tiers des personnes interrogées qui identifient notamment un grand ou un très grand besoin d'action au niveau de la reconnaissance des filières de formation par le SEFRI, la collaboration avec la Confédération et la fonction de surveillance des cantons. En Suisse romande et italienne, le besoin d'action tend à être légèrement plus important qu'en Suisse alémanique : les deux tiers des personnes interrogées en Suisse romande identifient un grand ou très grand besoin d'action en ce qui concerne la collaboration entre les ES et les Ortra. La qualité est également plus souvent un problème qu'en Suisse alémanique. En Suisse italienne – contrairement à l'ensemble des personnes interrogées – le plus grand besoin d'action est identifié par les personnes interrogées au niveau de l'assurance qualité par les écoles.

Selon les domaines, les besoins d'action les plus importants en matière de processus et de qualité sont très divers⁶³. La demande des étudiants pour les offres de formation ES constitue le plus grand besoin d'action pour les personnes interrogées dans les domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management ainsi que Trafic et transports – ce dernier domaine identifiant un besoin d'action tout aussi important au niveau de la mise en œuvre de l'orientation des filières de formation vers le marché du travail. La collaboration avec la Confédération est le plus souvent mentionnée par les personnes interrogées des

⁶³ La proportion de personnes interrogées qui expriment un besoin d'action important ou très important sur les aspects susmentionnés varie également beaucoup entre les différents domaines – contrairement à de nombreuses autres questions.

domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, ainsi que Social et formation des adultes. Pour les personnes interrogées du domaine Santé, la fonction de surveillance des cantons représente le plus grand besoin d'action. Les personnes interrogées dans les domaines Technique et Économie considèrent la reconnaissance des filières de formation par le SEFRI comme nécessitant le plus grand besoin d'action. La collaboration entre les ES et les Ortra représente le besoin d'action le plus important pour les personnes interrogées dans le domaine Agriculture et économie forestière. Les personnes interrogées dans le domaine Santé estiment que le processus d'élaboration et d'approbation des plans d'études cadres représente le plus grand besoin d'action.

En ce qui concerne la demande pour les offres de formation ES, l'enquête orale a mis en évidence le risque que les étudiants se dirigent de plus en plus vers les HES pour diverses raisons (p. ex., titres, coûts, débouchés). Cependant, il est également souligné que le nombre d'étudiants des ES reste stable. C'est pourquoi les personnes interrogées dans le cadre des entretiens du point de vue de la concurrence estiment que la demande des étudiants pour les offres de formation ES est bonne. Une faiblesse identifiée, et donc un besoin d'action en matière de qualité, est le manque de comparabilité nationale des niveaux des diplômes des filières de formation ES – par rapport à l'examen professionnel fédéral qui dispose lui d'une norme uniforme. Selon certaines personnes ayant répondu à l'enquête orale, le faible besoin d'action au niveau de l'assurance qualité par les écoles s'explique par l'influence du marché. Si la qualité ne suit pas, le marché punit les écoles – certaines personnes ont mentionné l'existence de « moutons noirs » et des différences de qualité parfois importantes entre les ES (notamment dans les domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, Technique). Certains représentants des Ortra sont plutôt critiques à l'égard de la surveillance cantonale des écoles, en particulier dans le cas des écoles à portée suprarégionale. En ce qui concerne la reconnaissance des filières de formation par le SEFRI, certaines personnes interrogées dans le cadre de l'enquête orale ont notamment jugé de manière critique l'inclusion d'experts éloignés des organes responsables, la longueur des procédures, la recertification insuffisamment réglementée et le rôle insuffisant des prestataires de formation – d'autant plus que la Commission fédérale des écoles supérieures (CFES) a été supprimée fin 2019.

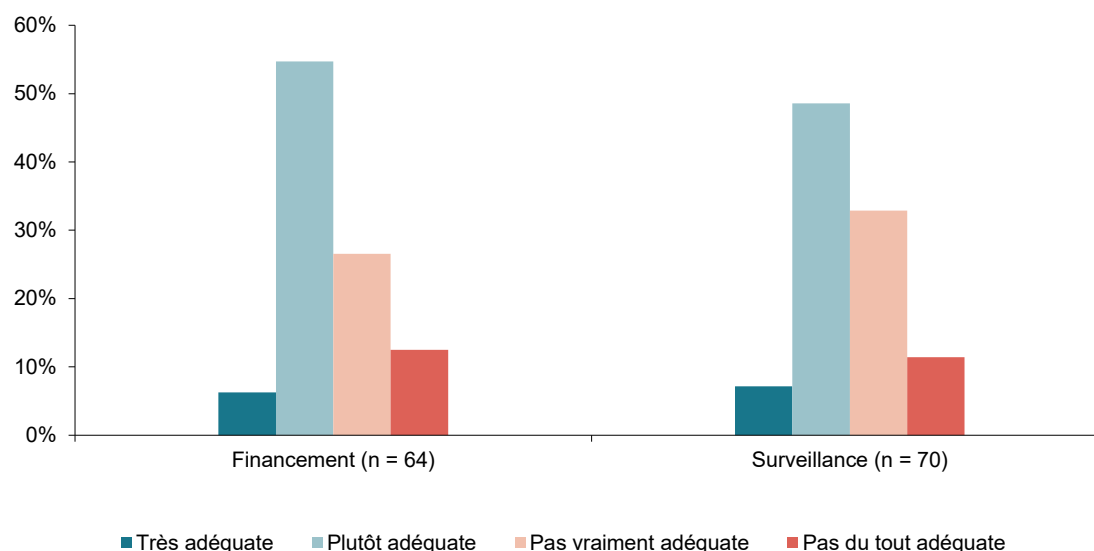
La collaboration au sein du système des ES est également abordée à plusieurs reprises. Ainsi, dans l'enquête orale, dans les entretiens exploratoires et dans les entretiens du point de vue de la concurrence, il est souligné à plusieurs reprises que les acteurs des ES sont confrontés à un défi particulier en raison de la grande hétérogénéité. Une plus grande coordination en termes d'assurance qualité est recommandée. Selon leurs représentants interrogés oralement, la coopération entre les ES et l'Ortra fonctionne bien dans la plupart des domaines ou est actuellement renforcée à la suite de la révision de l'OCM ES, malgré les préoccupations et les opinions parfois différentes des deux groupes d'intérêts (bon positionnement des diplômes vs nombre élevé d'étudiants). Selon les personnes interrogées, la collaboration est plus difficile lorsqu'un plus grand nombre d'Ortra est impliqué. La diffusion de la responsabilité peut également entraîner des blocages. Selon des déclarations isolées relevées lors d'entretiens exploratoires, l'engagement des Ortra

dans l'ensemble du processus est également limitée. Le rôle des Ortra dans le système des ES n'a pas encore été trouvé. Un besoin d'action a également été identifié en ce qui concerne la collaboration entre la Confédération et les Ortra.

7.1.3 Répartition des compétences entre la Confédération et les cantons

La Confédération et les cantons se partagent les compétences dans le domaine des ES, en ce sens que la Confédération, conformément à l'art. 29, al. 3 et 5 LFPr, est chargée de fixer les exigences minimales concernant les conditions d'admission, le contenu de la formation, les procédures de qualification, les certificats et les titres, et les cantons sont responsables de la surveillance des ES proposant des filières de formation reconnues par la Confédération. La majorité des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes ont jugé cette répartition des compétences entre la Confédération et les cantons plutôt bonne à très bonne, un peu plus souvent pour le financement que pour la surveillance (cf. Figure 21).

Répartition des compétences entre la Confédération et les cantons



econcept

Figure 21 : Évaluation de la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons concernant le financement et la surveillance des ES. La question a été posée à tous les groupes d'intérêts dans le cadre de la partie écrite de l'enquête en plusieurs étapes, à l'exception des diplômés. Source : enquête econcept.

Les évaluations varient selon les groupes d'intérêts. Les cantons sont les plus satisfaits de la répartition des compétences, tant en matière de financement que de surveillance⁶⁴. Quatre cinquièmes des cantons interrogés considèrent que la répartition des compétences

⁶⁴ Cependant, dans le cadre de la procédure de consultation relative à la révision totale de l'OCM ES, les cantons ont fait part de leurs incertitudes quant à leur rôle dans la surveillance des ES ; les cantons ne se sentent pas soulagés par le contrôle de la reconnaissance des filières de formation par la Confédération, mais plutôt marginalisés dans leur fonction de surveillance. On observe également des doublons et une répartition peu claire des compétences dans la procédure de reconnaissance des prestataires de formation proposant des filières de formation sur différents sites (SEFRI 2017). Selon les entretiens exploratoires, une révision du guide sur la surveillance des filières de formation par les cantons est actuellement en cours.

en matière de financement est bonne ou très bonne, tandis que deux tiers disent la même chose à propos de la répartition des compétences en matière de surveillance. Les Ortra se montrent plus critiques à l'égard de la répartition des compétences. C'est particulièrement frappant en ce qui concerne la surveillance. Seuls quelques représentants des Ortra considèrent que la répartition des compétences en matière de surveillance est bonne à très bonne. Une grande majorité estime que la répartition des compétences est plutôt mauvaise. Les représentants des ES se positionnent entre les Ortra et les cantons : en ce qui concerne le financement et la supervision, environ la moitié des ES interrogées ont jugé la répartition des compétences plutôt bonne à très bonne. L'ODEC, à qui la question a été posée au nom des diplômés, s'abstient d'exprimer toute prise de position.

Par région linguistique, la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons, tant en termes de financement que de surveillance, est majoritairement considérée comme bonne à très bonne dans toutes les régions. Les personnes interrogées de la Suisse alémanique sont les plus critiques : environ la moitié d'entre elles estiment que la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons en matière de surveillance est plutôt bonne à très bonne, contre deux tiers en Suisse romande.

Concernant les faiblesses de la répartition actuelle des compétences, les entretiens exploratoires et l'enquête orale soulignent que le principe d'équivalence fiscale n'est pas respecté et font mention de problèmes d'interface entre la Confédération et les cantons en matière de reconnaissance et de surveillance. Le fait que les cantons jouent plusieurs rôles est également problématique : ils reconnaissent les filières de formation, sont en partie prestataires d'ES et (co)financent les ES. Ils sont également responsables des HES, pour lesquelles ils s'engagent plus fortement que pour les ES. Une personne interrogée du point de vue de la concurrence estime que la répartition des compétences, avec la reconnaissance des formations par la Confédération et la fonction de surveillance des cantons, doit être améliorée. Il serait plus cohérent que l'autorité de reconnaissance soit également responsable de la surveillance.

7.2 Approfondissement par domaine

7.2.1 Technique

Dans l'enquête en plusieurs étapes, le domaine Technique identifie le plus grand besoin d'action au niveau des réglementations, de la mise en œuvre et de la qualité des ES pour les titres actuels en allemand, français et italien, le manque de reconnaissance institutionnelle des écoles et le financement des ES.

Les groupes de réflexion confirment le grand besoin d'action sur ces aspects. Par exemple, les diplômés qui étaient valables avant 2005 sont souvent mieux connus que les diplômés actuels – cela s'applique aussi en partie aux prestataires de formation. Les représentants des entreprises soulignent également que des algorithmes sont souvent utilisés pour les candidatures. Si le mot-clé « bachelor » n'apparaît pas dans le CV d'un candidat, il est

possible que celui-ci ne puisse même pas atteindre l'étape suivante. En ce qui concerne le manque de reconnaissance institutionnelle des écoles, il est critiqué que pratiquement n'importe qui peut fonder une ES, ce qui est susceptible de compromettre la qualité. Il existe également une grande différence entre les prestataires publics et privés – le taux de réussite est beaucoup plus élevé chez les prestataires privés. La reconnaissance institutionnelle avec des exigences minimales pourrait réduire ces différences en termes de qualité.

En ce qui concerne le financement des ES, plusieurs problèmes se posent. Par exemple, il existe aujourd'hui de nombreux prestataires de formation dans l'ensemble du degré tertiaire, le degré tertiaire A recevant beaucoup plus de fonds publics que le tertiaire B. Avec une concurrence aussi faussée, il est difficile de laisser jouer le marché. De manière générale, le financement public des ES dans le domaine Technique est trop faible – ce qui rend difficile le développement d'institutions de formation ou de filières de formation⁶⁵. En outre, les prestataires de formation ES sont en concurrence les uns avec les autres, ce qui ouvre la voie à peu de champs de coopération. C'est notamment pour cette raison qu'ils supportent des coûts financiers élevés pour les mesures publicitaires – il serait plus judicieux de consacrer ces fonds au développement ou à la formation. La différence de financement au sein du degré tertiaire B – financement axé sur la personne pour les EP et EPS contre un financement axé sur l'objet pour les ES – est également critiquée. Il est également souligné qu'en fonction de la branche ou de l'orientation, les employeurs ont des approches différentes pour soutenir financièrement les projets de formation continue de leurs collaborateurs : par exemple, les étudiants qui suivent des formations en TIC ou en génie électrique dans une ES sont moins soutenus par leur entreprise que dans d'autres secteurs.

En ce qui concerne la mise en œuvre, le groupe de réflexion en Suisse romande soulève également le fait que la collaboration entre les ES et les Ortra constitue un champ d'action : d'une part, les Ortra sont en concurrence avec les ES au niveau des offres EP, d'autre part, les Ortra fournissent rarement les experts aux examens nécessaires aux ES.

7.2.2 Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management

Dans l'enquête en plusieurs étapes, le domaine Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management identifie le plus grand besoin d'action en termes de réglementations, de mise en œuvre et de qualité au niveau du financement des ES.

Selon le groupe de réflexion, il est nécessaire d'agir pour le financement des ES, mais le plus grand besoin d'action concerne clairement l'absence de titre de bachelor. Ce titre est important tant par son positionnement national qu'international pour le marché de la formation, le système de formation, le marché du travail et la société. En ce qui concerne le financement, le groupe de réflexion justifie le besoin d'action notamment par les

⁶⁵ Il semble toutefois qu'il existe des différences en fonction des cantons ou des régions linguistiques. Par exemple, les ES publiques de Suisse romande sont souvent subventionnées, permettant ainsi aux études ES de concurrencer les études HES en termes de prix.

contributions fluctuantes et trop faibles de l'AES. Il est également difficile de comprendre comment ces contributions se concrétisent. En outre, en raison de ce financement, les ES doivent constituer des provisions pour des investissements sans possibilité de réaliser un profit.

Le groupe de réflexion identifie d'autres besoins d'action en ce qui concerne la qualité : les compétences acquises dans une ES doivent être plus étroitement alignées sur les besoins du marché du travail. Les ES doivent développer leurs programmes en fonction des changements sur le marché du travail. Selon l'employeur interrogé en complément, il est important que les ES répondent aux défis actuels dans leur programme (p. ex. gestion des crises) et renforcent la persévérance des étudiants afin que les diplômés puissent survivre sur le marché du travail.

7.2.3 Économie

Dans l'enquête en plusieurs étapes, le domaine Économie identifie le plus grand besoin d'action pour le positionnement des ES concernant les réglementations, la mise en œuvre et la qualité dans le manque de reconnaissance institutionnelle des écoles. À cet égard, les avis sont partagés au sein du groupe de réflexion : outre la reconnaissance des écoles, les participants estiment également qu'il est nécessaire d'agir en ce qui concerne les titres.

Les participants identifient un besoin d'action en ce qui concerne le manque de reconnaissance institutionnelle des ES, d'une part parce qu'elles doivent faire reconnaître les filières de formation pour tous les sites dans les cantons respectifs et, d'autre part, parce que les ES n'ont actuellement aucun droit de dénomination. Les avis sont partagés quant à l'étendue de cette reconnaissance institutionnelle : une majorité écrasante se déclare sceptique par rapport à une accréditation institutionnelle complète comme dans le domaine des hautes écoles. En ce qui concerne les titres, il est noté de différentes parts que le titre actuel n'est pas une marque. Le besoin d'action est important dans la mesure où la tendance du marché du travail entraîne une demande accrue de candidats titulaires d'un diplôme de bachelor, bien que les exigences de l'offre d'emploi soient souvent également remplies avec les compétences acquises lors d'études ES. L'employeur interrogé en complément a en outre situé le besoin d'action en ce qui concerne le positionnement international du titre en anglais. D'une part, le titre actuel n'est pas significatif et, d'autre part, il est international, mais n'est ni compatible ni comparable avec Bologne.

Les autres champs d'action abordés dans le groupe de réflexion sont le financement et les dénominations des écoles : en ce qui concerne le financement, il est nécessaire d'agir dans la mesure où les coûts pour les étudiants suivant des études ES dépassent les coûts d'études suivies en HES et où les différents financements au sein de la FPS ne sont pas considérés comme efficaces par les prestataires. Enfin, la dénomination des « écoles supérieures » par rapport aux « hautes écoles spécialisées » est examinée d'un œil critique au regard d'un besoin d'action, car la similitude des noms constitue un défi pour le positionnement.

7.2.4 Agriculture et économie forestière

En ce qui concerne les réglementations, la mise en œuvre et la qualité, le domaine Agriculture et économie forestière identifie le plus grand besoin d'action, selon l'enquête en plusieurs étapes, dans la conception et la signature des diplômes, dans le manque de dénomination protégée des écoles et dans le financement des ES.

Les participants au groupe de réflexion identifient également un besoin d'action au niveau de la signature du diplôme, ils estiment en particulier que l'ajout « fédéral » manque. Actuellement, le nom de l'école en dit parfois plus long que le diplôme. En ce qui concerne le financement des ES, il faut avant tout tenir compte des étudiants et du modèle d'affaires des ES : les frais d'études ne sont pas élevés, mais la perte de revenus pour les étudiants pendant les études à temps plein est un facteur important.

7.2.5 Santé

En termes de réglementations, de mise en œuvre et de qualité, l'enquête en plusieurs étapes pour le domaine Santé révèle que le plus grand besoin d'action se situe dans les dénominations des titres en anglais et dans la conception et la signature des diplômes.

Les groupes de réflexion peuvent en principe comprendre ces résultats. Les participants notent que dans d'autres domaines de la FPS, les diplômes sont signés par des autorités supérieures et on ne sait pas pourquoi les ES sont traitées différemment. Il est également souligné que les titres des diplômes en anglais sont très compliqués. À l'étranger en particulier, des explications et des clarifications supplémentaires sont nécessaires pour préciser les qualifications acquises dans le cadre de ces diplômes. En outre, les groupes de réflexion identifient également un besoin d'action important à très important en ce qui concerne la plupart des autres réglementations⁶⁶. Ainsi, dans le groupe de réflexion en Suisse alémanique, les écoles, en particulier, abordent le manque de reconnaissance institutionnelle des prestataires de formation et l'absence actuelle de dénomination protégée. L'absence de reconnaissance institutionnelle est considérée comme une illustration de ce qui est par ailleurs sujet à débat – comme la dénomination du diplôme ou la question des titres. En ce qui concerne les titres, en plus des dénominations en anglais, les titres actuels des diplômes dans les langues nationales sont également perçus comme compliqués et non significatifs.

7.2.6 Social et formation des adultes

Dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, les personnes interrogées du domaine Social et formation des adultes identifient le plus grand besoin d'action en matière de réglementations, de mise en œuvre et de qualité au niveau du financement des ES.

Les groupes de réflexion attachent également une grande importance au financement – à plusieurs égards. Par exemple, il est important que les études ES soient ou restent

⁶⁶ Les participants au groupe de réflexion de Suisse romande expliquent l'absence de mention du financement comme champ d'action central par le fait que dans le domaine Santé, les ES sont souvent soutenues par les cantons.

abordables pour les candidats. De nombreux étudiants ne peuvent ou ne veulent pas se permettre d'entamer des études en ES en raison des salaires qui prévalent dans la branche⁶⁷. Certains participants aux groupes de réflexion considèrent également qu'il est injuste que les étudiants des ES doivent payer des frais semestriels nettement plus élevés que les étudiants des hautes écoles. Une autre question relative au financement est celle des subventions. Compte tenu des taux à fixer selon l'AES, on constate un manque de vue d'ensemble et une incertitude en termes de planification pour les prestataires de formation lorsque ces taux changent constamment. La situation est également plus difficile pour certaines filières de formation qui sont moins subventionnées⁶⁸. De même, les ES privées ont parfois plus de difficultés que les ES prises en charge par le canton, car aucun déficit éventuel n'est couvert par le canton. L'inégalité de financement au sein du degré tertiaire B est également abordée occasionnellement. Le financement axé sur la personne des EP et EPS est une valorisation importante. Il n'est pas logique que les ES soient traitées différemment.

Les titres actuels se voient attribuer une importance différente dans le domaine Social et formation des adultes. Certains participants aux groupes de réflexion identifient un grand besoin d'action au niveau des titres actuels et des possibilités d'accroître la visibilité par de nouveaux titres. D'autres estiment que les titres actuels sont connus dans le contexte national. Les Ortra notent de manière critique le fait que les employeurs craindraient de devoir payer plus cher les diplômés si un Bachelor professionnel est introduit. Les ES sont également sceptiques quant au fait que, par exemple, un Bachelor professionnel serait trop étroitement lié aux HES, dont il convient de se distinguer par un profil clair.

7.2.7 Arts visuels, arts appliqués et design

Dans l'enquête en plusieurs étapes sur les réglementations, la mise en œuvre et la qualité, les personnes interrogées du domaine Arts visuels, arts appliqués et design estiment que les titres actuels en anglais sont ceux qui représentent le plus grand besoin d'action.

Selon le groupe de réflexion, les titres en anglais et les titres actuels dans les langues nationales sont des champs d'action importants. Un besoin d'action tout aussi important est notamment identifié par les représentants des ES, également en ce qui concerne le financement et la reconnaissance institutionnelle. Au niveau des titres, il est critiqué qu'il s'agit actuellement davantage d'une dénomination que d'un titre. Le titre a actuellement trop peu de rayonnement et n'est connu ni en Suisse ni à l'étranger. De même, l'emblème et la signature de la Confédération font défaut sur les diplômes actuels. En matière de financement, le besoin d'action est identifié au niveau du calcul des contributions selon l'AES, qui n'est pas transparent. Le financement actuel pourrait entraîner des difficultés

⁶⁷ Cela touche davantage le domaine Éducation de l'enfance que, par exemple, le domaine Éducation sociale. Après des études réussies dans ce dernier domaine, les diplômés gagnent souvent plus qu'avant, ce qui les rend plus disposés à entreprendre de telles études. En revanche, dans le domaine Éducation de l'enfance, un diplôme ES n'est guère rentable financièrement.

⁶⁸ On mentionne l'exemple de l'animation communautaire : ici, le taux de subventionnement est de 50 %, ce qui est inférieur à celui des autres filières de formation du domaine Social et formation des adultes. Cela signifie que la filière de formation est en concurrence encore plus forte avec les HES, car il revient moins cher aux diplômés d'effectuer leurs études dans une haute école.

financières pour les ES, par exemple en cas d'interruption des études. En ce qui concerne la reconnaissance institutionnelle, il est critiqué que la pratique actuelle ne permette aucune flexibilité aux ES. Les processus actuels d'élaboration et d'approbation des plans d'études cadres ainsi que de reconnaissance des filières de formation sont trop rigides et ne répondent plus aux exigences actuelles en matière de flexibilité, de réaction rapide aux évolutions du champ professionnel et donc de création de nouvelles offres de formation. Les étudiants critiquent parfois la rigidité excessive des filières de formation ES. Une plus grande flexibilité (en termes de temps) serait souhaitable, notamment pour les études à temps plein, afin de pouvoir concilier les études ES avec une carrière et, le cas échéant, une vie de famille.

7.2.8 Trafic et transports

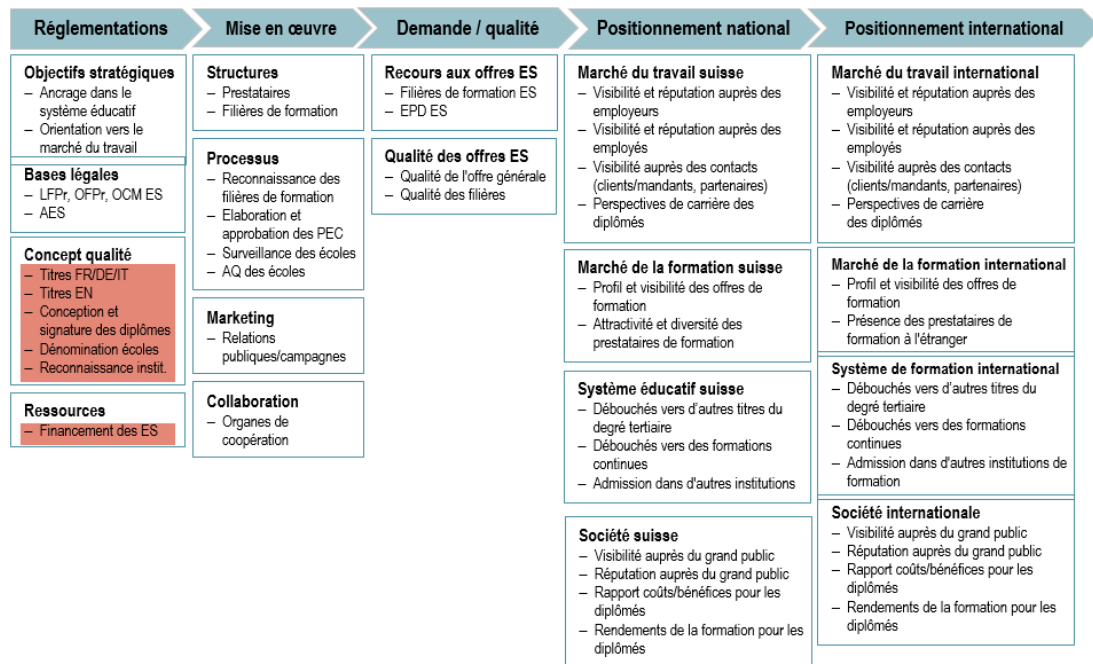
Dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, les quelques personnes interrogées du domaine Trafic et transports estiment que les titres actuels en anglais, la conception et la signature des diplômes et le financement des ES représentent le plus grand besoin d'action en matière de réglementation, de mise en œuvre et de qualité. Aucun groupe de réflexion n'a été organisé pour ce domaine.

7.3 Bilan – Réglementations, mise en œuvre et qualité des ES

Le besoin d'action en ce qui concerne les réglementations actuelles sur les ES est également très important et porte en particulier sur le financement des ES et leur concept qualité formellement ancré. De nombreuses personnes interrogées considèrent le besoin d'action sur le financement des ES comme important à très important, suivi de près par les titres de diplôme dans les langues nationales ainsi qu'en anglais, la conception et la signature des diplômes, le manque de reconnaissance institutionnelle des écoles ainsi que le manque de dénomination protégée des écoles. En revanche, le besoin d'action concernant la mise en œuvre, la demande et la qualité des filières de formation ES est perçu comme beaucoup moins important.

La figure suivante illustre le besoin d'action le plus urgent concernant les réglementations, la mise en œuvre et la qualité des ES :

Champs d'action les plus urgents



econcept

Figure 22 : Synthèse sur les champs d'action les plus urgents concernant les réglementations, la mise en œuvre et la qualité.

Le plus grand besoin d'action concerne quasiment sans exception les réglementations, mais varie selon le groupe d'intérêts, la région linguistique et le domaine. Souvent, les personnes interrogées estiment qu'il est tout aussi urgent d'agir sur plusieurs réglementations. Pour les ES et pour les domaines Technique, Social et formation des adultes, ainsi que Trafic et transports, le plus grand besoin d'action se manifeste au niveau du financement des ES. En Suisse romande et italienne, la question du financement des ES domine également – au Tessin, au même titre que les dénominations des titres en anglais.

Le besoin d'action au niveau des titres est considéré comme le plus urgent en Suisse alémanique et dans les domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, Arts visuels, arts appliqués et design, Économie, ainsi que Trafic et transports. Les Ortra identifient également le plus grand besoin d'action au niveau des titres ainsi qu'au niveau de la conception et la signature des diplômes, avis également partagé par le domaine Agriculture et économie forestière. En outre, les domaines Économie, Santé, Arts visuels, arts appliqués et design ainsi que les personnes interrogées du point de vue de la concurrence estiment qu'il est nécessaire d'agir face au manque de reconnaissance institutionnelle des écoles.

8 Défis lié au contexte de formation et aux mégatendances

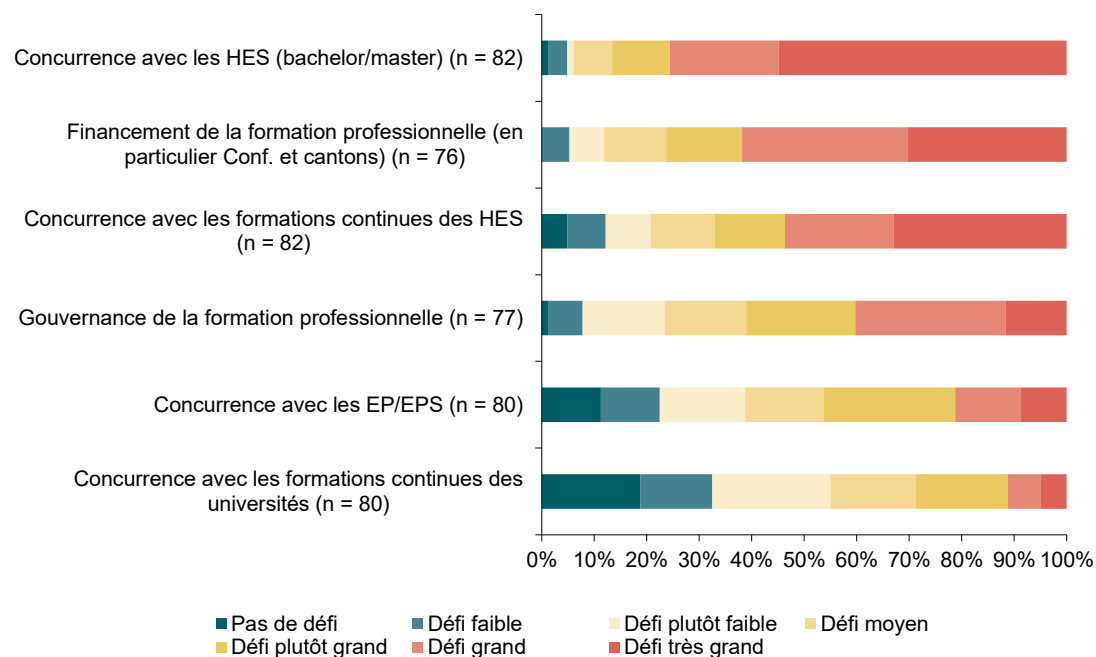
Le système des ES est confronté à de nombreux défis. Au sein du système éducatif suisse, les enquêtes systématiques menées montrent que la concurrence avec les HES, et en particulier avec leurs filières de bachelor, est perçue comme le plus grand défi. Dans le domaine des mégatendances, les principaux défis sont la numérisation et l'internationalisation du marché du travail.

8.1 Large état des lieux

8.1.1 Défis dans le contexte du système éducatif suisse

Dans le contexte éducatif suisse, les HES constituent la principale source de défis pour les ES et leurs offres de formation. Environ trois quarts des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes considèrent la concurrence avec les hautes écoles spécialisées comme un défi important ou très important pour les ES (cf. Figure 23). Une bonne moitié des personnes interrogées considèrent également comme un défi la concurrence des programmes de formation continue des HES. Le financement de la formation professionnelle par la Confédération et les cantons représente également un défi important ou très important pour près de deux tiers des personnes interrogées.

Défis concernant le système éducatif suisse



econcept

Figure 23 : Défis concernant le système éducatif suisse. Aspects triés par grand et très grand défi. La question a été posée à tous les groupes d'intérêts dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, à l'exception des diplômés. Source : enquête econcept.

Le tableau est similaire lorsque l'on différencie par groupes d'intérêts et par régions linguistiques : le plus grand défi est identifié par tous les groupes et dans toutes les régions dans le domaine de la concurrence avec les filières de bachelor et de master des HES.

Cinq des huit domaines perçoivent également la concurrence avec les filières de bachelor et de master des HES comme le plus gros défi, à savoir les domaines Santé, Social et formation des adultes, Technique, Arts visuels, arts appliqués et design et Trafic et transports. En outre, les personnes interrogées du domaine Trafic et transports considèrent que la concurrence avec les examens fédéraux ainsi qu'avec les formations continues des HES est un défi majeur. Les personnes interrogées du domaine Économie estiment que le plus grand défi se situe au niveau des formations continues des HES, les personnes interrogées du domaine Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management et du domaine Agriculture et économie forestière au niveau du financement de la formation professionnelle, dans le domaine Agriculture et économie forestière au même titre que la concurrence avec les examens fédéraux.

Les déclarations de l'enquête orale et des entretiens exploratoires soulignent que l'émergence et le renforcement des HES ont entraîné une forte concurrence pour les ES – en particulier en ce qui concerne les filières de bachelor. Selon les personnes interrogées dans le cadre des entretiens du point de vue de la concurrence, les offres des ES au sens de « professionnel / orientation vers le marché du travail » et celles des HES au sens de « universitaire / orientation vers la science » ne peuvent plus être mises en concurrence. Il convient de reconnaître que les ES forment tout autant au marché du travail que les HES. La comparaison avec les HES est également basée sur la classification des ES dans le CNC. Une des personnes interrogées a évalué de manière critique la classification des ES, car celle-ci suggère une équivalence entre les ES et les HES, ce qui n'est pas le cas. Une autre personne critique le fait que l'accent est trop mis sur l'équivalence plutôt que sur les différences entre les ES et les HES. Une personne ayant participé aux entretiens exploratoires identifie également les offres de formation continue, en particulier des HES, comme un défi pour le positionnement des ES. Les EP et EPS sont considérés – également selon les personnes interrogées lors de l'enquête orale – comme une concurrence moins forte dans de nombreux domaines, car l'accent y est mis davantage sur la spécialisation que dans les ES. Selon les entretiens du point de vue de la concurrence, contrairement aux examens fédéraux, les filières de formation ES sont organisées de manière scolaire, abordent des thématiques plus larges et ont une proportion plus élevée de formation générale et approfondie. Un obstacle au positionnement, cependant, est que dans certaines branches, les compétences des ES et des examens fédéraux ne sont de facto pas correctement réparties entre les voies de formation correspondantes. La concurrence des universités est également moins perçue comme un défi : leurs formations continues s'adressent à un autre groupe cible, les conditions d'admission sont différentes et une formation universitaire préalable est souvent requise, selon les déclarations de l'enquête orale. Parfois, les EPD ES sont également considérées comme un défi par certaines des personnes interrogées, car elles constituent une formation continue, mais donnent

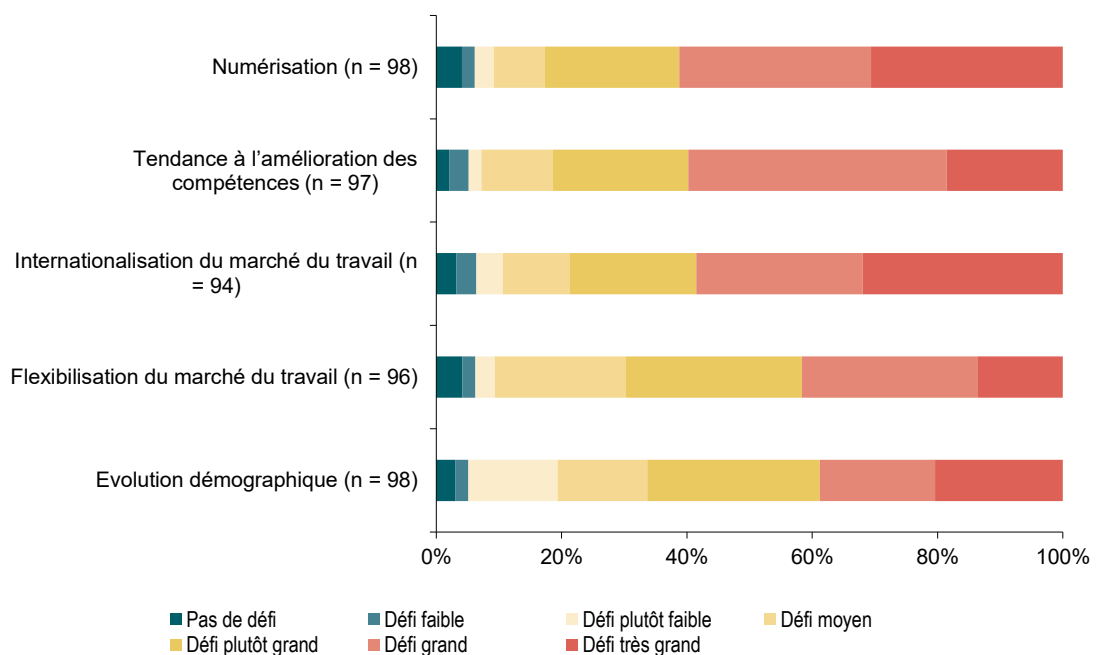
l'impression d'un diplôme officiel en raison de la procédure de reconnaissance et des titres protégés.

En ce qui concerne le financement de la formation professionnelle, l'enquête orale met en évidence différents problèmes. Il est par exemple souvent fait mention du financement différent pour les degrés tertiaires A et B, et du traitement inégal des ES par rapport aux HES ou au degré tertiaire A. Plusieurs personnes critiquent le fait que les filières de formation du degré tertiaire A sont beaucoup plus fortement subventionnées que celles du degré tertiaire B. En règle générale, en termes de frais semestriels, des études en ES représentent une charge financière plus importante pour les étudiants que des études en HES, par exemple. Cela conduit à une intensification supplémentaire de la situation concurrentielle. Certaines des personnes interrogées sont également d'avis que l'inégalité de financement au sein du degré tertiaire B pose un problème : le financement axé sur la personne, tel qu'il s'applique aux examens fédéraux mais pas aux ES, est plus avantageux.

8.1.2 Défis dans le contexte des mégatendances

Les mégatendances soulèvent également de nouvelles questions sur le système des ES et le mettent au défi. Un peu plus de la moitié des personnes interrogées considèrent que la numérisation, la tendance à l'amélioration des compétences (« upskilling », ou exigences croissantes en matière de compétences et de qualifications) et l'internationalisation du marché du travail (cf. Figure 24) constituent des défis importants ou très importants. La flexibilisation du marché du travail et l'évolution démographique sont perçues comme moins problématiques.

Défis liés aux mégatendances



econcept

Figure 24 : Défis liés aux mégatendances. Aspects triés par grand et très grand défi. La question a été posée à tous les groupes d'intérêts dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes. Source : enquête econcept.

Les groupes d'intérêts perçoivent de manière différente les défis posés par les mégatendances : les ES et les Ortra identifient le plus grand défi au niveau de la numérisation. Près des trois quarts des personnes interrogées estiment que la numérisation représente un défi important ou très important. Parmi les cantons, l'internationalisation du marché du travail est en tête de liste, celle-ci étant également considérée comme un défi important ou très important par environ trois quarts d'entre eux.

On constate également des différences selon les régions linguistiques : les personnes interrogées de Suisse alémanique et, occasionnellement, de Suisse italienne, considèrent la numérisation comme un défi majeur, l'internationalisation du marché du travail étant placée au même niveau en Suisse italienne. Les personnes interrogées de Suisse romande, en revanche, considèrent que la tendance à l'amélioration des compétences représente un défi particulier.

Par domaine, les personnes interrogées des domaines Social et formation des adultes, Économie ainsi qu'Agriculture et économie forestière considèrent la numérisation comme le plus grand défi. Les personnes interrogées dans les domaines Santé, Technique ainsi que Trafic et transports considèrent que la tendance à l'amélioration des compétences représente le plus gros défi. Les personnes interrogées dans les domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management ainsi que Arts visuels, arts appliqués et design voient le plus grand défi dans l'internationalisation du marché du travail.

Les déclarations orales portent principalement sur les défis posés par les mégatendances au système des ES, sans plus de précisions sur le besoin d'action qui en découle. D'après les réponses à l'enquête orale et aux entretiens du point de vue de la concurrence, la numérisation représente un défi pour l'ensemble du marché du travail et tous les prestataires de formation. Dans le contexte de la numérisation, les prestataires de formation doivent (continuer) à développer p. ex. des formes d'apprentissage, des méthodes ou des approfondissements, tout en continuant à garantir la qualité. La tendance à la tertiarisation demeure un défi dans toute l'Europe. L'amélioration des compétences intensifie la pression sur les ES. Le défi consiste donc surtout à attirer les étudiants dans les ES. Dans l'enquête orale, il est parfois souligné que les offres de formation ES en particulier offrent la possibilité aux adultes de se reconverter et que les ES sont donc bien établies à cet égard. Au regard de l'internationalisation du marché du travail, qui est interprétée différemment selon les domaines, l'enquête orale a notamment soulevé la question de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, qui continue de peser sur la Suisse⁶⁹. Selon une personne interrogée du point de vue de la concurrence, il faut s'attendre à ce que le marché de la formation suisse comprenne également d'autres prestataires de formation internationaux. C'est pourquoi la perméabilité doit encore être augmentée afin de gagner en attrait face à la concurrence internationale. Selon certaines personnes interrogées, un programme d'études aussi souple que possible, des compétences transversales et informatiques sont importantes pour tenir compte de la flexibilisation du marché du travail et pour transmettre des compétences actualisées. C'est pourquoi, selon une personne interrogée lors d'un entretien du point de vue de la concurrence, la fonction de pilotage des Ortra reste centrale pour leur permettre d'adapter les profils aux besoins. Selon certaines personnes interrogées dans le cadre de l'enquête orale, l'évolution démographique entraîne de plus en plus une « guerre des talents » en raison du déclin de la population des groupes d'âge correspondants, cette « guerre » affectant l'ensemble du système éducatif. Par conséquent, selon certaines déclarations, il est nécessaire de simplifier les procédures d'admission aux ES pour les personnes plus âgées. La migration, la transition écologique et économique, la santé et le vieillissement de la société sont également reconnus comme des sujets qui concerneront les ES à l'avenir, à la fois comme contenus des formations et comme défis structurels pour les écoles.

8.2 Approfondissement par domaine

8.2.1 Technique

Selon l'enquête en plusieurs étapes, le plus grand défi pour les ES du point de vue du domaine Technique se trouve dans la concurrence avec les HES (notamment bachelor/master) et dans le financement de la formation professionnelle. Du point de vue des groupes de réflexion, ce résultat n'est pas surprenant. La délimitation par rapport aux

⁶⁹ En outre, cette question remet souvent en lumière la problématique des titres de diplômes en anglais, qui ne sont pas assez compréhensibles, mais qui sont d'une importance considérable dans l'environnement internationalisé actuel.

HES et la mise en relief des forces spécifiques des ES est d'une grande importance. Toutefois, il est plus approprié de parler de complémentarité plutôt que de concurrence.

Selon le groupe de réflexion en Suisse romande, il existe cependant aussi une concurrence avec les examens professionnels fédéraux, notamment dans les professions commerciales. Les diplômés des examens professionnels fédéraux ont souvent plus d'expérience pratique que les diplômés ES, qui, en Suisse romande, entreprennent souvent des études ES un an seulement après avoir obtenu leur CFC. Lorsque la formation est suivie à plein temps, les personnes n'ont pas beaucoup d'expérience professionnelle à l'issue de la formation.

En ce qui concerne les mégatendances sociales, selon l'enquête en plusieurs étapes, le domaine Technique perçoit avant tout un défi dans la tendance à l'amélioration des compétences, suivie de près par la numérisation. Le résultat concernant la tendance à l'amélioration des compétences surprend le groupe de réflexion, qui perçoit l'amélioration des compétences comme une grande opportunité. Elle permet aux professionnels de continuer à se former et aux étudiants des ES d'être admis également sans maturité professionnelle. La numérisation, en revanche, ne donne guère matière à discussion. C'est un sujet qui doit être constamment abordé de nos jours, d'une manière ou d'une autre.

8.2.2 Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management

Selon l'enquête en plusieurs étapes, le plus grand défi des ES dans le domaine Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management est le financement de la formation professionnelle et la concurrence avec les HES. Selon le groupe de réflexion, cette concurrence existe notamment en raison des offres de formation HES beaucoup moins chères et de la notoriété plus élevée des diplômes HES (notamment bachelor/master). Le financement inégal du degré tertiaire A et du degré tertiaire B, ou des HES et des ES, signifie également que les concurrents sont dotés de fonds différents et bénéficient donc de conditions différentes. En raison de la tendance générale à l'académisation, les hautes écoles reçoivent davantage de soutien politique et financier. En comparaison, les ES ont moins de poids au niveau politique.

En ce qui concerne le financement de la formation professionnelle, une comparaison avec les examens fédéraux dans le domaine de l'hôtellerie⁷⁰ serait intéressante : les EP et EPS pertinents sont subventionnés depuis des années par l'organisation Hotel & Gastro Union dans le cadre de la promotion des jeunes talents. Des études en ES sont donc toujours l'option la plus coûteuse par rapport à des études en HES et à un examen fédéral. En outre, il est difficile d'exercer un travail parallèlement à des études ES à temps plein, et la perte de revenus doit être gérée en conséquence. Il est toutefois signalé que des filières de formation en cours d'emploi sont désormais proposées.

Selon le groupe de réflexion, un autre besoin d'action est identifié en ce qui concerne la concurrence des prestataires de formation à l'étranger, bien que cette concurrence soit en

⁷⁰ Dans le secteur du tourisme, les examens fédéraux sont moins pertinents.

train d'augmenter. D'une part, les institutions de formation allemandes deviennent plus attrayantes grâce à l'introduction du Bachelor professionnel et, d'autre part, les prestataires de formation de pays plus éloignés (notamment la Chine) modernisent leurs systèmes en proposant des filières de formation plus axées sur la pratique et en mettant en place une vaste infrastructure de formation et d'enseignement. La concurrence est également perceptible en ce qui concerne les offres EPD ES. Selon une enquête auprès des étudiants, 80 % d'entre eux préféreraient obtenir un CAS plutôt que suivre des EPD ES, selon une personne interrogée lors de l'enquête orale.

En ce qui concerne les mégatendances sociales, le plus grand besoin d'action est situé dans l'internationalisation du marché du travail. Plusieurs aspects sont soulignés à cet égard. Les carrières dans le domaine Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management sont de plus en plus diversifiées et globalisées. C'est pourquoi les filières de formation ES devraient être de plus en plus orientées en ce sens. Selon l'employeur interrogé en complément, l'internationalisation du marché du travail renforce également le besoin d'action au niveau de la visibilité des ES auprès des employeurs internationaux. D'après le groupe de réflexion, l'internationalisation est également perceptible dans la mesure où la présence aux salons internationaux de la formation (p. ex. sur le continent asiatique) devient plus importante pour attirer les étudiants incoming.

8.2.3 Économie

Dans l'enquête en plusieurs étapes, le domaine Économie identifie le plus grand défi dans le contexte du système éducatif suisse comme étant la concurrence avec les HES (notamment la formation continue). Il ressort également du groupe de réflexion du domaine Économie que la concurrence avec les HES constitue le plus grand défi, surtout en ce qui concerne les diplômes de bachelor et de master. L'accent est mis sur la perméabilité vers les HES : en principe, 50 % des compétences acquises en ES doivent être prises en compte dans un bachelor HES, mais les HES sont libres de mettre en œuvre cette mesure ou non. Un représentant des Ortra remet cela en question de manière critique en affirmant que les ES ne doivent pas devenir dépendantes du bon vouloir des hautes écoles. Les participants s'accordent à dire que la Confédération et la politique ont accordé aux ES un statut trop faible par rapport aux hautes écoles. Un autre défi pour le secteur bancaire est que, parallèlement au système éducatif, de nouveaux systèmes de certification avec des diplômes tels que celui de Chartered Financial Analyst (CFA), qui peuvent souvent être obtenus en ligne ou par autoformation, gagnent en importance. La perméabilité vers les hautes écoles étrangères est également un défi, car les ES ne sont pas assez connues et les compétences correspondantes acquises dans le cadre des études ES ne sont souvent pas prises en compte. Dans le secteur des assurances, le système éducatif est également remis en question par la baisse du nombre de CFC en Suisse romande, ce qui entraîne une baisse de la demande de filières de formation ES correspondantes par rapport aux autres régions linguistiques.

En ce qui concerne les mégatendances sociales, le plus grand défi auquel est confronté le domaine Économie d'après l'enquête en plusieurs étapes est la numérisation des ES,

suivie par l'internationalisation du marché du travail et la tendance à l'amélioration des compétences. Le groupe de réflexion n'a pas été surpris par l'importance élevée de la numérisation, car elle confronte les prestataires de formation à divers défis. Les possibilités d'enseignement et d'apprentissage numériques, la transmission des compétences numériques et la numérisation pour des processus plus efficaces au sein des institutions revêtent une importance particulière.

8.2.4 Agriculture et économie forestière

Selon l'enquête en plusieurs étapes, les plus grands défis auxquels sont confrontés les ES dans le domaine Agriculture et économie forestière se trouvent dans la concurrence avec les EP et EPS et dans le financement de la formation professionnelle. D'après le groupe de réflexion, le plus grand défi consiste à motiver les jeunes à travailler dans le domaine Agriculture et économie forestière et à poursuivre leurs études après avoir obtenu leur CFC. Environ 75 % des titulaires d'un CFC ne suivent pas de formation continue, et l'apprentissage tout au long de la vie n'a que peu d'importance dans le domaine Agriculture et économie forestière. La raison invoquée est la petite taille des entreprises, qui sont souvent des entreprises familiales.

En ce qui concerne la concurrence avec les examens fédéraux, le groupe de réflexion souligne que dans leur domaine, les examens fédéraux sont mieux connus que les diplômes ES. Contrairement à d'autres domaines, une décision est plus susceptible d'être prise entre EP et ES et non entre ES et HES. En outre, les personnes ayant quelques années d'expérience professionnelle optent souvent pour un EP, car la perte de salaire est moindre avec ce type de formation. En revanche, les coûts d'un EP sont plus élevés que ceux d'études ES. Il est donc important que le positionnement des ES se fasse dans la perspective de l'ensemble de la FPS.

En ce qui concerne les mégatendances sociales, le domaine Agriculture et économie forestière a localisé le plus grand défi des ES dans l'enquête en plusieurs étapes au niveau de la numérisation. Le groupe de réflexion ne s'est pas étendu sur ce résultat.

8.2.5 Santé

Dans le cadre de l'enquête en plusieurs étapes, le domaine Santé considère clairement que le plus grand défi dans le contexte du système éducatif suisse est la concurrence avec les HES (notamment bachelor/master). Ce résultat est plutôt surprenant pour les groupes de réflexion. Ils affirment également qu'il est inapproprié de parler de concurrence, puisque les ES et les HES s'adressent à des groupes cibles différents. Selon le groupe de réflexion en Suisse alémanique, la complémentarité des formations doit être la priorité⁷¹. Cependant, il est également noté que les ES ont encore tendance à être perçues comme inférieures aux HES. Pourtant, les ES jouent un rôle plus central que les HES, notamment en ce qui

⁷¹ Les différents développements historiques doivent également être pris en compte : en Suisse romande, le domaine des soins infirmiers n'était établi qu'au niveau des HES, mais pas au niveau des ES. Ainsi, la situation concurrentielle dans certains domaines spécialisés est moins marquée qu'en Suisse alémanique.

concerne la couverture sanitaire dans le système de santé. Selon le groupe de réflexion en Suisse romande, la priorité est de former globalement suffisamment de personnes en raison de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Au niveau des mégatendances sociales, le domaine Santé considère dans l'enquête en plusieurs étapes que le plus grand défi se situe dans la tendance à l'amélioration des compétences. Ce résultat surprend à nouveau certains des participants au groupe de réflexion. Les représentants des Ortra présents estiment que les exigences croissantes sur le lieu de travail sont suffisamment amorties dans le plan d'études cadre. Pour les représentants des Ortra et des ES, la discussion sur le thème de l'amélioration des compétences vise notamment à clarifier la compréhension entre la formation initiale et la formation continue. Dans le sens de l'apprentissage tout au long de la vie, tout ne doit pas et ne peut pas être intégré dans une formation initiale ou ES. Les diplômés observent des tendances partiellement contradictoires : par exemple, l'amélioration des compétences est surtout perçue en théorie, alors que dans la pratique, on observe une tendance à la diminution des compétences (« downskilling »). Un autre défi est donc parfois mentionné comme étant la numérisation ou la technicisation. Par exemple, certaines professions de la santé sont fortement menacées par ces deux éléments.

8.2.6 Social et formation des adultes

Dans le domaine Social et formation des adultes, l'enquête en plusieurs étapes identifie également le plus grand défi dans le contexte du système éducatif comme étant la concurrence avec les HES (bachelor/master). Selon les groupes de réflexion, les ES ont une image plus négative que les HES – si tant est que la différence soit connue. L'un des principaux avantages des ES est toutefois qu'elles offrent une préparation plus spécifique à la vie professionnelle que les HES. Il incombe donc aux ES de paraître plus sûres d'elles-mêmes et de mieux identifier leurs propres forces – avant tout l'efficacité pratique – et ce, également en contraste avec les hautes écoles. Il est également important que les ES et les HES entretiennent un dialogue et forment les étudiants de manière à pouvoir répondre aux besoins des employeurs.⁷²

En ce qui concerne les mégatendances sociales, l'enquête en plusieurs étapes identifie en particulier la numérisation comme un défi majeur. Les participants au groupe de réflexion soulignent qu'il ne s'agit guère d'un sujet spécifique au domaine. Au contraire, la numérisation imprègne tous les domaines des ES. Dans le domaine Social et formation des adultes, la question se pose également de savoir comment simplifier les processus de travail à l'aide de technologies plus modernes. Toutefois, l'accent reste mis sur les individus et il est incontestable que des professionnels qualifiés sont nécessaires. On envisage toutefois plutôt des possibilités complémentaires, par exemple, dans le cadre de consultations en ligne ou de chats et de forums.

⁷² Selon le groupe de réflexion, un autre défi est le manque de places de formation. On constate plus de demandes de la part des étudiants que d'offres.

8.2.7 Arts visuels, arts appliqués et design

Selon l'enquête en plusieurs étapes, les personnes interrogées du domaine Arts visuels, arts appliqués et design considèrent la concurrence avec les HES (bachelor/master) et le financement de la formation professionnelle comme le plus grand défi dans le contexte du système éducatif suisse. Pour les participants au groupe de réflexion, la concurrence avec les HES constitue également le plus grand défi. Le groupe de réflexion identifie un besoin d'action, car les HES acceptent de plus en plus d'étudiants sans maturité (professionnelle) sur dossier et écrèment ainsi de manière illicite les étudiants d'ES potentiels. De plus, les frais d'études des ES sont plusieurs fois supérieurs aux frais d'études des HES. Dans ce contexte, un très grand besoin d'action est également identifié en ce qui concerne le financement de la formation professionnelle, précisément parce que les différentes modalités de financement au sein de la formation professionnelle sont complexes et difficiles à expliquer aux parties intéressées et aux étudiants.

En ce qui concerne les mégatendances sociales, l'internationalisation du marché du travail est le principal défi identifié par le domaine Arts visuels, arts appliqués et design dans l'enquête en plusieurs étapes. Le groupe de réflexion partage cet avis, car les membres du domaine Arts visuels, arts appliqués et design sont souvent actifs au niveau international. La mondialisation entraîne une augmentation constante du travail international. D'autres mégatendances, comme la numérisation, sont traitées depuis longtemps.

8.2.8 Trafic et transports

Selon l'enquête en plusieurs étapes, les quelques personnes interrogées du domaine Trafic et transports considèrent la concurrence avec les HES (bachelor/master), les EP/EPS et les formations continues des HES comme le plus grand défi dans le contexte du système éducatif suisse. En termes de mégatendances sociales, la tendance à l'amélioration des compétences est considérée comme le plus grand défi. Les résultats du domaine Trafic et transports n'ont pas été approfondis dans un groupe de réflexion.

8.3 Bilan – Défis et mégatendances

Dans l'optique du système éducatif suisse et des mégatendances, la concurrence avec les HES et surtout avec leurs filières de bachelor et de master est perçue comme le plus grand défi du système des ES. De nombreuses personnes interrogées expriment ce point de vue, en soulignant souvent que ce n'est pas la concurrence mais la complémentarité avec les HES qui doit être privilégiée. L'importante complémentarité avec les autres voies de formation dans le domaine de la formation professionnelle (EP/EPS, CFC, AFP) est également soulignée. Le financement de la formation professionnelle est également souvent reconnu comme un défi central des ES. Dans le domaine des mégatendances, la numérisation et l'internationalisation du marché du travail sont considérées comme des défis majeurs.

La figure suivante illustre les plus grands défis en termes de positionnement des ES :

Défis les plus importants

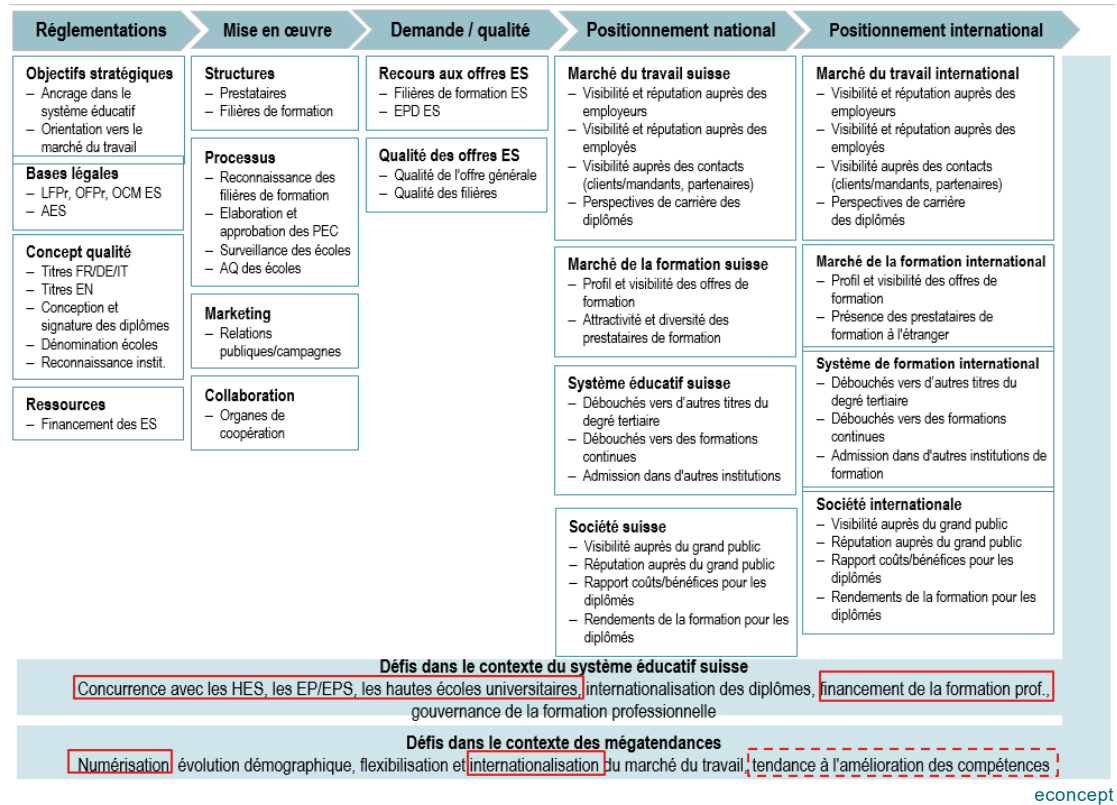


Figure 25 : Synthèse des plus grands défis concernant le positionnement des ES.

Parmi les groupes d'intérêts et dans les régions linguistiques, les perceptions des défis sont similaires : pour les Ortra et les ES, la Confédération et les cantons ainsi que pour les personnes interrogées du point de vue de la concurrence, c'est avant tout le contexte de formation immédiat qui représente un défi. En particulier, la concurrence avec les HES dans le domaine bachelor/master, et dans certains cas également la concurrence avec les EP et EPS ainsi qu'avec EPD ES, sont citées comme le plus grand défi. Dans toutes les régions linguistiques, la concurrence avec les filières de bachelor et de master des HES est également mise en avant comme un défi particulier. Les cantons considèrent l'internationalisation du marché du travail comme un défi au même titre que la concurrence avec les HES – avis également partagé par les quelques personnes interrogées en Suisse italienne.

Pour la plupart des domaines également, la concurrence avec les HES constitue le défi central dans le contexte du système éducatif suisse, à l'exception du domaine Agriculture et économie forestière, pour lequel les EP et EPS sont les principaux concurrents. Le financement de la formation professionnelle est particulièrement important dans les domaines Technique, ainsi qu'Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management. Les mégatendances sont également très pertinentes pour de nombreux domaines : tandis que la numérisation représente un défi majeur pour les domaines Santé, Économie, Agriculture

et économie forestière, ainsi que Social et formation des adultes, les domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, ainsi que Arts visuels, arts appliqués et design considèrent quant à eux l'internationalisation du marché du travail comme le plus grand défi. La tendance à l'amélioration des compétences, qui est aussi fréquemment citée comme le plus grand défi, est souvent perçue comme une opportunité – par exemple dans le domaine Technique.

9 Principaux champs d'action et mesures

9.1 Besoin d'action général au niveau du positionnement

Compte tenu de leur profil axé sur le marché du travail et la pratique, les ES sont vues comme une composante importante du système éducatif suisse. Ces dernières années, diverses mesures ont été mises en œuvre dans le cadre du projet stratégique pour le renforcement de la FPS afin d'améliorer leur positionnement – dont la classification dans le CNC, la dénomination des titres en anglais, l'AES et les bonnes pratiques relatives à l'admission aux hautes écoles spécialisées. Les ES étaient aussi un élément du projet stratégique FPS. Toutefois, tous les acteurs continuent de considérer que le besoin d'action reste important quant au positionnement des ES dans le système éducatif, sur le marché du travail et dans la société – cela, alors que la demande croît pour les HES depuis plusieurs années et régresse toujours plus pour les formations ES.

- *Positionnement national* : dans l'optique du positionnement national des ES, un besoin important est mis en évidence dans la plupart des groupes d'intérêts, toutes les régions linguistiques et tous les domaines, avec des opinions très semblables concernant le besoin d'action généralisé et les champs d'action prioritaires. Une forte nécessité d'agir sur le positionnement national est perçue avant tout par les ES et les domaines Santé, Arts visuels, arts appliqués et design, et Technique. Le positionnement des filières d'études postdiplômes des ES (EPD ES) est également sujet à de nombreuses critiques.
- *Positionnement international* : un besoin d'action important est également identifié au niveau du positionnement international des ES. Agir sur le positionnement international est jugé plus important et dans certains cas plus urgent que de renforcer le positionnement national, mais cet avis se concentre sur certains domaines présentant des intérêts internationaux plus pressants (notamment Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, banque dans le domaine Economie) et par rapport à certains pays (notamment les pays voisins, les autres États de l'UE, les États-Unis, la Chine, les pays asiatiques émergents). Par conséquent, les évaluations du besoin d'action généralisé et des domaines d'action prioritaires pour le positionnement international divergent plus fortement entre les groupes d'intérêts, les régions linguistiques et les domaines que pour le positionnement national. Les Ortra, les personnes interrogées en Suisse romande et d'autres domaines (social et formation des adultes, agriculture et économie forestière, technique, trafic et transports) en particulier jugent le besoin d'action en la matière faible.

Dans le sillage du besoin d'action important au niveau du positionnement, un besoin d'action immédiat a été identifié au niveau des réglementations des ES et de la délimitation par rapport à d'autres voies de formation (dont les HES). En revanche, le besoin d'action au niveau de la mise en œuvre et de la qualité de l'offre des ES est moindre.

L'orientation stratégique, la mise en œuvre et la qualité de l'offre ES peuvent certes être améliorées sur certains points, mais elles sont globalement appropriées et moins controversées dans l'optique du positionnement. Toutefois, un besoin d'action important existe au niveau de la visibilité et de la réputation des formations ES – tant en Suisse qu'à l'étranger.

9.2 Champs d'action les plus urgents concernant le positionnement

Les domaines d'action les plus urgents pour le positionnement des ES au sein du système éducatif, dans la société et sur le marché du travail ont trait au manque de visibilité et de réputation des formations ES ainsi que dans le manque de débouchés vers d'autres formations (cf. Figure 26). En ce qui concerne le positionnement national, les domaines d'action les plus urgents sont le manque de visibilité et de réputation du profil ES auprès du grand public et dans la société, profil qui est perçu comme difficilement saisissable en comparaison à d'autres formations au degré tertiaire (en particulier HES, examens fédéraux). Le manque de visibilité auprès des employeurs et l'absence de débouchés vers d'autres formations, notamment au degré tertiaire A, sont également sujets à critiques. Sur le plan international, le plus grand besoin d'action se fait sentir au niveau de la visibilité générale des ES sur le marché du travail étranger et par rapport aux critères d'admission et aux débouchés vers d'autres formations à l'étranger. Agir sur le positionnement international est jugé plus important et dans certains cas plus urgent que de renforcer le positionnement national, mais cet avis se concentre sur certains domaines présentant des intérêts internationaux plus pressants (notamment hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, banque dans le domaine de l'économie) et par rapport à certains pays (notamment les pays voisins, les autres États de l'UE, les États-Unis, la Chine, les pays asiatiques émergents).

Champs d'action les plus urgents et défis

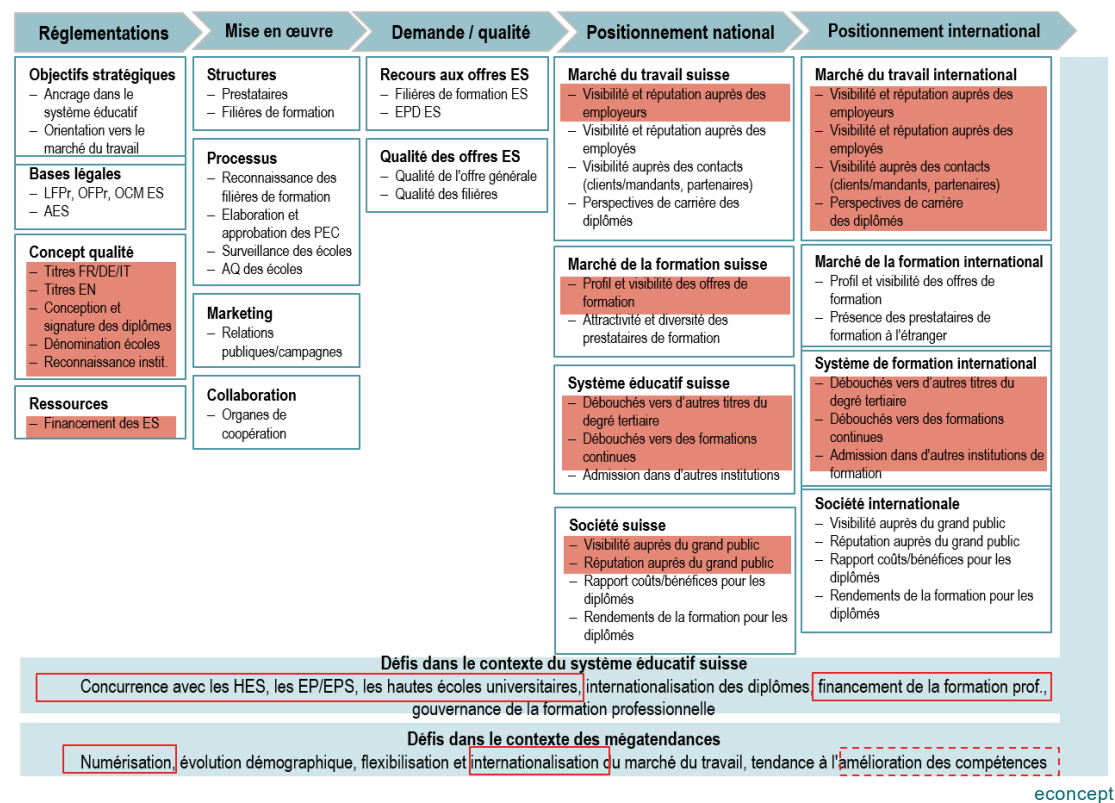


Figure 26 : Vue d'ensemble des champs d'action les plus urgents et des principaux défis pour les ES.

Outre la forte nécessité d'agir sur le positionnement, un besoin d'action immédiat est reconnu aussi en ce qui concerne le cadre normatif des ES, auquel on attribue une grande importance dans le contexte de l'amélioration du positionnement des ES. L'accent est mis sur les dispositions actuelles relatives aux attestations de qualité établies (titres, diplômes, reconnaissance des écoles), dont certaines sont jugées peu utiles. Le financement des ES est également jugé insuffisant et peu transparent. D'autres champs d'action résultent de défis dans le contexte du système éducatif. De grands défis résident notamment dans la délimitation et la concurrence avec les autres types de formation (surtout les HES, mais aussi le CFC et les EP/EPS) ainsi que dans le financement de la formation professionnelle. Le positionnement actuel des EPD ES est aussi souvent remis en question pour ce qui est de la coordination et de la délimitation des voies de formation. Des mégatendances comme la numérisation et l'internationalisation sont également considérées comme des défis, mais jugées moins pertinentes en termes d'amélioration du positionnement.

Pour ce qui est du positionnement des ES en Suisse et des défis dans le contexte du système éducatif, les divers groupes d'acteurs, régions linguistiques et domaines donnent une priorité absolue à des champs d'action très similaires. À peu d'exceptions près, l'accent est mis sur la visibilité et la réputation des ES auprès du grand public et des employeurs, sur les débouchés vers d'autres formations et sur la délimitation par rapport aux autres voies de formation (HES, EP/EPS, CFC, AFP). Pour ce qui est du cadre normatif, et en particulier du positionnement international des ES, les champs d'action les plus urgents varient davantage. Les groupes d'acteurs, les régions linguistiques et les

domaines attribuent un besoin d'action prioritaire à divers éléments inhérents aux attestations de qualité en vigueur et à d'autres aspects du positionnement sur les marchés du travail ou dans les systèmes éducatifs étrangers. Concernant les réglementations, ce sont les titres et le financement qui sont le plus souvent critiqués, suivis de la dénomination des diplômes et de la reconnaissance institutionnelle. Au niveau du besoin d'action à l'étranger, les divers groupes d'acteurs, les régions linguistiques et les domaines mettent l'accent sur la visibilité et la réputation auprès des employeurs étrangers ainsi que sur les débouchés vers d'autres formations continues. Dans le même temps toutefois, on identifie un grand besoin d'action pour de nombreuses autres questions – variant en fonction du domaine et de l'importance du positionnement international.

De manière plus fondamentale, certains domaines et certaines régions sortent aussi du rang en ce qui concerne leur besoin d'action prioritaire. Le domaine Santé diverge en partie des autres domaines dans la mesure où il accorde une importance élevée principalement aux possibilités de carrière et aux rendements de la formation des diplômés. Concernant les régions linguistiques, on constate en Suisse italienne des priorités quelque peu divergentes par rapport au reste du pays, l'internationalisation du marché du travail y jouant un rôle particulier pour des raisons géographiques.

Les champs d'action les plus urgents concernant le positionnement des ES sont le manque de visibilité auprès du grand public et sur le marché du travail tout comme le manque de débouchés en Suisse et à l'étranger (avec des accents différents dans chaque domaine). Une priorité accrue est donc donnée au développement des attestations de qualité en vigueur (titres, diplômes, reconnaissance des écoles), y compris un financement comparable à d'autres diplômes du degré tertiaires, l'établissement d'un profil plus tranché des ES se distinguant des autres voies de formation dans le domaine de la formation professionnelle et au degré tertiaire ainsi que l'amélioration de la perception et des débouchés des ES.

9.3 Mesures pour améliorer le positionnement

9.3.1 Synopsis de mesures possibles

Des enquêtes réalisées et des analyses ont émergé dix-neuf mesures possibles concernant les champs d'action les plus urgents, dont le développement d'attestations de qualité et du financement des ES, l'établissement d'un profil plus tranché ainsi que l'amélioration de la perception et des débouchés⁷³ (cf. parties en ocre de la Figure 27) :

⁷³ La condition d'une prise en compte dans le présent état des lieux était qu'une mesure ait été énoncée dans plusieurs des enquêtes réalisées ou par plusieurs groupes d'intérêts et domaines. D'autres mesures possibles individuelles ou liées à des domaines particuliers n'ont pas fait l'objet d'un suivi ou ont été retenues parmi les mesures spécifiques à un domaine.

Mesures pour améliorer le positionnement

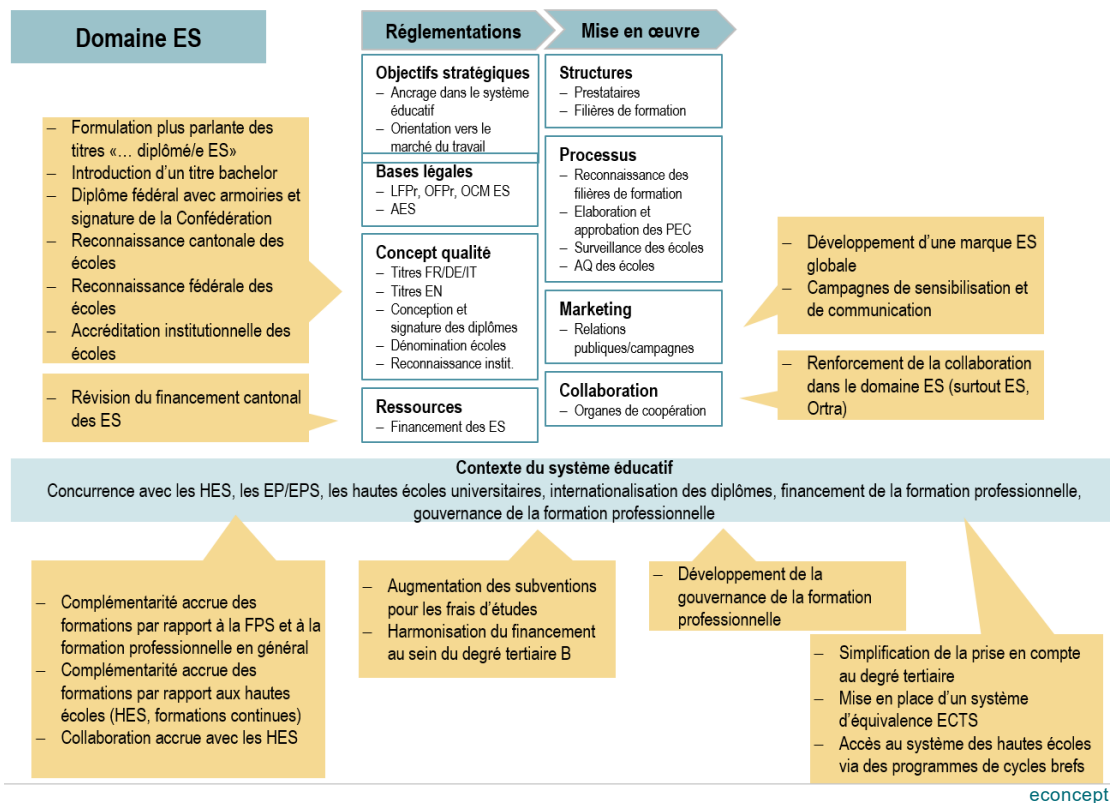


Figure 27 : Synopsis des mesures possibles pour améliorer le positionnement des ES.

Les dix-neuf mesures pour améliorer le positionnement des ES concernent d'une part le cadre normatif ou son application dans le domaine ES, et visent d'autre part à apporter des changements dans le contexte éducatif. Trois mesures liées au concept qualité des ES tendent à une adaptation des titres et des diplômes des ES. Trois autres mesures relatives au concept qualité se réfèrent – de façon plus ou moins poussée – à la reconnaissance des institutions de formation. Deux mesures liées aux ressources s'attèlent au mécanisme de calcul et à l'ampleur du soutien financier des ES. Deux mesures possibles ont pour objet le marketing et la communication dans le domaine des ES. Un renforcement de la collaboration dans le domaine des ES est aussi encouragé. Enfin, pas moins de sept mesures replacent les ES dans le contexte global de la formation professionnelle suisse, voire du système éducatif suisse dans son ensemble, et ont pour but une coordination et une collaboration renforcées. Deux de ces mesures ciblent de plus les débouchés vers les systèmes de formation à l'étranger.

Des mesures plus spécifiques se rapportent à des domaines précis. Pour les domaines Hôtellerie/restauration, tourisme et facility management, Économie, Social et formation des adultes, une autre mesure cible encore le renforcement de la collaboration internationale sous forme d'une reconnaissance mutuelle des filières de formation avec des pays choisis et/ou une mise en réseau plus poussée avec des employeurs actifs à l'international. Des domaines comptant de nombreux prestataires comme Économie et Technique envisagent comme mesure un renforcement de l'identité des écoles en les positionnant comme des marques (à l'instar de « Tech » Winterthur jadis) – en coordination avec une identité ES

globale. En raison de la pénurie de personnel qualifié, les domaines Santé, Social et formation des adultes, etc. envisagent comme mesure supplémentaire des campagnes ciblées selon les branches. Certains domaines comme Arts visuels, arts appliqués et design, dans lesquels les HES admettent souvent les étudiants sur dossier, demandent en outre un contrôle et une application plus stricte des conditions d'admission aux HES.

9.3.2 Chances et risques des mesures

Les mesures envisagées présentent à la fois des chances et des risques quant à leur potentiel d'amélioration du positionnement des ES et à leur mise en œuvre éventuelle. Ci-après sont traités systématiquement les changements ciblés par les dix-neuf mesures (voir plus haut Figure 27) ainsi que les chances et les risques liés.

Concept qualité des ES

Formulation plus parlante des titres « diplômé/e ES » : dans la perspective du marché du travail, les titres des ES en vigueur sont en partie perçus comme peu pertinents et trop spécialisés. Des titres « diplômé/e ES » parlant d'eux-mêmes et si possible uniformes, doivent mieux refléter les compétences pratiques acquises lors de la formation ES, accroître le taux de reconnaissance sur le marché du travail et augmenter ainsi la compétitivité des diplômés lorsqu'ils y accèdent.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Simplification du titre ES – Mise en exergue des points forts des formations ES grâce à un titre pointant la pratique – Visibilité, intelligibilité et identité améliorées et taux de reconnaissance accru du diplôme ES auprès du grand public et des employeurs – en Suisse et à l'étranger pour certains titres – Attractivité accrue des diplômés ES et des branches concernées 	<ul style="list-style-type: none"> – Le titre ES établi disparaît, incertitude face à une nouvelle modification du titre – Les domaines et les orientations ne figurent pas dans le titre – Intelligibilité et visibilité encore aléatoires pour certains titres, surtout à l'étranger – Conflits avec d'autres niveaux ou voies de formation – Besoin éventuel d'une réglementation légale lourde

Tableau 8: Chances et risques d'une formulation plus parlante des titres « diplômé/e ES ».

Introduction d'un titre « bachelor » : en plus de leur manque de valeur informative, les titres ES sont aujourd'hui peu connus. L'introduction d'une nouvelle désignation des diplômes en recourant à un titre « bachelor » (p. ex. Bachelor professionnel, Professional Bachelor) vise à améliorer la perception des diplômes ES et à accroître la réputation et les débouchés des formations ES en Suisse et à l'étranger⁷⁴.

⁷⁴ À l'heure actuelle, une motion sur le titre de « Bachelor » est en suspens au Parlement. Cf. Motion 20.3050 du CN Matthias Aebischer.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Simplification du titre ES – Valorisation et accroissement de l'acceptation du diplôme ES – Attractivité accrue chez les étudiants potentiels – Prise de conscience plus marquée de l'équivalence avec d'autres diplômes du degré tertiaire – Meilleure visibilité et réputation accrue du diplôme ES auprès du grand public et des employeurs – Meilleures intelligibilité et visibilité du diplôme ES dans le contexte international – Amélioration des débouchés et de la prise en compte dans le contexte suisse et international, mobilité accrue – Attractivité accrue des diplômes ES et des branches concernées – Positionnement clair au degré tertiaire 	<ul style="list-style-type: none"> – Le titre ES établi disparaît, incertitude face à une nouvelle modification du titre – Nouvelle systématique des titres « Bachelor professionnel » requérant une réglementation légale afférente – Dilution du profil des ES, valorisation moindre de la proximité avec le marché du travail et l'orientation pratique, semblant d'académisation – Délimitation floue par rapport au domaine des hautes écoles, titre identique (BSc EPF vs Professional Bachelor ES) pour des compétences très différentes, dilution du profil du bachelor des hautes écoles (maturité + 3 ans) – Fausses attentes chez les diplômés (notamment salaires) et les employeurs (notamment référence scientifique) – Conflits avec d'autres niveaux ou voies de formation – Pas d'uniformité internationale des titres, utilisation du titre divergente dans le contexte international (Allemagne : Bachelor professionnel pour l'ancien brevet de maîtrise)

Tableau 9: Chances et risques de l'introduction d'un titre « Bachelor ».

Diplôme fédéral avec signature de la Confédération : à l'heure actuelle, ce sont les écoles qui établissent les diplômes ES. Un diplôme avec la mention « fédéral » marqué des armoiries et de la signature de la Confédération doit permettre d'uniformiser les diplômes, de placer les diplômes ES au niveau des autres diplômes formels du système de formation professionnelle (p. ex. CFC, EP/EPS) et d'en accroître ainsi la reconnaissance.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Uniformisation optique des diplômes avec les armoiries de la Confédération comme label de qualité – Valorisation et accroissement de l'acceptation du diplôme ES – Visibilité et intelligibilité améliorées et réputation rehaussée du diplôme ES auprès du grand public et des employeurs – Meilleure visibilité et reconnaissance accrue dans le contexte international – Passage simplifié vers d'autres formations, amélioration de la prise en compte, mobilité accrue – Traitement identique des CFC, ES et EP/EPS – Prise de conscience plus marquée de l'équivalence avec d'autres diplômes du degré tertiaire – Attractivité accrue des diplômes ES et des branches concernées 	<ul style="list-style-type: none"> – Exige un changement fondamental du système avec le pilotage des procédures de qualification finales par la Confédération – Densité réglementaire accrue en maintenant les PEC – Influence accrue de la Confédération et donc perte d'influence des ES, des Ortra et, le cas échéant, des cantons – Conflits avec d'autres niveaux ou voies de formation – Les expériences faites avec des examens fédéraux montrent une reconnaissance aléatoire même en cas de diplômes signés par la Confédération – Procédures administratives plus lourdes pour l'établissement des diplômes – Besoin d'un cadre normatif plus lourd au vu des compétences réparties entre la Confédération et les cantons

Tableau 10: Chances et risques d'un diplôme fédéral avec signature de la Confédération.

Reconnaissance cantonale des écoles : à l'heure actuelle, dans le domaine des ES, les filières de formation sont reconnues, mais pas les écoles en tant que prestataires de ces filières. Une reconnaissance étatique, basée sur des normes minimales (p. ex. taille, qualité) et harmonisée au niveau intercantonal, ou une certification cantonale des

prestataires de formation attestant leur aptitude à mettre en œuvre le PEC pourrait renforcer la réputation des écoles et impliquer une assurance qualité supplémentaire.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Forme simple de reconnaissance étatique – Pratique de reconnaissance des cantons uniformisée – Application d'attestations de qualité complétant la procédure de reconnaissance des filières de formation par la Confédération – Amélioration institutionnelle de la qualité et assainissement éventuel du marché des écoles – Meilleures possibilités de commercialisation pour les écoles grâce à une reconnaissance étatique intégrale 	<ul style="list-style-type: none"> – Juxtaposition de la reconnaissance fédérale des PEC et de la reconnaissance cantonale des écoles – Manque d'uniformité de la mise en œuvre cantonale, compétence lacunaire dans les petits cantons – Charge administrative accrue, processus de développement lourd – Extrêmement contraignant pour les cantons comptant de nombreuses écoles (parfois petites) et pour les écoles ayant des sites dans plusieurs cantons – Transparence du marché réduite – Disparition d'écoles et moins d'offres proposées – Détérioration de la réputation des filières de formation des ES – Besoin éventuel d'un cadre normatif lourd

Tableau 11: Chances et risques d'une reconnaissance ou d'une certification cantonale des écoles.

Reconnaissance fédérale des écoles : au lieu d'une reconnaissance cantonale plus uniforme, il serait aussi possible d'élargir les compétences de la Confédération à la reconnaissance des ES. Une reconnaissance étatique, basée sur des normes minimales (p. ex. taille, qualité), ou une certification par la Confédération confirmant la capacité de mise en œuvre du PEC doit augmenter la visibilité des écoles et améliorer leur reconnaissance. Une reconnaissance fédérale pourrait être associée à une dénomination protégée des écoles.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Application d'attestations de qualité complétant la procédure de reconnaissance des filières de formation, standards uniformes sur tout le territoire suisse – Amélioration institutionnelle de la qualité et assainissement éventuel du marché des écoles – Meilleure visibilité et réputation rehaussée des écoles en Suisse et à l'étranger – Valorisation et accroissement de l'acceptation du diplôme ES en Suisse et à l'étranger – Meilleures possibilités de commercialisation pour les écoles – Simplifications des processus pour les écoles grâce à un traitement unique pour tous les sites – L'accent sur la mise en œuvre des PEC continue de garantir la primauté de l'orientation vers le marché du travail 	<ul style="list-style-type: none"> – Densité réglementaire accrue en maintenant les PEC – Charge administrative accrue – accentuée par le grand nombre d'écoles – Processus lourds avec des critères à utiliser uniformément – Difficile égalité de traitement de tous les prestataires (prestataires ES purs vs écoles aux offres diverses) – Juxtaposition des reconnaissances fédérales et cantonales, label supplémentaire, transparence du marché réduite – Disparition d'écoles et moins d'offres proposées – Détérioration possible de la réputation des filières de formation ES – Besoin éventuel d'un cadre normatif lourd

Tableau 12: Chances et risques d'une reconnaissance ou d'une certification des écoles.

Accréditation institutionnelle des écoles : une mesure allant encore plus loin à propos de la reconnaissance des prestataires de formation prévoit une accréditation institutionnelle. L'accréditation valide la compétence des écoles à fournir et développer de manière autonome une offre de formations au niveau de qualité requis. Elle apporte aux écoles plus de visibilité, une plus grande reconnaissance de leurs diplômes et des débouchés. Elle

peut être donnée soit par la Confédération soit par une agence indépendante et suit une procédure propre, différente de celle des hautes écoles. Une dénomination protégée des écoles va de pair avec l'accréditation institutionnelle.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Des normes uniformes à l'échelle de la Suisse, label de qualité suisse – Amélioration institutionnelle de la qualité et assainissement éventuel du marché des écoles – Réputation rehaussée et reconnaissance accrue des écoles en Suisse et à l'étranger (« Liste des écoles accréditées ») – Du côté des écoles, séparation institutionnelle renforcée des offres des ES et de celles des écoles professionnelles – Meilleure comparabilité avec les systèmes étrangers – Coopérations simplifiées avec des écoles à l'étranger – Lancement plus rapide de nouvelles filières/offres de formation – Flexibilité de l'offre accrue et possibilité de réagir aux tendances – Procédure de reconnaissance simplifiée 	<ul style="list-style-type: none"> – Charge élevée dans l'ensemble du système due au grand nombre d'écoles – Processus lourd pour chaque école – Difficile égalité de traitement de tous les prestataires (prestataires ES purs vs écoles aux offres diverses) – Juxtaposition des reconnaissances fédérales et cantonales, label supplémentaire, transparence du marché réduite – Orientation vers le marché du travail non garantie – Perte du principe de la pratique au profit d'un principe scientifique, ce qui remet en question le signe distinctif des hautes écoles – Perte ou besoin de clarification de l'influence des Ortra et du monde du travail – Lancement d'offres avec une demande incertaine – Disparition d'écoles et moins d'offres proposées, notamment dans les régions périphériques – Contrôle complexe de la conformité légale de la mise en œuvre – Besoin éventuel d'un cadre normatif lourd

Tableau 13: Chances et risques d'une reconnaissance institutionnelle ou d'une accréditation des écoles.

Ressources concernant les ES

Révision du financement cantonal des ES : le financement actuel conformément à l'AES subit des fluctuations en raison du relevé des coûts sur deux ans, ce qui altère la calculabilité des contributions cantonales. Un mécanisme de calcul adapté doit permettre de chiffrer les contributions AES de manière plus transparente, mieux équilibrée à l'échelon régional et plus stable – ce qui permet d'augmenter la prévisibilité des coûts de formation.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Financement plus transparent et plus stable – Réputation rehaussée des formations ES auprès des étudiants – Égalité de traitement optimisée entre les domaines et les régions – Sécurité de planification accrue pour les écoles – Pilotage amélioré grâce à des relevés de coûts plus valides 	<ul style="list-style-type: none"> – Processus d'adaptation long et fastidieux – Charge administrative accrue en raison du degré de détail plus élevé – Les facteurs de coûts et les mises en œuvre divergent encore à l'échelon cantonal – Résistance, manque d'acceptation notamment chez les acteurs ayant actuellement des taux de contribution plus élevés

Tableau 14: Chances et risques d'une révision du financement cantonal des ES.

Marketing dans le domaine des ES

Développement d'une marque ES globale : aujourd'hui, le grand public et le marché du travail connaissent peu les ES et leurs offres de formation. Afin d'accroître leur visibilité et d'améliorer la communication, les ES doivent s'établir comme une marque indépendante pouvant être internationalisée, avec une image uniforme et une présence commune.

L'accent est mis sur la forte orientation pratique des filières de formation et l'employabilité des diplômés comme signe distinctif des ES.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Base de communication améliorée en vue d'un engagement commun – Meilleure visibilité et taux de reconnaissance accru chez tous les groupes d'intérêts (politique incl.) – Meilleure base de commercialisation pour les étudiants potentiels et les employeurs – Accroissement de la visibilité des ES, réputation rehaussée auprès du grand public et sur le marché du travail – Transparence du marché accrue – Délimitation simplifiée par rapport aux autres voies de formation (p. ex. HES) 	<ul style="list-style-type: none"> – Manque de consensus sur un pilotage étatique centralisé, financement non réglé – Exigences élevées d'un marketing uniforme coordonné devant promouvoir des domaines, des écoles et des diplômés hétérogènes – Perception réduite des diverses orientations – Possibilités restreintes pour les écoles de se commercialiser ou de se distinguer par un profil autonome – Difficulté d'assigner les prestataires au domaine des ES (prestataires ES purs vs écoles aux offres diverses) – Possibilité d'internationalisation essentiellement en combinaison avec un titre de bachelor ou un autre titre plus facile à assigner à l'étranger

Tableau 15: Chances et risques d'une marque ES.

Campagnes de sensibilisation et de communication : les ES et leurs offres de formation sont peu connues non seulement du grand public, mais aussi d'importants groupes d'intérêts comme l'orientation professionnelle et de carrière, les écoles de degré secondaire II et les employeurs. Des campagnes de sensibilisation ciblées, en particulier à l'intention de ces groupes, doivent accroître la visibilité des formations ES et offrir des aides à la décision tant pour le choix des études que lors de l'embauche par des employeurs. Des outils de conception adaptés, au besoin spécifiques aux domaines (p. ex. des aide-mémoire), sont impératifs ; ils doivent pointer les différences par rapport à d'autres formations et aborder des thèmes comme les compétences pratiques acquises, les voies de carrière, les débouchés et les rendements de la formation. Une campagne de plus grande envergure pourrait aussi s'adresser au grand public. Les campagnes pourraient être reliées par l'établissement d'une marque ES globale.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Mesures de promotion dans l'opinion publique rapidement réalisables – Amélioration de la visibilité des ES, réputation rehaussée auprès du grand public et sur le marché du travail – Amélioration de l'intelligibilité du système éducatif suisse et des diverses voies de formation – Aides à la décision lors du choix des études et de l'embauche par des employeurs – De nouveaux étudiants et spécialistes peuvent être conquis, contribue à pallier à la pénurie de personnel qualifié – Coordination de divers besoins de communication selon chaque domaine 	<ul style="list-style-type: none"> – Coûts élevés sur une longue période, financement de la campagne incertain – Impact incertain des campagnes d'information – Besoin d'informations divergent dans chaque domaine – Perçue comme une « pseudo-mesure » si on renonce à des mesures supplémentaires de mise en œuvre – Report de changements plus fondamentaux dans les bases légales et le système dans le domaine des ES et de la FPS – Concurrence avec d'autres campagnes (p. ex. maturité professionnelle)

Tableau 16: Chances et risques de campagnes de sensibilisation et de communication accrues.

Collaboration dans le domaine des ES

Renforcement de la collaboration dans le domaine ES : le domaine des ES se caractérise par la diversité des disciplines, le grand nombre de prestataires hétérogènes et des intérêts en partie divergents entre les ES et les Ortra. Dans ce contexte, un renforcement des ES et de leurs filières de formation suppose aussi une collaboration plus appuyée entre les acteurs centraux. Une coopération plus étroite entre les écoles (p. ex. réseaux régionaux, présence commune sur le marché) pourrait permettre une visibilité plus large. Une collaboration optimisée avec les Ortra dans tous les domaines et toutes les branches soutient l'élaboration d'offres de formation dotées de profils attractifs et axées sur la pratique et le marché du travail.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none">– Utilisation groupée de ressources et mise à profit de synergies pour renforcer les ES– Réponse à des sous-dotations en ressources– Amélioration de la qualité des contenus et de l'orientation pratique des filières de formation– Développement accru de profils proches du marché du travail– Visibilité plus large grâce à une présence dans le réseau ES– Identification accrue des Ortra avec les ES	<ul style="list-style-type: none">– Processus de coopération lourds en raison de l'hétérogénéité du domaine des ES– Coopération difficile due au comportement concurrentiel d'ES privées– Manque de volonté de coopérer et conflits d'intérêts en raison des doubles casquettes (p. ex. Ortra à la fois responsable des ES et EP)– Manque de capacité de fonctionnement des Ortra, surcharge de petites branches/Ortra

Tableau 17: Chances et risques d'un renforcement de la collaboration dans le domaine ES.

Contexte de la formation professionnelle

Augmentation des subventions pour les frais d'études : selon le domaine, les frais d'études pour une formation ES s'avèrent nettement plus élevés que les frais dans une HES et ne font pas l'objet d'une subvention supplémentaire de la Confédération. Une hausse de la subvention étatique dans le domaine des ES avec des contributions additionnelles de la Confédération (ou des cantons) doit permettre une baisse des frais d'études et, par ce biais, une compétitivité accrue des diplômes ES.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none">– Frais moins élevés, soulagement financier des étudiants des ES– Décharge financière des employeurs qui subventionnent les frais d'études– Volonté accrue des employeurs d'encourager la formation continue de leurs collaborateurs– Attractivité en hausse et compétitivité renforcée des formations ES notamment face aux hautes écoles	<ul style="list-style-type: none">– En cas de contributions fédérales, éventuellement engagement moindre des cantons, dans le même temps, contraintes multipliées pour les écoles– En cas de financement public additionnel, baisse des contributions privées existantes (p. ex. employeur, parents) comme effet d'aubaine– Concurrence accrue des cours préparatoires aux examens fédéraux, incitations inopportunes ou mauvais choix de la formation en cas de non-coordination au sein des branches– Besoin éventuel d'un cadre normatif lourd

Tableau 18: Chances et risques d'une augmentation des subventions pour les frais d'études.

Harmonisation du financement au sein du degré tertiaire B : à l'heure actuelle, le financement des examens fédéraux (financement fédéral axé sur la personne) et le financement des ES (contributions cantonales aux prestataires de formation) divergent

fortement. Un financement fédéral axé sur la personne aussi pour le domaine des ES doit engendrer une harmonisation avec le financement des EP et EPS. Le financement devient ainsi plus intelligible et les frais de formation plus prévisibles pour les étudiants, qui profitent dès lors directement de la subvention étatique.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Financement plus intelligible, plus uniforme et plus transparent – Égalité de traitement renforcée des étudiants et des prestataires de formation dans le domaine des ES – Égalité de traitement des structures dans le domaine de la FPS – Décharge administrative des écoles 	<ul style="list-style-type: none"> – Influence accrue de la Confédération avec perte d'influence correspondante et, le cas échéant, engagement moins important des ES, des Ortra et des cantons – Besoin éventuel d'un cadre normatif plus lourd – Le financement axé sur la personne à terme échu et les taxes d'études en hausse constituent une charge pour les étudiants – Application plus difficile dans les domaines d'études présentant un intérêt public important

Tableau 19: Chances et risques d'une harmonisation du financement au sein du degré tertiaire B.

Complémentarité accrue des voies de formation professionnelle : le système de formation professionnelle suisse dispose d'une série de voies de formation dotées de profils différents. Plusieurs questions se posent ici régulièrement : la question de la voie à choisir, celle de l'adéquation avec le niveau de formation visé et celle de la compétence dispensée, mais aussi la question des métiers apparentés et celle des voies de formation en dehors de la formation professionnelle. Une réflexion stratégique sur l'orientation et la complémentarité des voies de formation dans le domaine de la FPS (ES, EP/EPS, aussi EPD ES) et de la formation professionnelle initiale (CFC, AFP) doit permettre une clarification commune des profils de chaque voie. À ce niveau, il faut examiner tout particulièrement la position des ES au sein de la FPS et clarifier l'importance des EPD ES.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Profil plus tranché de chaque voie de formation – Meilleure adéquation des voies de formation au profit du marché du travail – Meilleure planification de la formation et de la carrière pour les étudiants – Communication simplifiée sur l'orientation et les atouts des diverses voies de formation – Visibilité et attractivité accrues des diverses voies de formation – Meilleure perméabilité et meilleurs débouchés entre les voies de formation – Concurrence réduite entre les voies de formation, distorsion de la concurrence atténuée chez les prestataires de formation 	<ul style="list-style-type: none"> – Remise en question fondamentale de la systématique de formation actuelle – Concurrence avec d'autres voies de formation (p. ex. études HES) – Conflits avec les modèles de carrière qui existent aujourd'hui dans les différentes branches – Perception modifiée et changement de signification des diverses voies de formation, perte des atouts existants de chaque voie – Contradictions entre le profil et le financement de chaque voie – Accent fort sur le paysage national de la formation, débouchés à l'étranger encore compliqués – Besoin éventuel d'un cadre normatif lourd

Tableau 20: Chances et risques d'une complémentarité accrue des voies de formation dans le domaine de la formation professionnelle.

Développement de la gouvernance de la formation professionnelle : à l'heure actuelle, les ES ne font pas partie du partenariat de la formation professionnelle et un organe des partenaires de la formation professionnelle chargé des questions liées aux ES fait défaut. Un dialogue stratégique intensifié avec les ES et une intégration dans le partenariat doivent

consolider leur position et promouvoir la coordination au sein de la formation professionnelle dans son ensemble.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Valorisation des ES, contribution coordonnée permettant la pérennisation des ES – Participation des ES aux processus politiques sur un pied d'égalité – Consignes stratégiques transversales pour toute la formation professionnelle, solutions bénéficiant d'une large assise – Transparence accrue en vue des discussions et décisions – Tâches, compétences et responsabilités clarifiées 	<ul style="list-style-type: none"> – Résistance des participants actuels au partenariat – Équilibre menacé au sein du partenariat – Compétence de pilotage et de prise de décision moindre de l'instance – Processus de recherche et de négociation lourd en raison des différences de position de l'Ortra et des ES

Tableau 21: Chances et risques d'une gouvernance développée dans le domaine de la formation professionnelle.

Contextes du système éducatif attenants

Renforcement de la complémentarité des voies de formation : des questions relatives à la voie à choisir, à l'adéquation avec le degré de formation visé et à la compétence dispensée se posent aussi au niveau des métiers attenants et des voies de formation en dehors de la formation professionnelle. Une réflexion stratégique commune sur l'orientation et la complémentarité des voies de formation au sein de la formation professionnelle (ES, EP/EPS, CFC, AFP et aussi EPD ES) et du degré tertiaire A (en particulier HES, formations continues HEU) doit permettre une clarification des profils de chaque voie pour en renforcer la perception et l'intelligibilité et pour contribuer à une meilleure perméabilité.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Profil plus tranché de chaque voie de formation – Meilleure adéquation des voies de formation au profit du marché du travail au sein des branches – Meilleure planification de la formation et de la carrière pour les étudiants – Communication simplifiée sur l'orientation et les atouts des diverses voies de formation – Visibilité et attractivité accrues des diverses voies de formation – Meilleure perméabilité et meilleurs débouchés entre les voies de formation – Concurrence réduite entre les voies de formation, distorsion de la concurrence atténuée chez les prestataires de formation 	<ul style="list-style-type: none"> – Remise en question fondamentale de la systématique de formation actuelle – Conflits avec les modèles de carrière qui existent aujourd'hui dans les différentes branches – Perception modifiée et changement de signification des diverses voies de formation, perte des atouts existants de chaque voie – Contradictions entre le profil et le financement des différentes voies – Accent fort sur le paysage national de la formation, débouchés à l'étranger encore compliqués – Besoin éventuel d'un cadre normatif lourd

Tableau 22: Chances et risques d'une complémentarité renforcée des voies de formation de la formation professionnelle incluant le degré tertiaire A.

Collaboration accrue avec les hautes écoles spécialisées : la diversité actuelle du marché du travail demande des professionnels dotés de profils différents. Une coordination renforcée et une harmonisation entre les HES et les ES pourraient promouvoir leur identité respective et affûter l'image des deux voies de formation par le biais de profils d'activités sur le marché du travail. Cela permet aussi de trouver des solutions plus uniformes et consensuelles pour les points de controverse comme la question de l'admission.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Meilleure coordination des offres de formation au profit du marché du travail – Perméabilité améliorée, passerelles facilitées – Meilleure connaissance mutuelle du profil et de l'offre – Planification commune de développements futurs – Mise à profit de synergies dans les domaines coûteux (p. ex. plateformes numériques) 	<ul style="list-style-type: none"> – Manque d'intérêt pour une coopération – Pas de dialogue partenarial en raison de systèmes de formation axés différemment et d'un autre financement – Collaboration difficile aussi en raison des logiques de formation divergentes des ES et HES – Perte du profil autonome des formations ES, tendances à l'académisation – Manque de ressources de la part des institutions de formation

Tableau 23: Chances et risques d'une collaboration accrue avec les HES.

Simplification de la prise en compte au degré tertiaire : pour suivre une formation tertiaire complémentaire, les acquis d'une formation ES sont actuellement pris en compte très différemment d'un domaine à l'autre. Une prise en compte simplifiée des acquis au degré tertiaire B grâce à des critères plus clairs et uniformes (p. ex. bonnes pratiques élargies) permettrait d'accroître la transparence de l'admission, notamment aux formations HES, faciliterait l'accès aux études HES pour les diplômés ES – aussi au-delà des domaines d'études – et améliorerait donc l'attractivité des formations ES.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Simplification de l'admission, passerelles facilitées – Meilleures comparabilité et intelligibilité des équivalences des acquis – Meilleure perméabilité et meilleurs débouchés en particulier vers les formations HES – Attractivité accrue des diplômés ES et de tout le domaine FPS 	<ul style="list-style-type: none"> – Les ES pourvoyeuses des HES – Perte de l'orientation pratique, académisation des ES – Manque d'acceptation de la part des hautes écoles – La décision sur l'admission continue d'incomber à chaque haute école même avec un système de crédits uniforme – Besoin éventuel d'un cadre normatif lourd – Pas d'amélioration à l'échelon international

Tableau 24: Chances et risques d'une simplification de la prise en compte au degré tertiaire.

Mise en place d'un système d'équivalence ECTS : à l'heure actuelle, les acquis d'une formation ES sont en général difficilement compréhensibles quant à leur reconnaissance pour des formations complémentaires. Un système d'équivalence ECTS pour le domaine de la formation professionnelle doit accroître la transparence, améliorer la reconnaissance par d'autres écoles en Suisse et à l'étranger et donc augmenter l'attractivité de la formation professionnelle et sa perméabilité vers le domaine des hautes écoles. L'admission de diplômés ES à des formations HES pourrait en être simplifiée.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Communication simplifiée vis-à-vis des étudiants – Meilleures comparabilité et intelligibilité des équivalences des acquis – Simplification de l'admission, passerelles facilitées – Meilleure perméabilité et meilleurs débouchés vers les formations complémentaires, notamment les formations HES et les formations à l'étranger – Meilleures intelligibilité et visibilité du diplôme ES dans le contexte international – Attractivité accrue des diplômes ES et de tout le domaine de la FPS 	<ul style="list-style-type: none"> – Manque d'acceptation de la part des hautes écoles – Semblant d'académisation, proximité avec le marché du travail et lien avec la pratique moins valorisés, perte des atouts actuels du profil des ES – Manque d'intelligibilité des ECTS professionnels dans le grand public, chez les employeurs et les étudiants – La décision sur l'admission continue d'incomber à chaque haute école même avec un système de crédits uniforme – Besoin éventuel d'un cadre normatif lourd – Processus ayant échoué à l'échelle européenne (ECVET, processus de Copenhague)

Tableau 25: Chances et risques de la mise en place d'un système d'équivalence ECTS.

Accès au système des hautes écoles via des programmes de cycles brefs : les débouchés des formations ES vers des formations complémentaires dans un contexte international sont remis en question à cause du manque d'intégration dans la réforme de Bologne. Le développement de programmes de cycle bref (« short cycle ») qui amènent à une formation de bachelor doit notamment garantir les débouchés vers le système européen et donc permettre la perméabilité vers les formations de bachelor.

Chances	Risques
<ul style="list-style-type: none"> – Débouchés vers les hautes écoles, perméabilité améliorée, passerelles facilitées – Attractivité accrue chez les étudiants potentiels – Comparabilité européenne grâce à l'attribution d'ECTS – Meilleures intelligibilité et visibilité du diplôme ES dans le contexte international – Attractivité accrue des diplômes ES 	<ul style="list-style-type: none"> – Les ES s'inscrivent en pourvoyeuses des HES et de leurs formations de bachelor – Perception d'une qualité moindre des ES par rapport aux HES – Perte de l'orientation pratique, académisation des ES – Perte d'influence des Ortra – Les ES « tombent » hors du réceptacle de la FPS – Le paysage des offres s'agrandit encore, manque de transparence supplémentaire

Tableau 26: Chances et risques d'un accès au système des hautes écoles via des programmes de cycles brefs

9.3.3 Mesures groupées selon des domaines d'intervention

Un bon nombre des dix-neuf mesures peuvent être combinées entre elles dans le but d'améliorer le positionnement des ES et regroupées en séries de mesures dotées de différents axes et domaines d'intervention en fonction des objectifs prioritaires et des champs d'action – à définir lors de la discussion à suivre sur l'état des lieux. En guise de base pour les discussions à suivre, le tableau ci-après regroupe les dix-neuf mesures selon leurs champs d'action les plus urgents et les défis liés. L'affectation des mesures aux divers domaines d'intervention s'appuie sur les chances et les risques inhérents à chacune, que l'on trouve exposés plus haut (cf. chap. 9.3.2). L'ordre des mesures s'accorde sur celui des mesures traitées plus haut ; il ne porte aucun jugement et ne représente aucune hiérarchisation des priorités.

Domaines d'intervention	Mesures possibles
Positionnement national	
Visibilité et réputation auprès des employeurs	<ul style="list-style-type: none"> – Formulation plus parlante des titres « diplômé/e ES » – Introduction d'un titre de « Bachelor » – Diplôme fédéral avec signature de la Confédération – Reconnaissance des écoles par les cantons ou la Confédération ou accréditation institutionnelle – Développement d'une marque ES globale – Campagnes de sensibilisation et de communication – Augmentation des subventions pour les frais d'études
Visibilité et réputation auprès du grand public	<ul style="list-style-type: none"> – Formulation plus parlante des titres « diplômé/e ES » – Introduction d'un titre de « Bachelor » – Diplôme fédéral avec signature de la Confédération – Reconnaissance des écoles par les cantons ou la Confédération ou accréditation institutionnelle – Développement d'une marque ES globale – Campagnes de sensibilisation et de communication – Augmentation des subventions pour les frais d'études – Complémentarité accrue des voies de formation (professionnelle)
Profil et visibilité des offres de formation	<ul style="list-style-type: none"> – Formulation plus parlante des titres « diplômé/e ES » – Introduction d'un titre de « Bachelor » – Diplôme fédéral avec signature de la Confédération – Reconnaissance des écoles par les cantons ou la Confédération ou accréditation institutionnelle – Développement d'une marque ES globale – Campagnes de sensibilisation et de communication – Renforcement de la collaboration dans le domaine ES – Complémentarité accrue des voies de formation (professionnelle)
Débouchés vers d'autres diplômes du degré tertiaire et d'autres formations continues	<ul style="list-style-type: none"> – Introduction d'un titre de « Bachelor » – Collaboration accrue avec les HES – Simplification de la prise en compte au degré tertiaire – Mise en place d'un système d'équivalence ECTS – Accès au système des hautes écoles via des programmes de cycles brefs
Positionnement international	
Visibilité et réputation auprès des employeurs, employés, contacts à l'étranger	<ul style="list-style-type: none"> – Introduction d'un titre de « Bachelor » – Diplôme fédéral avec signature de la Confédération – Reconnaissance fédérale ou accréditation institutionnelle des écoles
Perspectives de carrière pour les diplômés	<ul style="list-style-type: none"> – Introduction d'un titre de « Bachelor » – Diplôme fédéral avec signature de la Confédération – Reconnaissance fédérale ou accréditation institutionnelle des écoles – Mise en place d'un système d'équivalence ECTS – Accès au système des hautes écoles via des programmes de cycles brefs
Débouchés vers d'autres diplômes du degré tertiaire et d'autres formations continues	<ul style="list-style-type: none"> – Introduction d'un titre de « Bachelor » – Diplôme fédéral avec signature de la Confédération – Reconnaissance fédérale ou accréditation institutionnelle des écoles – Mise en place d'un système d'équivalence ECTS – Accès au système des hautes écoles via des programmes de cycles brefs
Admission dans d'autres institutions de formation	<ul style="list-style-type: none"> – Introduction d'un titre de « Bachelor » – Diplôme fédéral avec signature de la Confédération – Reconnaissance fédérale ou accréditation institutionnelle des écoles – Mise en place d'un système d'équivalence ECTS – Accès au système des hautes écoles via des programmes de cycles brefs
Défis	
Concurrence avec les HES, EP/EPS et les hautes écoles universitaires	<ul style="list-style-type: none"> – Introduction d'un titre de « Bachelor » – Reconnaissance fédérale ou accréditation institutionnelle des écoles – Révision du financement cantonal des ES – Développement d'une marque ES globale

Domaines d'intervention	Mesures possibles
	<ul style="list-style-type: none"> – Campagnes de sensibilisation et de communication – Augmentation des subventions pour les frais d'études – Harmonisation du financement au sein du tertiaire B – Complémentarité accrue des voies de formation (professionnelle) – Développement de la gouvernance de la formation professionnelle – Collaboration accrue avec les HES – Simplification de la prise en compte au degré tertiaire – Mise en place d'un système d'équivalence ECTS
Financement de la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> – Augmentation des subventions pour les frais d'études – Harmonisation du financement au sein du tertiaire B
Internationalisation	<ul style="list-style-type: none"> – Introduction d'un titre de « Bachelor » – Diplôme fédéral avec signature de la Confédération – Reconnaissance fédérale ou accréditation institutionnelle des écoles – Mise en place d'un système d'équivalence ECTS – Accès au système des hautes écoles via des programmes de cycles brefs

Tableau 27: Mesures possibles groupées selon les champs d'action les plus urgents et les défis liés.

L'élaboration d'éventuelles séries de mesures requiert l'examen attentif de la compatibilité des mesures. En règle générale, il n'est guère recommandé de combiner les mesures relatives à la question du titre (titre « diplômé/e ES » plus parlant, titre de bachelor), à la reconnaissance des écoles (reconnaissance cantonale ou fédérale, accréditation institutionnelle) et à l'accès au degré tertiaire (simplification de la prise en compte, système d'équivalence ECTS), car les mesures correspondantes contiennent chacune des solutions larges pour des questions semblables, ce qui pourrait donc engendrer des doublons inutiles.

Il faut également clarifier si toutes les mesures priorisées au final seront appliquées à l'ensemble du domaine des ES ou si elles ne seront appliquées, le cas échéant, que dans certaines branches (p. ex. reconnaissance fédérale ou accréditation juste dans les branches importantes pour le positionnement international) ou pour certains prestataires de formation. Dans tous les cas, les campagnes de communication et les outils liés sont à mettre en œuvre de manière ciblée par rapport à la branche. Il faut réfléchir en général au positionnement des EPD ES et, par ce biais, évaluer comment ces diplômes doivent être pris en compte lors de la mise en œuvre d'autres mesures (p. ex. adaptation des titres).

9.3.4 Remarques sur la réalisation des objectifs et la mise en œuvre

La réalisation des objectifs et la mise en œuvre des mesures discutées se structurent différemment. Ci-après sont listés de premiers éléments se rapportant aux mesures décrites jusqu'ici dans les grandes lignes – cela sur la base des enquêtes réalisées.

Réalisation des objectifs des mesures

Afin d'améliorer le positionnement des ES tout en conservant leur atout majeur, à savoir la proximité avec le marché du travail et la pratique, la réalisation des objectifs des mesures peut être discutée comme suit :

- *Amélioration du positionnement en Suisse* : toutes les mesures ont pour condition sine qua non d'améliorer le positionnement des ES en Suisse dans les champs d'action urgents identifiés. Les mesures concernant le titre, le financement et l'établissement d'un profil plus tranché par le biais d'une harmonisation des voies de formation peuvent améliorer la réputation et accroître l'attractivité des formations ES auprès des étudiants potentiels et sur le marché du travail ; les mesures concernant le titre, le diplôme et la reconnaissance des écoles ciblent de plus le grand public et la société. Les mesures dans le domaine du marketing – si elles sont appliquées avec pertinence – contribuent généralement à une plus grande visibilité des ES et de leurs filières de formation. Les mesures ciblant la prise en compte et l'accès à d'autres formations dans le contexte de la formation professionnelle et des hautes écoles concourent à de meilleurs débouchés. Les diverses mesures en matière de collaboration ont un effet stimulant important dans le sens où elles soutiennent la coordination et l'harmonisation dans le domaine des ES et dans tout le système éducatif suisse, ce qui contribue à clarifier les profils des différentes offres de formation.
- *Amélioration du positionnement à l'étranger* : au-delà des initiatives et des efforts spécifiques aux branches (cf. chap. 9.3.1), les mesures relatives au titre de bachelor, à un diplôme fédéral, à une reconnaissance fédérale des écoles et à un accès plus facile aux hautes écoles via un système d'équivalence ECTS ou des programmes « short cycle » sont importantes pour améliorer le positionnement international des ES. Elles permettent de contrecarrer, d'une part, le manque de visibilité sur les marchés du travail à l'étranger et, d'autre part, les difficultés de débouchés vers les formations étrangères. D'autres mesures spécifiques au domaine contribuant à renforcer la collaboration (notamment avec des écoles ou hautes écoles comparables à l'étranger, des ministères de l'éducation d'autres pays ou des employeurs actifs à l'international) pourraient être un apport favorable.
- *Orientation accrue vers le marché du travail et la pratique* : le profil axé sur le marché du travail et la pratique est considéré comme le principal atout des filières de formation ES et ne doit pas être remis en question. Toutefois, différentes mesures ont le potentiel de mettre en péril ce signe distinctif majeur dans la perception plus large des ES par les étudiants potentiels, les employeurs et le grand public. Sont notamment pointées les mesures impliquant un titre de bachelor et une accréditation institutionnelle des écoles ou visant l'amélioration des débouchés via ECTS ou les programmes « short cycle », qui promeuvent la proximité avec les hautes écoles et/ou suggèrent une logique de haute école ou scientifique renforcée. C'est pourquoi il serait important, en cas de mise en œuvre de ces mesures, d'établir dans le même temps un profil plus tranché à la fois des filières de formation ES et des voies de formation voisines – le tout avec des mesures de communication adéquates.

Dans une étape suivante, il faut également analyser, clarifier et préciser soigneusement les effets probables, y compris les effets indésirables des interactions entre les mesures prioritaires, et les traiter de manière encore plus approfondie. À ce niveau, il faut aussi prendre en compte, au-delà des effets concernant le positionnement des ES, d'autres

effets souhaités ou non souhaités (p. ex. sur le système éducatif, les différents acteurs, la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons au sein de la formation professionnelle)⁷⁵. Il sera ici décisif de définir explicitement les postulats⁷⁶ du système des ES et de leur positionnement qui ne devront pas être remis en question par les mesures.

Mise en œuvre des mesures

L'applicabilité des mesures touchant des critères centraux comme l'acceptation des groupes d'intérêts concernés, le besoin d'adaptation de la législation et les impacts financiers peut être présentée comme suit :

- *Acceptation des groupes d'intérêts concernés* : en ce qui concerne les groupes d'intérêts, il n'y a pas encore de vision claire quant à l'applicabilité des mesures, d'autant plus que les prises de position collectées au niveau des cantons et du SEFRI ne disposent pas jusqu'ici d'une assise plus large et que les organes politiques des hautes écoles n'ont pas été consultés. Toutefois, on distingue de premières tendances pour ce qui est des préférences. Les mesures concernant le titre de bachelor, la reconnaissance fédérale des écoles, le diplôme fédéral et une augmentation des subventions pour les frais d'études obtiennent une grande adhésion – de la part des ES, des Ortra, des représentants de l'ODEC et, hormis pour le titre de bachelor, aussi des cantons. Les mesures relevant du domaine du marketing sont également considérées comme centrales par divers protagonistes, mais sont dans leur ensemble moins souhaitées et plus controversées. Pour beaucoup, les mesures dans le contexte éducatif ont une priorité moindre, sont accueillies favorablement dans le sens d'un effort pouvant aider et sont mises en avant surtout par le SEFRI (harmonisation des voies de formation et développement de la gouvernance). Mises à part les mesures spécifiques à chaque branche (cf. chap. 9.3.1), la grande majorité des groupes d'intérêts concernés prônent une utilisation de toutes les mesures discutées dans l'ensemble du domaine des ES et pour toutes les régions linguistiques. Certaines mesures, souvent considérées comme importantes (p. ex. titre de bachelor), ne sont cependant pas forcément soutenues dans tous les domaines.
- *Ampleur des adaptations du cadre normatif* : pour ce qui est de l'ampleur des adaptations indispensables de la législation, de nombreuses mesures impliquent un besoin de réglementation de grande envergure. Concernant les titres, des adaptations de l'OCM ES sont nécessaires. Les mesures concernant le diplôme, la reconnaissance fédérale, le financement et la participation de la Confédération ainsi que le renforcement de la complémentarité des voies de formation et la gouvernance dans la formation professionnelle requièrent, elles, des adaptations de la LFPr, de l'OFPr et/ou d'ordonnances sur la formation professionnelle initiale (orfo), et peuvent aussi

⁷⁵ Les chances et les risques des mesures traitées dans le présent état des lieux en apportent de premiers éléments (cf. chap. 9.3.2).

⁷⁶ Pour ce qui est des postulats, il s'agit ici des principes fondamentaux devant être entendus d'entrée et ne pouvant pas être remis en question par des mesures dans le système des ES. Il faut discuter, clarifier et fixer ces postulats dans les discussions à venir ; ils pourraient notamment concerner le maintien du système des ES comme élément de la FPS ou le maintien de la répartition actuelle des compétences entre la Confédération et les cantons.

concerner des lois propres aux branches (p. ex. loi sur les professions de la santé (LPSan) dans le domaine Santé en cas d'une accréditation fédérale). D'autres effets sur des PEC en vigueur ou des règlements d'examen d'EP ou d'EPS sont envisageables. Au vu des contextes attenants du système éducatif et selon les résultats des discussions sur la complémentarité, il faut observer que la LEHE, l'ordonnance relative à la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE) ainsi que la loi fédérale sur la formation continue (LFCo) sont touchées ; il faut de plus tenir compte des bases en vigueur concernant les processus éducatifs européens (dont le processus de Copenhague). Les mesures touchant le marketing et la collaboration sont plus faciles à appliquer du fait qu'elles ne réclament pas d'adaptation de la législation.

- *Conséquences financières* : le financement de chaque mesure n'a pas été analysé en profondeur. Toutefois, on discerne déjà que chaque mesure sera financièrement applicable à des degrés divers en raison des coûts probables et de la charge administrative liée. Tandis que certaines mesures, p. ex. les changements de titre, la révision des bases de financement cantonales, le renforcement de la complémentarité des voies de formation ou les simplifications des débouchés, engendrent chez les différents acteurs des coûts substantiels surtout au moment de leur développement éventuel et de leur introduction, d'autres mesures ont un poids financier récurrent. L'augmentation des subventions pour les frais d'études irait notamment de pair avec des dépenses importantes pour la Confédération ou les cantons. Les mesures comme une reconnaissance fédérale ou une accréditation seraient pour la Confédération et les écoles régulièrement liées à une charge supplémentaire – idem au niveau des mesures de collaboration pour les Ortra, les cantons et d'autres acteurs concernés. La compétence en matière de financement est encore à clarifier pour diverses mesures (notamment la marque ES, les campagnes).
- *Horizon temporel* : la plupart des mesures exigent de longs travaux de concrétisation et de développement et ne peuvent pas être appliquées immédiatement. Si la législation doit être adaptée, il faut également prévoir des dispositions transitoires et des délais de transition.

Il faut aussi penser au fait que ces estimations sur l'applicabilité, notamment sur l'acceptation par les divers groupes d'intérêts, peuvent éventuellement encore connaître des changements profonds en fonction de la concrétisation des mesures.

9.4 Bilan – Champs d'action et mesures

L'état des lieux révèle un besoin d'action important au niveau du positionnement des ES ; il montre aussi les champs d'action les plus urgents et les défis liés. Les champs d'action les plus urgents ciblent le manque de visibilité et de réputation des formations ES dans la société et sur le marché du travail ainsi que le manque de débouchés en Suisse et à l'étranger – avec des points forts variant d'un domaine à l'autre. Il existe des défis

particuliers au niveau de la délimitation par rapport aux voies de formation concurrentes et dans le domaine du financement des ES. C'est pourquoi on attache une grande importance au développement des attestations de qualité en vigueur (titres, diplômes, reconnaissance des écoles), y compris un financement plus uniforme, l'établissement d'un profil plus tranché des ES par rapport aux autres voies de la formation professionnelle et au degré tertiaire ainsi que l'amélioration de la perception et des débouchés des ES.

Dix-neuf mesures possibles applicables dans l'ensemble du domaine des ES s'attèlent à ce potentiel d'optimisation. Elles vont de l'adaptation du concept qualité (titres, diplômes, reconnaissance des écoles) à une harmonisation renforcée des voies de formation et à la simplification de la prise en compte et de l'admission à d'autres formations, en passant par le financement, la collaboration et le marketing. Les mesures ciblent soit des réglementations soit des applications dans le domaine des ES ou visent des changements dans le contexte éducatif. Elles offrent à la fois des chances et des risques spécifiques en vue de l'amélioration du positionnement des ES et d'une éventuelle mise en œuvre. Par conséquent, leur réalisation des objectifs et leur applicabilité divergent – dans la mesure où l'on peut déjà évaluer des mesures décrites jusqu'ici uniquement dans les grandes lignes.

Lors des prochaines étapes, il s'agira de définir les aspects du positionnement pour lesquels des mesures doivent être concrétisées. Il faudra décider en amont quels aspects du positionnement des ES sur le marché du travail, au sein de la société et dans le système éducatif en Suisse et à l'étranger sont à aborder, et quels champs d'action sont les plus urgents et donc à traiter en premier. Les effets à atteindre par le biais de ces champs d'action prioritaires et les postulats éventuels à conserver impérativement en cas d'adaptation dans le domaine des ES sont encore à ajuster afin de pouvoir axer et évaluer des mesures concrètes en conséquence. Il convient de plus de se demander si les mesures adéquates sont vraiment à appliquer à l'ensemble du domaine des ES ou si, le cas échéant, elles doivent se rapporter uniquement à un domaine particulier ou à un prestataire précis. Dans le cadre de ces clarifications et de ces concrétisations supplémentaires, il sera aussi indispensable d'approfondir encore davantage les effets probables des mesures, et en particulier les effets indésirables, pour en tenir compte lors de la suite du processus.

Annexe

A-1 Membres du groupe d'accompagnement

Nom	Organisation
Petra Wittwer	OdASanté
Miriam Shergold / Fabienne Zwahlen	Hotelleriesuisse
René Will / Marianne Röhrich	Swissmem
Marc-Aurel Hunziker / Christian Schärer	Société suisse des entrepreneurs
Geneviève Gassmann	Fenaco
Silke Waterstraat / Alberto Stival	SwissBanking
Fränzi Zimmerli	Savoir Social
Kurt Rubeli	Conférence ES – Technique
Stefan Osbahr	Conférence ES – Social
Christa Augsburg	Conférence ES – Hôtellerie/restauration, tourisme, facility management
Claudia Zürcher	Conférence ES – Économie
Marianne Glutz	Conférence ES – Arts visuels
Peter Berger	Conférence ES – Santé
Urs Gassmann	Association suisse des dipl. ES ODEC
Ramona Nobs	SEFRI
Hans-Peter Steiner	CSFP – GT ES

Tableau 28: Membres du groupe d'accompagnement de l'étude « État des lieux sur le positionnement des écoles supérieures »

A-2 Principaux instruments d'enquête

A-2.1 Questionnaire pour l'enquête en plusieurs étapes (exemplaire pour les Ortra)

Nous présentons ci-après à titre d'exemple le questionnaire de l'enquête écrite en français adressé aux Ortra. Le questionnaire pour les autres groupes d'acteurs interrogés (ES, cantons et diplômés) a été légèrement adapté au groupe d'acteurs respectif dans certaines questions. Certains groupes d'acteurs (notamment les diplômés) n'ont pas eu à répondre à toutes les questions. L'enquête orale qui a eu lieu auparavant, à laquelle les membres du groupe d'accompagnement ont participé, comprenait des informations introductives supplémentaires et plusieurs questions ouvertes permettant de commenter le besoin d'action déclaré.

Introduction

Bienvenue à l'enquête en ligne sur le positionnement des écoles supérieures (ES).

Bonjour. Merci beaucoup d'avoir pris le temps de participer au sondage. Le questionnaire contient des questions sur les sujets suivants :

- Domaines et filières de formation ES
- Besoin d'action concernant le positionnement des ES
- Visibilité, débouchés vers d'autres formations et utilité des ES
- Mise en œuvre et qualité des ES
- Contexte de formation et mégatendances

Domaines et filières de formation ES

3 Dans quels domaines ES votre organisation ou vous-même êtes-vous actifs/actives ?

Veillez cocher toutes les réponses qui conviennent.

- Technique
- Hôtellerie/restauration et tourisme
- Économie
- Agriculture et économie forestière
- Santé
- Social et formation des adultes
- Arts visuels, arts appliqués et design

— Trafic et transports

4 Pour quelles filières de formation votre organisation ou vous-même êtes-vous l'organe (co-)responsable du plan d'études cadre ?

Question ouverte

Systeme ES actuel

5 De votre point de vue, quelles sont les forces du système ES actuel et de ses filières de formation ?

1 : _____ (*open*)

2 : _____ (*open*)

3 : _____ (*open*)

Mesures nécessaires concernant le positionnement des ES

6 À votre avis, quel est le besoin d'action en ce qui concerne le positionnement national des ES ?

Veillez estimer le besoin sur une échelle de 0 % à 100 %, 0 % signifiant aucun besoin et 100 % un besoin très marqué.

7 À votre avis, quel est le besoin d'action en ce qui concerne le positionnement international des ES ?

Veillez estimer le besoin sur une échelle de 0 % à 100 %, 0 % signifiant aucun besoin et 100 % un besoin très marqué.

Visibilité, débouchés vers d'autres formations et utilité des ES

Nous aimerions à présent savoir comment vous jugez la visibilité, les débouchés vers d'autres formations et l'utilité individuelle des ES dans le contexte de leur positionnement.

Nous vous prions de répondre à la question ci-après plus particulièrement du point de vue des filières de formation ES dont vous êtes responsable.

8 À votre avis, quel est le besoin d'action concernant le positionnement national des ES ?

Veillez évaluer le besoin d'action pour chacun des aspects suivants sur une échelle de 0 à 6, 0 indiquant qu'aucune action n'est requise et 6 que le besoin d'action est très important.

	0 : aucune action requis	1	2	3	4	5	6 : besoin d'action très important	Je ne peux pas en juger
Visibilité auprès des travailleurs/travailleuses (= étudiant-e-s potentiels) en Suisse								
Visibilité auprès des employeurs en Suisse								
Visibilité auprès du grand public en Suisse								
Réputation auprès des travailleurs/travailleuses (= étudiant-e-s potentiels) en Suisse								
Réputation auprès des employeurs en Suisse								
Réputation auprès du grand public en Suisse								
Débouchés vers d'autres titres du degré tertiaire en Suisse								
Débouchés vers des formations continues en Suisse								
Perspectives de carrière des diplômé-e-s en Suisse								
Rapport coûts/bénéfices pour les diplômé-e-s								
Rendements de la formation pour les diplômé-e-s (=augmentation proportionnelle du revenu suite à l'obtention du diplôme ES)								

9 Quelle est, à vos yeux, l'importance du positionnement international des ES ?

- Très important

- Assez important
- Pas vraiment important
- Pas du tout important
- Je ne peux pas en juger

10 Quels sont les pays importants en ce qui concerne le positionnement international des ES ?

Question ouverte

Nous vous prions de répondre à la question ci-après plus particulièrement du point de vue des filières de formation ES dont vous êtes responsable.

Mise en œuvre et qualité des ES

Nous nous intéressons ici à la manière dont vous jugez la mise en œuvre et la qualité des ES en ce qui concerne leur positionnement national et international.

Nous vous prions de répondre en particulier à la question ci-après du point de vue des filières de formation ES dont vous êtes responsable.

12 À votre avis, quel est le besoin d'action au niveau des réglementations formelles pour le positionnement des ES ?

Veillez évaluer le besoin d'action pour chacun des aspects suivants sur une échelle de 0 à 6, 0 indiquant qu'aucune action n'est requise et 6 que le besoin d'action est très important.

	0 : aucune action requis	1	2	3	4	5	6 : besoin d'action très important	Je ne peux pas en juger
Titre fr/de :.... diplômé/e ES (p. ex. économiste d'entreprise diplômé ES ; sans complément « fédéral », sans « bachelor »)								
Titre en anglais : Advanced Federal Diploma of Higher Education in ... (p. ex. Advanced Federal Diploma of Higher Education in Business Administration)								
Diplôme (sans signature gouvernement fédéral, sans emblème suisse)								
Absence de dénomination protégée des écoles								
Absence de reconnaissance institutionnelle des écoles								
Financement des ES								

Nous vous prions de répondre à la question ci-après plus particulièrement du point de vue des filières de formation ES dont vous êtes responsable.

13 À votre avis, quel est le besoin d'action au niveau des processus et de la qualité pour le positionnement des ES ?

Veillez évaluer le besoin d'action pour chacun des aspects suivants sur une échelle de 0 à 6, 0 indiquant qu'aucune action n'est requise et 6 que le besoin d'action est très important.

	0 : aucune action requise	1	2	3	4	5	6 : besoin d'action très important	Je ne peux pas en juger
Processus d'élaboration et d'approbation des plans d'études cadres								
Reconnaissance des filières de formation par le SEFRI								
Révision des plans d'études cadres tous les sept ans								
Mise en œuvre d'orientation vers le marché du travail des filières de formation								
Qualité générale de l'offre ES								
Demande en filières ES par les étudiant-e-s								
Assurance-qualité par les écoles								
Fonction de surveillance par les cantons								
Collaboration ES-Ortra								
Collaboration avec la Confédération								

14 Comment jugez-vous la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons dans le domaine du financement des ES ?

- Très adéquate
- Plutôt adéquate
- Pas vraiment adéquate
- Pas adéquate du tout
- Je ne peux pas en juger

15 Comment jugez-vous la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons dans le domaine de la surveillance des ES ?

- Très adéquate
- Plutôt adéquate
- Pas vraiment adéquate
- Pas adéquate du tout
- Je ne peux pas en juger

Études postdiplômes EPD ES

Nous aimerions maintenant avoir votre avis sur les études postdiplômes EPD ES en ce qui concerne leur positionnement.

16 Comment jugez-vous le positionnement des EPD ES en Suisse ?

- Très bon
- Plutôt bon
- Pas vraiment bon
- Pas bon du tout
- Je ne peux pas en juger

17 Comment jugez-vous le positionnement des EPD ES au niveau international ?

- Très bon
- Plutôt bon
- Pas vraiment bon
- Pas bon du tout
- Je ne peux pas en juger

Contexte de formation et mégatendances

Passons aux défis qui se posent selon vous en ce qui concerne le positionnement des ES.

18 Quels sont selon vous les défis pour le positionnement des ES dans le contexte du système éducatif suisse ? (y c. EPD ES)

Pour chacun des aspects suivants, veuillez évaluer le degré du défi sur une échelle de 0 à 6, 0 indiquant qu'il n'y a pas de défi et 6 que le défi est très grand.

	0 : aucune action requise	1	2	3	4	5	6 : besoin d'action très important	Je ne peux pas en juger
Concurrence avec les HES (bachelor/master)								
Concurrence avec les EP/EPS								
Concurrence avec les formations continues des HES								
Concurrence avec les formations continues des universités								
Gouvernance (système de contrôle et de régulation) de la formation professionnelle								
Financement de la formation professionnelle (en particulier par la Confédération et les cantons)								

Les ES sont en concurrence aussi bien avec les examens fédéraux (brevets/diplômes) qu'avec les HES.

19 Quelle est l'importance des trois voies de formation dans votre branche ?

	Très important	Plutôt important	Pas vraiment important	Pas du tout important	Pas d'offres dans ma branche	Je ne peux pas en juger
ES						
EP/EPS						
HES						

20 Quels sont selon vous les défis pour le positionnement des ES dans le contexte des mégatendances ?

Pour chacun des aspects suivants, veuillez évaluer le degré du défi sur une échelle de 0 à 6, 0 indiquant qu'il n'y a pas de défi et 6 que le défi est très grand.

	0 : pas de défi	1	2	3	4	5	6 : défi très grand	Je ne peux pas en juger
Numérisation								
Evolution démographique								
Flexibilisation du marché du travail								
Internationalisation du marché du travail								
Tendance à l'amélioration des compétences (« upskilling ») (exigences croissantes en matière de compétences et de qualifications)								

Fin

21 Avez-vous d'autres remarques concernant le positionnement des ES ?

Question ouverte

Merci de votre participation !

A-2.1 Fil rouge d'entretien pour les groupes de réflexion (exemple pour le domaine Santé)

Nous présentons ci-après à titre d'exemple le fil rouge d'entretien pour le groupe de réflexion dans le domaine Santé. Le fil rouge était intégré dans un document de travail contenant des informations sur la situation initiale et les objectifs de l'étude ainsi que les premières conclusions sur le besoin d'action et les défis à relever du point de vue de la branche.

Introduction

1. Dans quelle mesure un meilleur positionnement des ES est-il important pour vos branches ?
2. Quels sont les pays importants en ce qui concerne le positionnement international des ES ?

Champs d'action

3. Votre branche identifie un besoin d'action important concernant le positionnement des ES en particulier dans les domaines ci-après :
 - Rendements de la formation pour les diplômés
 - Perspectives de carrière des diplômés à l'étranger
 - Titres en anglais
 - Conception et signature des diplômes

Comment expliquez-vous chacun de ces champs d'action ? Quelles conditions propres à la branche sont déterminantes ?

Défis

4. Votre branche identifie le plus grand défi concernant le positionnement des ES dans la concurrence avec les HES et dans la tendance à l'amélioration des compétences (« upskilling ») (exigences croissantes en matière de compétences et de qualifications).

Comment expliquez-vous ce grand défi ? Quelles conditions propres à la branche sont déterminantes ?

Mesures envisageables

5. Du point de vue de votre branche, quelles sont les mesures prioritaires pour améliorer le positionnement des ES ? Veuillez répondre en tenant compte de chaque champ d'action :
 - Rendements de la formation pour les diplômés
 - Perspectives de carrière des diplômés à l'étranger
 - Titres en anglais
 - Conception et signature des diplômes
6. Quelles sont les chances et les risques associés à de telles mesures ?

Fin

7. Y a-t-il encore certains points importants dans ce contexte, mais qui n'ont pas été abordés jusqu'à présent ?

Bibliographie et matériaux

- Aebischer, M. (2020) : Motion 20.3050. Équivalence des diplômes de la formation professionnelle supérieure. Date de dépôt : 05.03.2020.
- ASCFS (2019) : Aktennotiz, BGS Klausurtagung Vorstand, Beschlüsse und Ergebnisse. Verband Bildungszentren Gesundheit Schweiz, 13./14.03.2019.
- B,S,S. (2015) : Revision MiVo-HF : Bereiche, Fach- und Vertiefungsrichtungen. Schlussbericht, Basel, 04.12.2015.
- Baumeler, C. (2018) : Höhere Fachschulen der Schweiz. Geschichte, Merkmale und Übergänge. Vortrag im Rahmen der Vortragsreihe Durchlässigkeit und Übergänge im Schweizer Berufsbildungssystem der PHZH, 15.11.2018.
- Baumeler, C. et al. (2014) : Höhere Berufsbildung in der Schweiz. Expertenbericht des EHB im Auftrag der Geschäftsstelle SWIR.
- BFUG (2018) : Bologna Follow-up Group (BFUG) Work Plan 2018-2020, 03.10.2019. URL : http://ehea.info/Upload/BFUG_AU_CH_63_7_Work_Plan.pdf [état : 06.12.2019].
- BiBB (2019) : Datenreport zum Berufsbildungsbericht 2019. Informationen und Analysen zur Entwicklung der beruflichen Bildung. Bundesinstitut für Berufsbildung, Bonn. URL : https://www.bibb.de/dokumente/pdf/bibb_datenreport_2019.pdf [état : 11.03.2020].
- BMBF (2019a) : Das Berufsbildungsgesetz (BBiG). URL : <https://www.bmbf.de/de/das-berufsbildungsgesetz-bbig-2617.html> [état : 19.12.2019].
- BMBF (2019b) : BBiG-Novelle : Das sind die wichtigsten Änderungen. URL : <https://www.bmbf.de/de/bbig-novelle-das-sind-die-wichtigsten-aenderungen-8640.html> [état : 26.02.2020].
- C-ES (2018) : Die Höhere Fachschule – ein zu wenig bekanntes Erfolgsmodell. Artikel von Franziska Lang-Schmid, Präsidentin K-HF, Ende Juli 2018.
- C-ES (2019) : Positions de la conférence es en matière de politique de formation à partir de 2019. état : 14.08.2019.
- C-ES Technik (2019) : Arbeitsgruppe Rahmenlehrplan 11 HF Technik, PPT-Präsentation, 12.06.2019.
- CSEC-N (2018) : Motion 18.3392. Ecoles supérieures: Renforcer le profil, garantir la qualité, accroître l'attrait. Date de dépôt : 25.05.2018.
- CSFP (s.d.) : Mandat groupe de travail écoles supérieures (AG HF).
- CSRE (2018) : Rapport 2018 sur l'éducation en Suisse. Aarau : Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation.

- Destatis (2020) : Bestandene Prüfungen nach Abschlussarten, insgesamt. Statistisches Bundesamt. URL : <https://www.destatis.de/DE/Themen/Gesellschaft-Umwelt/Bildung-Forschung-Kultur/Hochschulen/Tabellen/lrbil11.html> [état : 11.03.2020].
- econcept (2013) : Karlegger, A., Haering, B. & Fitzli, D. Tätigkeitsfeld- und Arbeitsmarktbedarfsanalyse zur weiteren Abklärung des Sachverhalts betreffend Positionierung medizinisch-technische Radiologie (MTRA). Schlussbericht zuhanden des SBFJ, 3. Oktober 2013. https://www.econcept.ch/media/projects/downloads/2018/01/1390_be_Positionierung_MTRA_Schlussbericht_final.pdf [état : 05.08.2019].
- Ecoplan (2013) : Walker, P., Bachmann, T. & Büchler, S. Befragung Höhere Berufsbildung. Wahrnehmung und Beurteilung der höheren Berufsbildung auf dem Arbeitsmarkt. Schlussbericht zuhanden des SBFJ, 17.12.2013.
- EHEA (2018) : Overarching Framework of Qualifications of the European Higher Education Area. Appendix III. Revised 2018, Paris.
- Euler, D. & Collenberg, M. (2016) : Positionierung der Höheren Berufsbildung im internationalen Vergleich. Eine vergleichende Analyse mit Fokus auf Höhere Fachschulen. Oktober 2016.
- Fetz, A. (2018) : Motion 18.3240. Renforcer les écoles supérieures. Date de dépôt : 15.03.2018
- Hippach-Schneider, U. & Huisman, A. (2019) : Vocational education and training in Europe : Germany. Cedefop ReferNet VET in Europe reports 2018.
- hotelleriesuisse und Hotel & Gastro Union (2018) : Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats stärkt höhere Fachschulen. Medienmitteilung, Bern, 25.05.2018.
- HRK (2019) : HRK-Appell an Bundesrat zum Berufsbildungsgesetz : Keine hochschulähnlichen Berufsbezeichnungen zulassen. Pressemitteilung, 20.11.2019. URL : <https://www.hrk.de/presse/pressemitteilungen/pressemitteilung/meldung/hrk-appell-an-bundesrat-zum-berufsbildungsgesetz-keine-hochschulaehnlichen-berufsbezeichnungen-zulas/> [état : 19.12.2019].
- Interface (2016) : Feller-Länzlinger, R., Hanimann, A., Schwenkel, C. & Elmer, M. Studie zur eidgenössischen Anerkennung von höheren Fachschulen, deren Bildungsgänge und Nachdiplomstudien. Bericht zuhanden der Abteilung HBB des SBFJ, 26.01.2016.
- Klein, S. (2019) : Bekommt der Bäcker bald den Bachelor ? Süddeutsche Zeitung, 15.11.2019.
- KMK (2001) : Vereinbarung über den Erwerb der Fachhochschulreife in beruflichen Bildungsgängen (Beschluss der Kultusministerkonferenz vom 05.06.1998 i.d.F. vom 09.03.2001). URL :

https://www.kmk.org/fileadmin/Dateien/veroeffentlichungen_beschluesse/1997/1997_06_05-Fachoberschulreife-berufliche-Bildung.pdf [état : 11.03.2020].

KMK (2017) : Das Bildungswesen in der Bundesrepublik Deutschland 2015/2016. Darstellung der Kompetenzen, Strukturen und bildungspolitischen Entwicklungen für den Informationsaustausch in Europa. Sekretariat der Ständigen Konferenz der Kultusminister der Länder in der Bundesrepublik Deutschland, Bonn.

KMK (2019a) : Rahmenvereinbarung über Fachschulen (Beschluss der Kultusministerkonferenz vom 07.11.2002 i.d.F. vom 22.03.2019). URL : https://www.kmk.org/fileadmin/Dateien/veroeffentlichungen_beschluesse/2002/2002_11_07-RV-Fachschulen.pdf [état : 11.03.2020].

KMK (2019b) : Dokumentation der Kultusministerkonferenz über landesrechtlich geregelte Berufsabschlüsse an Fachschulen (Veröffentlichung des Ausschusses für Berufliche Bildung vom 22.03.2019). URL : https://www.kmk.org/fileadmin/Dateien/veroeffentlichungen_beschluesse/2019/2019_03_22-Doku-Berufsabschluesse-an-Fachschulen.pdf [état : 11.03.2020].

KMK (2019c) : EUROPASS Zeugniserläuterungen. URL : <https://www.kmk.org/de/themen/berufliche-schulen/schulische-berufsausbildung/europass-zeugniserlaeuterungen.html> [état : 11.03.2020].

Krummenacher, J. (2018) : Die Vergessenen des Schweizer Bildungssystems. NZZ, 12.12.2018.

Kuhn, A. (2016) : Die Höhere Berufsbildung in der Schweiz. Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., April 2016.

Lassnigg, L. (2013) : Berufsbildung, akademische Bildung, Akademisierung der Berufswelt – Entwicklungen, Erfahrungen und Diskurse in Österreich. In : Severing, E & Teichler, U. (Hrsg.) : Akademisierung der Berufswelt ? S. 109-141, Bonn.

ODEC (2019) : Positionierung HF, Bericht (HF-Diplomierten und -Studierenden Befragung). Oktober 2019.

ODEC (s.d.) : Positionspapier : Stufe HF stärken. Schweizer Verband der dipl. HF.

OFFT (s.d.) : Le Processus de Copenhague en bref, Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie OFFT.

Rein, V. (2013) : Short Cycle-Qualifikationen – Stellenwert im Bildungs- und Beschäftigungssystem in den USA und der EU. Rahmenbedingungen, Qualifikationsgestaltung, Durchlässigkeit.

Renold, U. et al. (2015-2019) : Evaluation des Rahmenlehrplans für den Bildungsgang « dipl. Betriebswirtschafter/in HF ». Erster bis fünfter Bericht sowie Bericht zu den Interviews mit Arbeitgebern/innen. ETH Zürich.

Rosbach, H. (2019) : Lieber Master als Meister. Süddeutsche Zeitung, 01.09.2019.

- Scherer, L. & Keim, J. (2019) : Digitalisierung der Höheren Fachschulen (HF) in der Deutschschweiz. Erhebungsergebnisse. FHS St. Gallen. URL : <https://khf-t.ch/wp-content/uploads/2019/06/Schlussbericht-Digitalisierung-der-H%C3%96heren-Fachschulen-HF-in-der-Deutschschweiz.pdf> [état : 25.09.2019].
- Schlenczek, G. (2018a) : Höhere Fachschulen fordern Anerkennung. htr hotel revue, Nr. 11, S. 15-16, 31.05.2018.
- Schlenczek, G. (2018b) : Hotelfachschulen lancieren Bachelor. htr hotel revue, Nr. 11, S. 16, 31.05.2018.
- SEFRI (2018) : Formation professionnelle supérieure – flexible et proche de la pratique. URL : https://www.sbf.admin.ch/dam/sbf/fr/dokumente/webshop/2018/die_hoehere_berufsbildung.pdf.download.pdf/la_formation_professionnelle_superieure.pdf [état : 25.07.2019].
- Shergold, M. (2019) : Nouveaux jalons pour les écoles supérieures – Problèmes de positionnement des écoles supérieures. SRFP, 2(2019). URL : <https://www.sgab-srpf.ch/de/newsletter/weichenstellung-fuer-die-hoeheren-fachschulen> [état : 25.09.2019].
- SPAS (2019) : ES dans le domaine social. Schweizerische Plattform der Ausbildungen im Sozialbereich, 17.09.2019.
- Stalder, M. (2006) : Le processus de Copenhague et la Suisse. La Vie économique, 3-2006.
- Swissmem (2019) : Diskussionspapier zum Bildungsbereich Höhere Fachschulen. September 2019.
- swissuniversities (2015) : Admission aux études de bachelor dans les hautes écoles spécialisées – Guide de bonnes pratiques. Adopté par la chambre des hautes écoles spécialisées de swissuniversities le 29 octobre 2015.
- Ulicna, D., Luomi Messerer, K. & Auzinger, M. (2016) : Study on higher Vocational Education and Training in the EU. Final Report. European Commission, Februar 2016.
- Weber, B. (2018) : 5 Beispiele, weshalb die Stärkung der Höheren Fachschulen wichtig ist ! 13.12.2018.

Bases légales

- AES : Accord intercantonal du 22 mars 2012 sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES).
- Loi fédérale sur la formation professionnelle : loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr) (état le 1^{er} janvier 2019) ; RS 412.10.

OCM ES : ordonnance du DEFR du 11 septembre 2017 concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des écoles supérieures (OCM ES) (état le 1^{er} novembre 2017) ; RS 412.101.61.

O-CNC-FPr : ordonnance du 27 août 2014 sur le cadre national des certifications pour les diplômes de la formation professionnelle (O-CNC-FPr) (état le 1^{er} octobre 2014) ; RS 412.105.1.

Ordonnance sur la formation professionnelle : ordonnance du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle (OFPr) (état le 1^{er} février 2019) ; RS 412.101.

SEFRI (2017a) : Révision totale de l'OCM ES. Rapport explicatif du 11 septembre 2017.

SEFRI (2017b) : Consultation relative à la révision totale de l'ordonnance du DEFR concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des écoles supérieures (OCM ES ; RS 412.101.61). Rapport sur les résultats, 02.05.2017.

Statistiques

OFS (2017a) : Situation des candidats aux examens de la formation professionnelle supérieure Résultats de l'enquête sur la formation professionnelle supérieure 2017 et tableaux de la publication. Neuchâtel : OFS.

OFS (2017b) : Degré tertiaire, formation professionnelle supérieure: examens finals en 2016.

OFS (2017c) : La formation professionnelle continue dans les entreprises en 2015. Rapport principal. URL : <https://alice.ch/fr/formation-continue-suisse/faits-et-chiffres/formation-continue-en-entreprise/> [état : 19.12.2019].

OFS (2018) : Scénarios pour les hautes écoles spécialisées 2018-2027. URL : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/scenarios-systeme-formation/hautes-ecoles-etudiants/hautes-ecoles-specialisees.html> [état : 04.12.2019].

OFS (2019a) : Degré tertiaire, hautes écoles spécialisées: titres délivrés selon la haute école et le domaine d'études, 2005-2018. T 15.03.04.02.01.

OFS (2019b) : Degré tertiaire, formation professionnelle supérieure: examens finals, 2000-2018. T 15.03.03.02.

OFS (2019c) : Institutions de formation, édition 2019. URL : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science.assetdetail.9646464.html> [état : 19.12.2019].

OFS (2019d) : Formation professionnelle supérieure: examens finals en 2018. su-b-15.03.03.01.01.

OFS (2020a) : Degré tertiaire, formation professionnelle supérieure: élèves et étudiants selon le type de formation, le domaine de formation et la nationalité. T 15.02.03.01

OFS (2020b) : Degré tertiaire, formation professionnelle supérieure: élèves et étudiants selon la grande région, le canton de l'école, le sexe, la nationalité, le statut de l'école et le mode d'enseignement. T 15.02.03.02.

SEFRI (2019) : Vue d'ensemble des filières de formation ES reconnues par canton. URL : <https://www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/formation/fps/ecoles-superieures/cantons.html> [état : 26.09.2019].